

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le Régime Parlementaire en Bolivie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le 6 Décembre 1933, à 14 heures

PAR

FRANKLIN ANTEZANA PAZ

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES SOCIALES

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

AVOCAT BOLIVIEN

PRÉSIDENT : M. GIDEL, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. BASDEVANT, Professeur.

: M. J. BARTHELEMY, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

A MA MÈRE

Affectueusement.

Le Régime Parlementaire en Bolivie

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Politiques et Economiques)

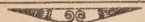
Présentée et soutenue le 6 Décembre 1933, à 14 heures

PAR

FRANKLIN ANTEZANA PAZ

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES SOCIALES
DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES
AVOCAT BOLIVIEN

PRÉSIDENT : M. GIDEL, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. BASDEVANT, Professeur.
: M. J. BARTHELEMY, Professeur.



PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1933

* 33569



INTRODUCTION

DÉFINITION DE LA DÉMOCRATIE. — Dans la terminologie politique, on appelle Démocratie (1) la forme de gouvernement par laquelle l'exercice du pouvoir appartient légalement, non à une ou plusieurs classes spéciales de la société, mais à l'ensemble des membres de la communauté, en sorte que « il y ait plus de citoyens magistrats que de citoyens simples particuliers » (2).

Donc, plus le corps des citoyens est étendu et plus les conditions établies par la loi pour en faire partie sont larges, plus le pays est démocratique.

Cela rappelé, on peut concevoir deux systèmes de gouvernement : si le corps des citoyens exerce lui-même les diverses fonctions de l'Etat, c'est-à-dire, s'il légifère, administre et juge, comme le faisaient les citoyens d'Athènes réunis dans de Pnyx, il y a gouvernement direct (3).

Si, au contraire, le corps des citoyens désigne un individu ou plusieurs individus, ou un groupe d'individus ou plusieurs groupes d'individus qui seront ses représentants et exerceront en son nom les fonctions gouvernementales, il y aura gouvernement par représentation ou gouvernement représentatif (4). C'est-à-dire que « chez un peuple pratiquant

(1) V. Francesco Nitti : *La Démocratie*, Paris, Alcan, 1933.

(2) Rousseau : *Du Contrat Social*, Liv. III, Chap. III.

(3) Croiset : *Les Démocrates Antiques*, Paris, Flammarion, 1925.

(4) Duguit : *Traité de Droit Constitutionnel*, t. I, p. 614, Paris, Broccard, 1928.

la forme politique républicaine et le suffrage universel, l'autorité suprême appartient à la majorité désignée par les bulletins de vote, attendu qu'on n'a pas trouvé d'autre procédé pour exprimer pacifiquement et légalement ce qui est supposé être la volonté du plus grand nombre dans une communauté partagée en plusieurs opinions » (1).

Ainsi définie, « la démocratie moderne repose entièrement sur les Partis Politiques, dont l'importance est d'autant plus grande que le principe démocratique reçoit une plus large application » (2), et elle peut offrir deux types principaux de gouvernement : le Régime Parlementaire et le Système Présidentiel.

Essayons de dégager leurs traits principaux :

LE RÉGIME PARLEMENTAIRE. — Le Régime Parlementaire, appelé aussi gouvernement de cabinet est un produit spontané de l'histoire politique (3). Elaboré surtout par la pratique du peuple anglais, il a servi de modèle, avec de nombreuses variantes, aux systèmes français, belge, suédois, norvégien, espagnol, etc., et il présente les traits caractéristiques suivants :

Au sommet de la hiérarchie se trouve placé une personne au nom de laquelle sont faits tous les actes exécutifs et qui est cependant irresponsable. C'est le Roi, qui n'agit qu'après avis et sous la responsabilité des Ministres choisis nominalemeut par lui, mais en réalité, par les représentants du peuple, ces Ministres étant pris d'habitude, non pas cependant, forcément, parmi les membres de l'Assemblée Législative, c'est-à-dire les Communes.

(1) J. Bryce : *Les Démocrates Modernes*, t. 1, p. 33, Paris, Payot, 1924.

(2) Hans Kelsen : *La Démocratie. Sa Nature. Sa Valeur*, p. 19, Paris, Sirey, 1932.

(3) V. Redslob : *Le Régime Parlementaire*, Paris, Giard, 1924.

Les représentants du peuple se trouvent ainsi être, grâce aux agents qu'ils désignent, le véritable gouvernement du pays.

Quand l'Assemblée Représentative cesse d'avoir confiance en ces agents, ces derniers (à moins qu'ils ne fassent prononcer la dissolution de l'Assemblée Législative) se retirent et sont remplacés par une nouvelle « équipe ».

De cette façon, le Pouvoir Exécutif et le Pouvoir Législatif appartiennent à la majorité de la Chambre des Représentants, mais le principe fondamental du système consiste dans l'égalité des deux organes de l'Etat, le Parlement et le Gouvernement, dans leur intime collaboration à toute l'activité de l'Etat et dans l'action qu'ils exercent l'un sur l'autre pour se limiter réciproquement (1).

La collaboration des deux organes de l'Etat et l'action réciproque qu'ils doivent exercer l'un sur l'autre sont assurées par le Cabinet, appelé aussi Ministère ou Conseil des Ministres.

Dans ce système, le Parlement participe aux fonctions législatives, parfois en proposant la loi, toujours en la discutant, en la votant ; le gouvernement, lui, y participe en proposant la loi, en prenant part à sa discussion, en la promulguant, en la sanctionnant, et aussi, en formulant, sous le contrôle direct du Parlement, des règles générales appelées ordonnances ou règlements.

En ce qui concerne les fonctions exécutives, le Parlement y participe en votant toute une série de mesures qui n'ont pas le caractère législatif, et au premier chef en votant le budget annuel, en autorisant les emprunts, etc., etc., indirectement, en contrôlant toute l'activité gouvernementale.

(1) V. Léon Duguít : *Traité de Droit Constitutionnel*, p. 631, t. II, 1928.

L'action réciproque que le Parlement et le Gouvernement exercent l'un sur l'autre, est caractérisée d'abord par les communications et conseils que le gouvernement peut et doit adresser au Parlement, les représentants du gouvernement devant assister à toutes les délibérations du Parlement, non seulement pour répondre aux questions, mais encore pour y exercer un rôle actif, et faire sentir une influence directrice. L'action du Gouvernement se traduit encore dans le droit qu'il a de convoquer les électeurs pour procéder à l'élection de la partie élective du Parlement, le droit de convoquer, d'ajourner, de proroger et de clôturer le Parlement, et enfin, attribution la plus importante de toutes et la plus nécessaire, le droit de dissoudre la partie élective du Parlement et d'appeler les électeurs, dans un certain délai, à de nouvelles élections.

Il faut remarquer, que le droit de dissolution appartenant au Gouvernement, et, considéré quelquefois comme une survivance du despotisme royal, est « la condition indispensable de tout régime parlementaire et la garantie la plus efficace du corps électoral » (1).

Ce droit de dissolution du Parlement reconnu au Gouvernement, a comme contrepartie le contrôle général et incessant que le Parlement a le droit d'exercer sur les actes du Gouvernement et la responsabilité solidaire et politique des Ministres devant le Parlement. Ainsi, toutes les fois que le Parlement, ou, sa majorité, désapprouve la politique du Gouvernement, celui-ci est obligé de se retirer.

Le Cabinet est donc l'élément changeant et responsable du Gouvernement, et partant l'élément véritablement actif.

(1) Duguit : *Traité de Droit Constitutionnel*, t. II, p. 810. Paris, Brocard, 1928.

(1) Redslob : *Le Régime Parlementaire*, p. 5.

Il est la pièce maîtresse du mécanisme. Il est le représentant du chef de l'Etat au Parlement, le représentant du Parlement auprès du chef de l'Etat. « Désapprouvé par le Parlement, il doit se retirer, à moins que, approuvé par le chef de l'Etat, il ne fasse la dissolution. En ce cas, le corps électoral prononce son verdict, devant lequel tout le monde doit s'incliner » (1).

Cette brève analyse permet donc de définir le Régime Parlementaire : un système politique où un chef d'Etat nomme des Ministres, lesquels forment un conseil ou cabinet, solidairement et politiquement responsable devant un Parlement.

LE SYSTÈME PRÉSIDENTIEL. — Le système Présidentiel, pratiqué aux Etats-Unis de l'Amérique, et dans la plupart des Etats de l'Amérique du Sud, est inspiré des principes suivants : (2)

La séparation des trois pouvoirs, Législatif, Exécutif, et Judiciaire est la base même du régime.

Le Pouvoir Exécutif a des attributions circonscrites dans des limites bien définies par la Constitution. Ses droits en matière de politique extérieure et de nominations, sont contrebalancés par les pouvoirs du Sénat. La durée de son mandat est relativement courte, 4 ans.

Les membres du Parlement ne peuvent pas être nommés Ministres ou Secrétaires d'Etat, ceux-ci étant nommés et révoqués par la seule volonté du Président, et responsables devant lui. En conséquence, le chef de l'Etat ne peut exercer aucune pression sur le Pouvoir Législatif, et le contrôle

(1) Duguít : *Traité*, p. 811, t. II.

(2) V. Wilson : *Le Gouvernement Congressionnel*. Paris, Giard, 1900.

de celui-ci sur les actes de l'Exécutif s'en trouve être plus indépendant, plus sévère.

Le chef de l'Etat est élu par le peuple, par l'intermédiaire des électeurs nommés dans ce but. S'il était élu par le Congrès, émanant de lui, il serait incapable de le contrôler. Elu par le peuple, il est indépendant du Congrès et nanti de droit de veto, il peut contrôler ses actes.

Ainsi, « il y a établi une balance égale entre les deux pouvoirs, ce qui assure à la fois l'indépendance du Congrès et celle du Président ».

Le Législatif et l'Exécutif sont donc séparés d'une façon assez complète, et le Président ne peut pas entraîner avec lui le Congrès, pour réaliser des réformes générales, ce que peut faire en Angleterre, avec le Parlement, un Premier Ministre populaire. En cas de crise, il ne peut pas dissoudre le Parlement, et en appeler du Congrès au Pays.

Le Congrès, divisé en deux Chambres, est paralysé en cas de désaccord de ses deux branches.

Le Pouvoir Judiciaire a la faculté de se prononcer sur la constitutionnalité des lois.

C'est, en somme, « un système de freins et contrepoids », qui fonctionne dans les cadres de la Constitution, loi suprême de l'Etat » (1).

Une comparaison entre un conflit constitutionnel en régime parlementaire et un conflit du même genre dans le système Américain nous éclairera sur le fonctionnement des deux régimes.

En Angleterre, si le Ministère exécutif déplaît à la Chambre des Communes, celle-ci vote une résolution de blâme, et le Ministère est constitué par le parti qui a gagné la ba-

(1) V. A. Hamilton, J. Jay et J. Madison : *Le Fédéraliste*, trad. française, Paris, Giard, 1902.

taille, et la coopération étant ainsi assurée entre le Pouvoir Législatif et le Pouvoir Exécutif, la marche des affaires publiques continue.

Au contraire, si le Ministère dissout le Parlement, un nouveau Parlement est nommé ; est-il favorable au Cabinet, il le conserve ; lui est-il opposé, il le congédie.

Dans les deux cas, l'accord est rétabli.

Le conflit peut également éclater entre la Chambre des Lords et un Ministère soutenu par la Chambre des Communes, la Chambre des Lords persistant à rejeter un bill voté par la Chambre des Communes ; la dissolution est, alors, le remède habituel, mais dans le cas où la nouvelle Chambre des Communes persisterait dans le point de vue de celle qui la précédait, la Chambre des Lords devrait, conformément à la règle établie aujourd'hui, céder immédiatement.

En cas de nouvelle résistance de sa part, il resterait un remède suprême, dont il a été question en 1832 et en 1909, mais qui n'a jamais été expérimenté jusqu'à ce jour ; nous voulons parler de la création par le souverain (c'est-à-dire le Ministère) de nouveaux pairs en nombre suffisant pour vaincre la résistance de la Chambre Haute.

En pratique, le dernier mot reste toujours au peuple, c'est-à-dire au parti qui recueille la majorité des suffrages.

En Amérique, un conflit peut éclater entre le Président et le Congrès au sujet d'un acte exécutif ou d'un bill.

Dans le premier cas, s'il s'agit, par exemple, d'une nomination ou d'un traité, une branche du Congrès, le Sénat, peut mettre en échec le Président : cela signifie qu'il peut l'empêcher d'agir à sa guise, mais il ne peut pas lui faire faire ce que lui, Sénat, désire.

Si la contestation porte sur un bill dont le Président a

fait retour au Congrès, sans l'avoir signé, les deux Chambres peuvent, par une majorité des deux tiers, annihiler son *veto* et terminer de cette façon la querelle. Lorsque cette majorité de deux tiers ne se trouve pas, le bill tombe ; et quelque intérêt que présente pour le pays sa prompte adoption, soit dans un sens désiré par la majorité du Congrès, soit dans celui que préfère le Président, on ne peut arriver à aucune solution tant que le mandat du Congrès ne sera pas expiré. A cette époque, le peuple sera juge de la question.

Si les fonctions du Président doivent se prolonger pendant deux ans encore, le peuple donnera son approbation à sa politique en choisissant une Chambre de la même opinion, ou la blâmera en élisant de nouveau une Chambre hostile.

Si l'élection du nouveau Président doit coïncider avec celle de la nouvelle Chambre, le peuple aura à sa disposition un autre moyen d'exprimer sa volonté. Il pourra choisir, non seulement une Chambre, mais un Président de la même nuance ou d'une nuance opposée.

Ainsi, un accord immédiat entre une Chambre du Congrès et le Pouvoir Exécutif est possible.

« Toutefois, le Sénat peut rester en opposition avec le Président et cette hostilité durer jusqu'à ce que la nomination de nouveaux Sénateurs par les législatures d'Etat ait amené un changement de majorité. Cette méthode est plus lente que celle adoptée en Grande-Bretagne. Insuffisante, sans doute, dans une crise exigeant une action immédiate, elle échappe au danger d'une décision précipitée et, peut-être, irrévocable » (1).

(1) J. Bryce : *La République Américaine*, t. I, p. 410, Paris, Giard, 1912-1913.

PREMIÈRE PARTIE

Les conditions ethniques, géographiques, historiques.

Il est évident que les institutions humaines, comme tous les faits sociaux, ne doivent pas leur origine à la simple volonté raisonnée des hommes vivant en société. Comme tout produit social, elles sont le résultat de plusieurs facteurs, dont l'influence doit être étudiée si l'on veut arriver à une compréhension exacte de leur caractère. « Que les faits soient physiques ou moraux, nous dit Taine, il n'importe, ils ont toujours des causes... Le vice et la vertu sont des produits comme le vitriol et comme le sucre, et toute donnée complexe, naît par la rencontre d'autres données plus simples dont elle dépend » (1). Par conséquent, si l'on veut faire une étude aussi complète que possible du régime parlementaire en Bolivie, il nous faudra étudier, non seulement le régime tel qu'il se présente aujourd'hui à nos yeux, mais aussi et surtout les antécédents historiques, politiques, sociaux, etc., qui ont contribué à sa formation.

« Un homme vient de naître, écrit Tocqueville ; ses premières années se passent obscurément parmi les plaisirs ou les travaux de l'enfance. Il grandit ; la virilité commence ; les portes du monde s'ouvrent enfin pour le recevoir ; il entre en contact avec ses semblables. On l'étudie

(1) Taine : *Histoire de la Littérature Anglaise*, t. I ; Introduction XV, Paris, Hachette, 1891.

alors pour la première fois, et l'on croit voir se former en lui le germe des vices et des vertus de son âge mûr. »

« C'est là, si je ne me trompe, une grande erreur ».

« Remontez en arrière, examinez l'enfant jusque dans les bras de sa mère ; voyez le monde extérieur se refléter pour la première fois sur le miroir encore obscur de son intelligence ; contemplez les premiers exemples qui frappent ses regards ; écoutez les premières paroles qui éveillent chez lui les puissances endormies de sa pensée ; assistez enfin aux premières luttes qu'il a à soutenir, et alors seulement vous comprendrez d'où viennent les préjugés, les habitudes et les passions qui vont dominer sa vie. L'homme est, pour ainsi dire, tout entier dans les langes de son berceau ».

« Il se passe quelque chose d'analogue chez les nations. Les peuples se ressentent toujours de leur origine. Les circonstances qui ont accompagné leur naissance et servi à leur développement influent sur tout le reste de leur carrière » (1).

Et comme nous ne sommes au service d'aucun parti, ni d'aucune opinion politique, nous en ferons une étude objective, autant que possible impersonnelle.

LES TROIS FORCES PRIMORDIALES

Trois sources différentes contribuent à la formation d'une nation et nous expliquent son état actuel ; ce sont le milieu, la race et le moment historique.

LA RACE. — « Ce qu'on appelle *la race*, ce sont ces dispositions innées et héréditaires que l'homme apporte avec lui à la lumière, et qui ordinairement sont jointes à des diffé-

(1) A. de Tocqueville : *De la Démocratie en Amérique*, t. I, p. 43, Paris, Gosselin, 1835.

rences marquées dans le tempérament et dans la structure du corps ».

« Elles varient selon les peuples. Il y a naturellement des variétés d'hommes, comme il y a des variétés de taureaux et des chevaux, les uns braves et intelligentes, les autres timides et bornées, les uns capables de conceptions et de créations supérieures, les autres réduites aux idées et aux inventions rudimentaires » (1).

Et quoique le concept de race soit une notion purement conventionnelle, elle signifie néanmoins une différenciation humaine.

Donc, pour connaître les caractères du peuple bolivien, il nous faudra remonter à ses origines et étudier la psychologie des deux races qu'ont contribué à sa formation : la race espagnole et la race indigène.

De la race espagnole, issue des celtes, visigoths, basques, arabes, juifs, on peut dire qu'elle a été fondue dans le creuset des luttes continuelles et des persécutions réciproques. Ses traits psychologiques que nous trouverons accentués jusqu'à l'acuité dans le peuple bolivien, sont les suivants : elle est rebelle à la vie collective, d'esprit aventurier, fait d'imprévision, essentiellement individualiste. Egoïste, il lui manque le sens hiérarchique, ce qui donne comme conséquence naturelle le caciquisme. Profondément messianique, elle est adonnée à la contemplation (2) indisciplinée et prompte à se révolter ; sa psychologie a fait de l'espagnol ; « un indépendant qui se fait à la fois chef et conseiller de soi-même » (3). En somme, comme le dit M. de Madariaga, l'espagnol est un type de passion.

(1) Taine : *Histoire de la Littérature Anglaise*, Introd. XXII.

(2) Salvador de Madariaga : *Anglais, Français, Espagnol*, p. 64, Paris, Gallimard, 113.

(3) Cité par B. Saavedra : *La Democracia en Nuestra Historia*, p. 17.

C'est avec les représentants de cette race, les conquistadores espagnols qu'au seizième siècle les indiens de l'Amérique du Sud se sont trouvés en contact.

Deux races d'indiens, en dehors d'autres groupements de moindre importance et beaucoup moins avancés, habitaient le territoire que plus tard devait devenir le Haut-Pérou, actuellement la Bolivie. Ce sont la race aymara et la race quéchua.

Quels étaient les caractères psychologiques de ces deux races ? Elles étaient essentiellement méfiantes, foncièrement réfractaires aux innovations du progrès, rusées, insensibles au point de vue moral et toutes faites d'imprévision, c'est-à-dire que chez elle nous trouvons les caractères psychiques et sociaux propres aux peuples primitifs.

Ces caractères, en face de la violence et de la cupidité des conquérants s'étaient accentués, puisque les indigènes, plus faibles et moins évolués, n'avaient d'autres armes pour lutter contre les envahisseurs que la ruse et la résignation.

Quel devait être le résultat de la fusion d'éléments si différents et opposés ? « Le mélange, nous dit un sociologue bolivien, se produisit à la longue, comme il ne pouvait pas être autrement entre les éléments conquérants, qui n'étaient pas les meilleurs de leur race et les races indigènes. Dans le Haut-Pérou, surtout, où la masse aborigène était et est encore la grande majorité de la population, le métissage devint très vite le type dominant de notre composition sociale. Aussi fit partie d'elle, mais en proportions extrêmement réduites en comparaison des autres peuples comme les Péruviens, le sang noir, importé par les Espagnols, mais son influence s'est presque complètement éteinte. Les métissages, produits par des troncs sains et vi-

goureux, potentiellement forts, sont des bourgeons arborescents qui ont tendance à dominer les conditions originaires de leur composant et c'est eux que les anthropologues ont appelé produits eugéniques ».

« Mais de la greffe entre l'Espagnol indiscipliné, individualiste, paresseux et fainéant et de l'indigène faible physiquement et mentalement, d'une structure morale primitive, inévolué, est sorti un produit inférieur fade, aigre, insipide : le métis américain » (1).

Quels sont les caractères de ce nouveau type ethnique ? L'auteur cité précédemment nous dit : « Sans énergie pour des entreprises qui demandent patience et effort persévérant, insensibles aux grandes émotions humaines, sans habitudes de travail et de discipline sociale, penchant à la servilité, sentimentaux, victimes du charme des mots et de l'éclat extérieur des choses au détriment de leur fond, tels sont, en bref, les signes caractéristiques de notre race. Il lui manque surtout des qualités morales supérieures. Elle est intelligente et capable de hautes conceptions spirituelles, il lui manque une structure morale supérieure » (1).

Et le Dr Lebon, parlant de la psychologie du métis, nous dira : « Flottant entre des influences contraires, un peuple de métis est comparable au vaisseau voguant sans gouvernail au gré des vents ». « Les institutions politiques d'un peuple jouent un rôle très faible dans la vie de ce peuple. Son âme ancestrale et non les institutions qu'on voudrait lui imposer, oriente sa destinée » (2). Or, toute l'histoire politique de la Bolivie, serait « le témoignage de ce déséquilibre psychologique, de cette fracture interne dans laquelle

(1) B. Saavodra : *La Democracia en Nuestra Historia*.

(2) Lebon G. : *L'Evolution actuelle du Monde*, p. 41, Paris, Flammarion, 1927.

trionphe seulement la ruse créole sur l'impératif moral élevé » (1).

La race métisse dont nous venons de décrire les caractères, constitue la majorité de la population du pays ; c'est elle qui constitue aussi le corps électoral et c'est elle qui décide donc du résultat des luttes politiques. L'indien, qui ne sait ni lire ni écrire, n'est membre de la nation qu'au point de vue militaire ; il ne jouit pas du droit de vote, et la race blanche, évaluée à quatre cents mille individus, dont la plupart ont d'ailleurs plus ou moins de sang indien dans les veines, est confinée dans quelques villes, dont une seule, La Paz, a plus de 150 mille habitants. Quelques familles de sang espagnol vivent à Santa Cruz de la Sierra, très loin, dans les terres basses de l'est, à Chuquisaca, qu'on appelle maintenant Sucre, à Cochabamba, à Potosi, à Tarija et à Trinidad. Oruro et Uyuni, dans le désert, sont des villes minières où la population est mêlée. Ces 8 villes sont très éloignées les unes des autres ; il n'y a que peu d'habitants sur les territoires qui les séparent ; encore ces habitants sont-ils presque tous indiens. Donc, l'histoire politique de la Bolivie ne sera en somme que l'histoire du métis (2).

Sur une énorme étendue de 1.322.808 kilomètres carrés, la Bolivie ne compte que 2.911.283 habitants, lesquels on peut les classer comme suit : Indiens civilisés : 1.586.649 ; Métis : 898.422 ; Blancs : 426.212, soit un peu plus de 2 habitants par km² (3).

Si nous avons si longuement insisté sur les caractères psychologiques de la race, c'est parce que « toute valeur so-

(1) B. Saavedra. *Op. cit.*

(2) Alcides Argueas : *La Fundacion de la Republica*, p. 377, La Paz, don Bosco, 1920.

(3) André Labrousse : *La Bolivie Nouvelle. Ses Problèmes financiers*, Paris, Domat-Montchrestien, 1933.

ciala n'est autre chose que le résultat de la combinaison étroite de la race avec le milieu » et que « le territoire et la population sont les deux éléments sociologiques irréductibles qui forment les matériaux de toute société et le substratum de toutes les propriétés sociales » (1).

LE MILIEU GÉOGRAPHIQUE.

Ayant constaté la structure intérieure de la race, il nous faut maintenant considérer le milieu dans lequel elle vit. « L'homme n'est pas seul dans le monde, la nature l'enveloppe et les autres hommes l'entourent, sur le pli primitif et permanent viennent s'étaler les plis accidentels et secondaires, et les circonstances physiques ou sociales dérangent ou complètent le naturel qui leur est livré ».

« Car, dès qu'un animal vit, il faut qu'il s'accommode à son milieu, il respire autrement, il est ébranlé autrement, selon que l'air, les aliments, la température sont autres. Un climat et une situation différente amènent des besoins différents, par suite un système d'actions différentes, par suite encore un système d'habitudes différentes, par suite enfin un système d'aptitudes et d'instincts différents » (2).

Etudions donc l'habitat dans lequel ce mélange de races sera contraint de vivre et de développer sa vie sociale et politique. Pour cela, il nous faudra recourir à la géographie.

La Bolivie appartient au groupe des Républiques Sud-Américaines des tropiques (3). Elle est divisée en trois ré-

(1) Guillaume de Greef : *Le Transformisme Social*, p. 395, Paris, Alcan, 1895.

(2) Taine : *Histoire de la Littérature Anglaise*, Introd. XXIV.

(3) James Bryce : *Les Démocraties Modernes*, t. I, p. 218, Paris, Payot, 1924.

gions très différentes : la Région Interandine, la Région Amazonique, et la Région du Plata (1).

RÉGION INTERANDINE. — 500.000 km². Elle comprend les versants occidentaux de la *Cordillère Real des Andes* et les Orientaux de la *Cordillère Orientale*, c'est-à-dire se trouve enfermée entre ces deux Cordillères et constitue le plateau bolivien, qui s'élève dans certains endroits à 4.000 mètres au-dessus du niveau de la mer, sa moindre hauteur étant de 2.500 mètres. Le climat, par conséquent, est extrêmement froid, et il n'y a que deux saisons : l'hiver et l'automne. Presque toute cette partie est un désert « qui, en hiver, donne l'impression d'une mer, mais d'une mer morte, sans vagues, sans tempêtes, morne, hostile. Là, on ne trouve pas de vie, c'est le règne du néant. Au milieu de cette quiétude pétrifiée, de ces nappes grises et poussiéreuses, où les caravanes, aussi nombreuses soient-elles semblent des groupes de fourmis, on sent une telle solitude, un tel isolement, que l'esprit ne peut pas rêver, ne peut pas s'élever. Le calme y règne ; la couleur dominante c'est le gris ; quelques montagnes noircies rompent l'uniformité du désert » (2).

La faune est pauvre. Dans les montagnes, on trouve des condors, guanacos et vizcachas. Dans la plaine et dans les endroits les plus solitaires, pâturent les vigognes, les lamas, les chevaux.

La végétation dans les endroits humides est réduite aux plantes de fourrage. On y trouve l'orge, la quinoa, l'oca.

Par contre, si le plateau n'est pas riche en végétation, les cordillères et le désert sont merveilleusement riches en mé-

(1) P. Vidal de Lablache et L. Gallois : *Géographie Universelle*, t. XV, Deuxième partie, p. 319, Paris, Colin, 1927.

(2) Alcides Arguedas : *Pueblo Enfermo*, p. 25, Barcelona, Tasrso, 1910.

taux. Ici on les trouve tous : le cuivre, l'or, l'étain, le plomb, l'argent, le cobalt, le bismuth, l'aluminium, etc.

Ce sont les mines de cette région que les conquérants espagnols ont exploité avec l'aide des indigènes. Et c'est aussi dans cette région que les principales villes minières devaient se fonder et que les noyaux de population les plus importantes devaient s'établir. Ainsi, plus tard, la République devait avoir comme ressource principale la richesse minière, délaissant l'agriculture comme peu productrice, mais par là aussi la vie de ses habitants devait être moins stable, moins dévouée au travail patient et consciencieux, puisque tout le monde désirait devenir riche du jour au lendemain sans effort, par la simple découverte d'une mine d'or ou d'argent.

RÉGION AMAZONIQUE. — Elle a environ 530.000 km² de surface et c'est la plus importante de pays. Peut-être divisée en deux zones : la zone montagneuse et la zone des plaines.

La région amazonique comprend le nord-est, et fait partie de ces immenses plaines boisées du bassin de l'Amazone qu'on appelle les *Selvas* (forêts vierges). Elle prend naissance au pied de la Cordillère Orientale des Andes et se déroule infiniment vers l'est ; à part quelques îlots de population blanche, elle n'est encore habitées que par des indiens sauvages.

Sillonnée de nombreux fleuves dont la plupart sont navigables, cette région est extrêmement riche en végétation. On trouve le caoutchouc, le quinquina, le café, le cacao, le coton, le riz, la canne à sucre, le tabac, c'est-à-dire tous les produits des tropiques. Il existe aussi des arbres dont le bois est fort rare.

RÉGION DU PLATA. — D'une surface d'environ 300.000 km²,

elle occupe la partie Sud-Est ; c'est un plateau, ou plutôt une succession de plateaux adossés aux pentes orientales de la Cordillère de l'Est et graduellement inclinés vers les plaines des confins de l'Argentine, du Paraguay et du Brésil. Une grande partie de cette région est trop aride et trop rude pour la culture et même pour l'élevage.

Mais de larges espaces aussi y sont propres à l'une ou à l'autre de ces deux activités, et peuvent suffire aux besoins d'une population agricole ou d'une population occupée aux mines.

Très peu peuplée, elle est connue sous le nom de Chaco Boréal.

LE MOMENT HISTORIQUE.

Après avoir étudié le milieu et la race, il nous faut étudier ce que Taine a appelé le moment historique. « Avec les forces du dedans et du dehors, écrit cet auteur, il y a l'œuvre qu'elles ont déjà faites ensemble, et cette œuvre elle-même contribue à produire celle qui suit ; outre l'impulsion permanente (race) et le milieu donné, il y a la vitesse acquise. Quand le caractère national et les circonstances environnantes opèrent, ils n'opèrent point sur une table rase, mais une table où des empreintes sont déjà marquées. Selon qu'on prend la table à un *moment* ou à un autre, l'empreinte est différente ; et cela suffit pour que l'effet total soit différent » (1).

En adoptant la division faite par M. Bryce, nous examinerons les conditions historiques pendant la période coloniale et les conditions historiques à la fin de la guerre de l'Indépendance.

(1) Taine : *Histoire de la Littérature Anglaise*, Introd. XXVII.

CONDITIONS HISTORIQUES PENDANT LA PÉRIODE COLONIALE. — « Les conquérants espagnols, loyalement soumis à la Couronne Espagnole, ne songèrent jamais à demander ni à établir eux-mêmes des institutions de *self government* et la Couronne espagnole ne songea jamais à en accorder. En Amérique Espagnole, l'autorité du vice-Roi, du Capitaine Général, de l'*Audiencia* et des autorités subalternes étaient souveraine et s'étendait à tout. »

« Il n'y avait pas d'assemblées élues ni de fonctionnaires élus. Tout pouvoir venait d'en haut ; le peuple n'avait rien à voir à l'administration et on ne lui permettait même pas de la critiquer en public. La seule exception c'était, dans les villes, une espèce de Conseil Municipal qu'on appelait *Cabildo* ou *Ayuntamiento*, et dont les membres, librement élus dans quelques villes par les chefs de maison ou peut-être par les plus riches d'entre eux, étaient dans les autres nommés par l'autorité. »

« Le peuple ne portait aucune responsabilité et il n'existait aucune organisation politique où il aurait pu acquérir quelque expérience dans le maniement des affaires publiques. Les livres et les publications de toutes sortes étaient soumis à une attentive censure ecclésiastique, et le droit d'exprimer librement son opinion oralement ou par écrit ne fut jamais accordé. »

CONDITIONS HISTORIQUES A LA FIN DE LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE. — « Ainsi, quand la révolte contre l'Espagne mit tous les pouvoirs aux mains du peuple, le peuple se trouva inapte à les exercer. Il n'était pas difficile de modeler des constitutions sur celle des Etats-Unis ; mais qui étaient les citoyens des nouvelles nations et que savaient-ils de la façon dont fonctionnent les gouvernements libres ? Quelle était la capacité de ceux dont les votes allaient constituer

les assemblées législatives, et de quelles sortes de personnes allaient se composer ces assemblées ? »

« Dix ou douze ans de luttes contre les troupes espagnoles, luttes au cours desquelles il y avait eu de part et d'autre bien des rigueurs et des cruautés exercées, avaient habitué tout le monde à la violence et fait des soldats les seuls chefs. Tous les esprits étaient pleins de rêves de liberté ; mais personne ne savait comment il fallait s'y prendre pour fonder la liberté sur la légalité. » (1).

La population se composait de créoles, métis et indiens, séparés par des méfiances et des antipathies séculaires ; les uns et les autres également paresseux, amoureux du plaisir, victimes à la fois d'un climat hostile et d'un gouvernement qui, trois siècles durant, s'était évertué à les empêcher de penser, de vouloir et d'agir.

L'autorité discrétionnaire, capricieuse et abusive sous laquelle ils avaient si longtemps vécu, les avait amenés d'une part, à tout attendre des pouvoirs publics plutôt que de l'initiative individuelle, de l'autre, à mépriser la légalité et à essayer sans cesse de s'y soustraire, soit par ruse, soit par violence. L'ignorance du peuple était profonde et plusieurs générations n'étaient pas de trop pour la dissiper. L'Eglise était toujours riche, influente, et n'usait de son crédit que pour combattre ou contrarier les nouvelles institutions.

« Ajoutons que quinze ans de guerre avaient développé dans le nouvel état un militarisme effréné et fait naître un grand nombre d'ambitions personnelles, qui, pour se satis-

(1) James Bryce : *Les Républiques Sud-Américaines*, t. II, p. 256, Paris, Rivière, 1915.

faire, n'éprouvaient nul scrupule à recourir aux *pronunciamientos* et aux coups de force » (1).

Donc, au moment où la Bolivie naissait à la vie indépendante, les deux facteurs « le territoire et la population que sont les deux éléments sociologiques qui forment les matériaux de toute société et le substratum de toutes les propriétés sociales » (2) et le facteur historique, le moment, n'étaient guère favorables au développement des institutions libres.

Comment allait se dérouler la vie politique de la Bolivie dans ces conditions ?

Essayons de faire une esquisse historique des constitutions qu'elle s'est donnée depuis son indépendance.

(1) Lavisse et Rambaud : *Histoire Générale du IV^e siècle à nos jours*, t. X, p. 851, Paris, Colin, 1898.

(2) De Greff : *Le Transformisme Social*, 395.

DEUXIÈME PARTIE

Constitutions politiques de 1826 à 1878.

FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE. — Quand la guerre de l'Indépendance eut pris fin par la décisive bataille d'Ayacucho (1824) et la reddition de Lima et de Callao, les chefs des révolutionnaires triomphants décidèrent de maintenir séparés le Pérou, d'une part, et, de l'autre, le Haut-Pérou, qui dépendait de l'*Audiencia* de Chuquisaca. De celui-ci, ils firent une République, et lui donnèrent le nom de Bolivie, pour honorer le nom du « Libérateur », Simon Bolivar.

LE PROJET DE CONSTITUTION DE BOLIVAR. — Le 6 août 1825, une Assemblée Nationale réunie à Sucre proclama l'indépendance de la Bolivie, et en même temps demanda un projet de constitution à Bolivar. Celui-ci, qui avait promis la Constitution « la plus libérale du monde » envoyait peu de temps après un projet en 152 articles, dont les caractéristiques principales étaient les suivantes :

Le Pouvoir Exécutif devait être exercé par un Président à vie, un vice-Président et trois Secrétaires d'Etat (Art. 76 du Projet).

Le Président de la République était irresponsable et avait la faculté de nommer le Vice-Président.

Le Pouvoir Public, exercé par le Corps Electoral, était divisé en quatre branches : le Pouvoir Electoral, l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire (Art. 8).

Les Chambres étaient au nombre de trois : la Chambre des Tribuns (Députés), la Chambre des Sénateurs et la Chambre des Censeurs. Elles avaient des attributions différentes et chacune pouvait être arbitre si un conflit s'élevait entre les deux autres. Seuls les Censeurs étaient nommés à vie.

Il suffit d'énoncer ces traits pour trouver dans ce projet un mélange des institutions romaines, anglaises et surtout américaines, qui lui donnaient un caractère un peu artificiel et trop symétrique pour être d'accord avec la réalité politique et sociale.

San Martin, à cette époque, voulait pour l'Argentine une république oligarchique. Bolivar, avec un sens aigu de la réalité des choses, voyait très bien que les habitants du Haut-Pérou n'étaient pas encore assez mûrs pour l'exercice d'un gouvernement démocratique. C'est pour cela que, sous l'apparence d'une République, il voulait créer une espèce de monarchie élective à vie, avec lui-même pour monarque, naturellement.

Dans un message adressé à l'Assemblée, il justifiait son projet dans ces termes : « Le Président de la République nomme un Vice-Président pour administrer l'Etat et lui succéder dans le gouvernement. Par cette mesure seront évitées les élections qui produisent le grand fléau des Républiques : l'anarchie, qui est la conséquence de la tyrannie et la menace la plus immédiate et la plus terrible des gouvernements populaires. » (1).

CONSTITUTION POLITIQUE DE 1826. — Le projet de Bolivar fut discuté par l'Assemblée Nationale de 1826 qui l'approuva

(1) *Proyecto de Constitucion y Discurso del Libertador*, p. 14, Buenos-Aires, Hallet, 1826.

le 19 novembre 1826. Les caractères principaux de la première Constitution bolivienne, étaient les suivants :

- 1° Gouvernement unitaire, populaire et représentatif ;
- 2° Pouvoir Public exercé par la Nation, et divisé en Pouvoir Electoral, Exécutif, Législatif et Judiciaire ;
- 3° Chambres des Députés, des Tribuns et des Censeurs ;
- 4° Présidence à vie ;
- 5° Religion catholique reconnue comme religion de l'Etat.

Un des premiers actes du Congrès de 1826 fut de confier la direction du Pouvoir Exécutif à Sucre, le Grand Maréchal d'Ayacucho. Celui-ci refusa, mais devant le nombre des prétendants à la présidence, et craignant de voir commencer une période d'anarchie, le Congrès insista ; Sucre consentit alors, mais à condition qu'il ne remplirait cette fonction que pendant un temps limité.

Faute de collaborateurs intelligents pour les affaires les plus importantes, il fut obligé d'appeler à son aide des éléments étrangers, tandis que les personnes les plus éclairées du pays occupaient un poste éminent dans le Congrès.

Mais presque aussitôt des signes de malaise et de mécontentement commencèrent à se manifester. Sous l'influence d'hommes politiques de l'Argentine et du Pérou et des généraux boliviens, les masses demandaient le retrait des troupes colombiennes qui accompagnaient Sucre. Celui-ci, après avoir réprimé deux révoltes et été blessé dans une troisième, donna sa démission, en août 1828.

Le Congrès installé au mois d'août 1828, accepta la démission de Sucre, et élut, sur son conseil, le général Santa Cruz, Président de la République, et le général Velasco, Vice-Président, chargé de la présidence effective pendant l'absence de Santa Cruz, qui se trouvait à ce moment-là au Chili comme Ministre du Pérou.

Quelques mois plus tard, en décembre, le Congrès devint, par ses procédés irréguliers, un véritable foyer de révolte. Le général Vélasco ayant donné sa démission, il nomma sous l'influence péruvienne, le général Pédro Blanco, Président de la République. Celui-ci, fait prisonnier par quelques chefs militaires mécontents, fut assassiné le 1^{er} janvier 1829 ; on appela alors le général Santa Cruz.

CONSTITUTION DE 1831. — Le 14 août 1831, le Congrès ratifia la deuxième Constitution Politique. Elle différait, dans ses préceptes fondamentaux, de celle de 1826. La Présidence à vie était abrogée et le Président élu pour 4 ans. Le Pouvoir Public était divisé en Exécutif, Législatif et Judiciaire, et on créa le Conseil d'Etat. L'élection des députés se faisait à trois degrés et celle des sénateurs à quatre.

En somme, elle consacrait la suprématie du Pouvoir Exécutif, c'est-à-dire du général Santa Cruz.

CONSTITUTION DE 1834. — L'Assemblée de 1834 réforma, à la demande de l'Exécutif, la Constitution de 1831, et une autre, quoique inspirée des mêmes principes, fut mise en vigueur le 20 octobre 1834.

CONSTITUTION DE 1839. — Le général Santa Cruz, qui était arrivé à se faire nommer Protecteur de la Confédération Péruvo-Bolivienne, fut vaincu par les Chiliens à la bataille de Yungay, en janvier 1839. Alors, le peuple, mécontent d'un régime qui en somme assurait la suprématie exclusive du Protecteur, se révolta, et le général Velasco s'empara du pouvoir ; il fit approuver par le Congrès de 1839, dit de la « Restauration », une nouvelle Constitution Politique, qui s'inspirait des principes contraires à ceux de la précédente.

Elle diminuait les attributions exorbitantes du Pouvoir

Exécutif, abolissait la peine de mort et organisait les Conseils Municipaux.

CONSTITUTION DE 1843. — Sous la présidence du général Ballivian, un Congrès dit de la « Régénération » et qui s'était installé à la suite d'une défaite révolutionnaire subie par la cause de la Restauration, vota la quatrième Constitution.

Elle élargissait considérablement les pouvoirs de l'Exécutif, en rendant le Président de la République irresponsable de ses actes d'administration, portait à huit années la durée de son mandat, lui donnait la faculté de dissoudre le Parlement et de nommer les membres de la Cour Suprême de Justice, ainsi que ceux des Cours d'Assises ; elle lui permettait ainsi d'agir selon son bon vouloir et sans le contrôle des Chambres, qui ne devaient se réunir que tous les deux ans.

Le général Ballivian, après avoir gouverné pendant trois ans, donna sa démission à la suite de nombreuses révoltes qui s'étaient produites contre lui.

CONSTITUTION DE 1851. — Sous la présidence d'un autre général, élevé lui aussi à ces hautes fonctions à la faveur d'une révolution, le Congrès de 1851 vota une nouvelle Constitution. La durée du mandat présidentiel était ramenée à cinq ans, mais l'Exécutif avait la faculté de s'investir de pouvoirs extraordinaires sur le simple avis de son Cabinet. Le Législatif siégeait tous les deux ans et le Judiciaire continuait à être sous la dépendance du Président de la République.

CONSTITUTION DE 1861. — Les dictatures militaires, toujours issues d'une révolte ou d'un coup de force se prolongèrent jusqu'en 1861. Cette année-là, une Assemblée Constituante convoquée à La Paz par le général Acha, vota, le

29 juillet, une Constitution Démocratique, instituant une Chambre unique et un Conseil d'Etat. La durée du mandat présidentiel était fixée à trois ans ; la Cour Suprême de Justice, ainsi que les Cours d'Assises, étaient élues par l'Assemblée Nationale. La Cour Suprême pouvait contrôler la constitutionnalité ou l'inconstitutionnalité des lois ; elle pouvait aussi juger le Président de la République et les Ministres d'Etat. Cette constitution fut abolie, le 28 décembre 1864, par un pronunciamiento du colonel Melgarejo.

CONSTITUTION DE 1868. — Sous le gouvernement dictatorial de ce « caudillo », devenu Président de la République, une Assemblée Nationale Constituante vota la Constitution du 1^{er} octobre 1868, inspiré des principes démocratiques et libéraux. Le système de deux chambres fut remis en vigueur ; la durée du mandat des Députés et Sénateurs était de quatre ans.

La durée du mandat présidentiel était portée à quatre ans et l'Exécutif était responsable des actes de l'administration. La Cour Suprême était nommée par le Sénat.

Mais, malgré l'existence d'une Constitution libérale et démocratique, le gouvernement du général Melgarejo fut l'un des plus sombres et des plus despotiques de l'histoire de la Bolivie, et il n'abandonna le pouvoir que chassé par une révolution.

CONSTITUTION DE 1871. — Une Assemblée Constituante, convoquée par le général Morales, et élue après la chute du général Melgarejo, donna à la Bolivie une nouvelle Constitution, celle du 9 octobre 1871. On revenait au système de la Chambre Unique et d'un Conseil d'Etat nommé par l'Assemblée, comme en 1861. Le Législatif ne devait se réunir que tous les deux ans.

Le mandat présidentiel était de quatre ans et la Cour Suprême de Justice était nommée par l'Assemblée.

La Constituante, élue pour la première fois en dehors de l'influence et de la pression du gouvernement, représentait la véritable volonté populaire. Plusieurs représentants dirigés par le Docteur Mendoza de la Tapia voulaient que l'on adoptât une Constitution qui instituerait le Régime Fédéral, le seul qui ferait progresser le pays et empêcherait les dictatures.

Le défenseur du Système Fédéraliste, Docteur Mendoza de la Tapia, disait : « Aucune République n'aura fait plus de Constitution que la nôtre. Nous avons celles de l'an 26, de 31, reformée en 34, celle de 39, celle de 48 qui ne fut pas mise en vigueur, celles de 51 et de 61. Toutes ont été abolies ; c'est que toutes ont dans le fond un vice radical, un germe commun de destruction. Le personnel de nos gouvernements n'a pas été mauvais ; on ne peut pas supposer que tous nos chefs d'Etat aient été des scélérats. Nous avons eu des gouvernants patriotes, éclairés, libéraux. Malgré cela, tous ont été renversés, et il est à remarquer que les meilleurs ont duré le moins et que les pires sont restés le plus longtemps au pouvoir. » La cause de cette anomalie ? L'orateur la voit dans le régime unitaire « essentiellement despotique et où la force est le principal élément du gouvernement » (1).

En face de ces opinions, un autre, le Docteur Evaristo Valle, défenseur du régime unitaire, disait, avec une largeur de vues beaucoup plus grande : « L'Amérique espagnole a été éduquée par la vile et dure colonisation de l'Es-

(1) Cité par M. Arguedas : *Historia General de Bolivia*, p. 308, 309, La Paz, Arnó Hs., 1922.

pagne. La dégradation fut le type qui s'imposa à notre race. En passant subitement de l'esclavage à la liberté, il nous est arrivé ce qui arrive à l'homme qui passe des ténèbres à la lumière qui l'éblouit, sans pouvoir connaître ni la cause d'où elle vient ni les résultats de son influence bien-faisante. Une race avilie, forcée au travail par ses maîtres, sans arts et métiers, sans industries d'aucun genre, ne pouvait pas laisser que d'être ce qu'elle a été ; pendant les 45 ans d'indépendance, au lieu de s'améliorer, sa situation a empiré parce qu'elle a contracté les vices qui dérivent de la licence plutôt que de la liberté. » ... « Il est vrai — ajoutait-il — que nous avons passé, comme le dit le Docteur Tapia, de la Constitution la plus libérale à la plus despotique, et qu'aucune n'a donné un bon résultat ; mais il a oublié de dire que nous n'avons pas changé les hommes, puisque les trois générations qui ont passé depuis la fondation de la République, au lieu de s'améliorer, ont vu leurs mœurs dégénérer. La Bolivie est le pays des curés, des militaires et des avocats ; on croit que la dignité humaine est dégradée en dehors de ces trois professions ; personne ne veut être agriculteur, ni artisan ; on laisse cela à la classe moyenne du peuple. De là provient la misère de nos hommes, le besoin qu'ils ont de chercher des emplois dans la bureaucratie pour vivre, qui les pousse aux troubles politiques ou à la servilité devant le pouvoir : les premiers engendrent l'anarchie et la seconde le despotisme. » (1). Et il concluait que pour changer le rythme de la vie politique, avant d'écrire de beaux textes constitutionnels ou d'instituer le régime fédéral, il fallait élever le niveau moral de l'homme, l'éduquer, l'instruire, contri-

(1) Cité par M. Arguedas : *Historia General Bolivia*, pag. 308, 309, La Paz, Arnó Hs. 1922.

buer à son indépendance économique afin qu'il put chercher autre part que dans la politique et les fonctions publiques, les moyens de vivre.

Après l'assassinat du général Morales, en 1872, les Présidents changèrent fréquemment jusqu'en 1878.

CONSTITUTION DE 1878. — Le général Daza s'étant emparé du pouvoir par un coup d'Etat, le 4 mai 1875, convoqua une Assemblée Constituante, qui vota la dixième Constitution Politique de la Bolivie. Approuvée le 14 février 1878, et inspirée par les principes les plus libéraux et les plus avancés, elle contenait comme dispositions fondamentales : un Pouvoir Public exercé par la Nation et divisé en Exécutif, Législatif et Judiciaire.

Le Pouvoir Législatif était composé de deux Chambres : la Chambre des Députés et la Chambre des Sénateurs. La Cour Suprême de Justice et les Cours d'Assises étaient nommées par le Législatif. Les tribunaux inférieurs, par la Cour Suprême.

L'Exécutif était exercé par le Président de la République, qui restait 4 ans en fonctions. Détail intéressant, on attribua aux Chambres le droit de censurer les actes politiques de l'Exécutif (Art. 73). Donc, on greffait sur le Régime Présidentiel des principes parlementaires.

Mais, malgré une Constitution libérale, le général Daza gouverna le pays despotiquement et fit peser sur lui une tyrannie comparable à celle du général Melgarejo.

Ce fut à cette époque que la Bolivie fut obligée de faire, avec le Pérou, une guerre défensive contre le Chili. Ce dernier pays, qui s'était préparé de longue date pour la guerre et qui avait une nationalité plus homogène que la Bolivie, mais qui vivait sur un territoire pauvre en ressources naturelles, s'était emparé, le 14 février 1879, du port d'Anto-

fagasta, sans aucune déclaration de guerre à la Bolivie (1). Ce ne fut que quelques jours plus tard que le gouvernement bolivien fut prévenu par le Chili de la rupture des relations diplomatiques et se prépara à la guerre.

Le résultat de la lutte fut celui que l'on aurait pu prévoir. Les guerres civiles, le manque d'esprit d'organisation, l'imprévoyance et l'insouciance des chefs politiques avaient semé le désordre dans le pays. La nation était pauvre et il lui manquait une armée nombreuse et disciplinée pour défendre un territoire immense. Les armées boliviennes et péruviennes furent vaincues dans la guerre du Pacifique. Comme conséquence, la Bolivie devait devenir plus tard un pays continental.

En apprenant l'échec du général Daza dans la campagne contre le Chili, les peuples de la Bolivie se révoltèrent contre lui, et un gouvernement provisoire fut formé sous la présidence du général Campero.

Celui-ci convoqua une Assemblée Constituante qui, le 28 octobre 1880, approuva la onzième Constitution Politique, et élut le général Narciso Campero Président Constitutionnel.

La nouvelle Constitution ne faisait que remettre en vigueur celle de 1878, avec de légères modifications, et elle fera l'objet d'une étude détaillée pour ce qui concerne le Régime Parlementaire, dans la seconde partie de ce travail.

Comme nous venons de le voir, dans une période de 55 ans, la Bolivie s'est donnée onze Constitutions, c'est-à-dire suivant une cadence d'une Constitution tous les cinq ans. Pourquoi cette instabilité constitutionnelle, corollaire

(1) Pour plus de détails, voir : E. Díez de Medina : *La Question du Pacifique et la Politique Internationale de la Bolivie*, Paris, Berger-Levrault, 1924.

d'une instabilité politique ? Essayons d'en dégager les causes. Les hommes politiques de la Bolivie, imbus des idées de la Révolution Française et du rationalisme français, croyaient — et ils le croient encore — qu'il suffisait d'exposer quelques principes de philosophie politique dans un texte appelé Constitution pour que le peuple devînt libre, vertueux, respectueux de la loi, travailleur et heureux.

Ils « construisaient une Constitution d'après le plan le plus beau, le plus neuf ou le plus simple » (1) et ils croyaient à l'efficacité miraculeuse des mots.

« Beaucoup d'hommes d'Etat et de généraux arrivés à la présidence, nous dit Bryce, furent d'honnêtes patriotes qui aimaient la liberté et cherchaient à donner au pays autant de liberté qu'il était alors capable d'en recevoir. Ce ne fut ni leur faute ni celle du peuple, si les conditions alors existantes rendaient impraticable un vrai gouvernement représentatif et responsable. Les Constitutions ne s'adaptaient pas aux faits et les faits eurent à prévaloir contre les institutions, parfois contre leur lettre, plus souvent contre leur esprit » (2).

« La forme sociale et politique dans laquelle un peuple peut entrer et rester, dit Taine (3), n'est pas livrée à son arbitraire, mais déterminée par son caractère et son passé. Il faut que jusque dans ses moindres traits, elle se moule sur les traits vivants auxquels on l'applique ; sinon, elle crèvera et tombera en morceaux. »

Tel a été le cas de la Bolivie, et sa douloureuse histoire nous le prouve. Si les électeurs étaient notoirement incapables d'élire et que les élections ne pouvaient se faire équitablement, « il était tout naturel qu'on s'emparât du pou-

(1) (3) Taine : *L'Ancien Régime*, Préface.

(2) Bryce : *Les Républiques Sud-Américaines*, t. II, p. 251.

voir sans en avoir le droit légal et qu'une élection fût dirigée par la force ou arrangée par la fraude, au point que, bien que la forme fût respectée, elle n'exprimât cependant pas la volonté populaire ».

« La notion même d'un gouvernement basé sur le suffrage des citoyens, qui contrôlerait l'action de la législature et du pouvoir exécutif en tenant les membres de chacun de ces organismes pour responsables de l'usage de leurs pouvoirs, n'entrait pas dans le concept simpliste de la majeure partie des sujets ; encore bien moins pouvaient-ils mettre en action la machine politique de deux chambres législatives avec un Président électif et ses ministres. Dans de pareilles conditions, le pouvoir allait tout naturellement au chef de l'exécutif, au personnage que le peuple voyait et connaissait, et qui détenait le commandement suprême de l'armée. L'intérêt de la communauté exigeait que ce pouvoir, nécessaire au maintien de l'ordre à l'intérieur et à la défense du pays contre toute attaque de voisins turbulents, fût placé dans une seule main, dans une main forte. »

« Soumettre ce pouvoir à une législature composée d'hommes sans expérience, aux vues courtes, probablement égoïstes, et pratiquement irresponsables vu qu'ils échappaient au contrôle de l'opinion publique, c'était appeler la confusion et le désastre dans la République : le peuple ne gouvernait pas parce qu'il ne savait pas gouverner. »

« Quels que soient les plans conçus par les théoriciens et les exhortations des gens sages, chaque nation en arrive tôt ou tard à subir les institutions politiques que lui imposent les faits. C'est ainsi qu'une présidence nominale électorale devient une dictature. Chaque Président était obligé d'outrepasser ses pouvoirs strictement légaux, parce que ses attributions gouvernementales ne lui auraient pas

permis de tenir tête à la situation, si bien que la marge laissée entre la légalité et les pouvoirs qu'il exerçait réellement, disparût peu à peu. »

« La conception du pouvoir *de jure* n'eût même pas le temps de germer et de s'établir dans l'esprit populaire car, pratiquement, tout pouvoir était uniquement *de facto*. A mesure que s'éteignait la génération accoutumée à obéir au Vice-Roi, une autre apparaissait qui prenait l'habitude de se soumettre à un régime de force. Créer à nouveau ce principe d'obéissance à une autorité légale, dûment constituée, principe essentiel dans toute démocratie, n'était pas chose facile, et l'évolution ne pouvait se faire que lentement chez un peuple dont la majeure partie était à demi-barbare et complètement ignorante. » (1). Cette éducation commence à peine dans la république.

D'ailleurs, il faut le dire, le peuple avait contribué largement à la création de dictatures en prêtant un concours efficace aux gouvernements forts. Les masses avaient été souvent séduites par l'audace aveugle et téméraire, l'impulsion brutale. Même des personnes éclairées comme le Docteur Mendoza de la Tapia avaient manifesté leur conviction que : « les gouvernements forts ont conservé la paix publique plus longtemps que les gouvernements faibles. De ce fait constant — ajoutait-il — il résulte comme conséquence inévitable que les Constitutions qui affaiblissent le pouvoir rendent éphémère et précaire le bénéfice de l'ordre. » (2).

Ainsi, par exemple, en 1874, sous la présidence constitutionnelle du Docteur Frias, une grande partie de la presse

(1) J. Bryce : *Les Démocraties Modernes*, t. I, p. 236-237, Paris, Payot, 1924.

(2) B. Saavedra : *La Democracia en Nuestra Historia*, 97.

avait réclamé « un bras vigoureux, fort », et le dictateur Daza avait surgi.

Pour qu'un peuple ait eu de tels gouvernements, il fallait vraiment que sa culture et ses conditions sociales et économiques fussent déplorables. Examinons celles-ci, parce qu'elles devaient avoir une influence considérable sur celles-là.

La Bolivie était un pays pauvre, non pas précisément parce que les ressources naturelles y faisaient défaut, mais parce qu'elles avaient été si imparfaitement exploitées, qu'elles n'avaient guère enrichi la population indigène. Elles n'avaient enrichi que des étrangers ou des compagnies étrangères qui avaient obtenu des concessions minières, car il n'existait guère des capitaux indigènes et les talents ou l'expérience nécessaire à l'exploitation des mines et des grandes propriétés foncières faisaient généralement défaut. »

« D'ailleurs, cette catégorie sociale, qu'on appelle parfois en Europe la « basse classe moyenne » et qui comprend des boutiquiers et des ouvriers de métier, était ici extrêmement restreinte et les villes où elle existait étaient si peu nombreuses et si distantes les unes des autres qu'elle n'avait été jusque-là qu'un bien faible facteur politique. Enfin, la population agricole étaient composée presque uniquement d'indigènes ignorants qui ne comprenaient rien à l'intérêt qu'aurait pu avoir pour eux le progrès d'un bon gouvernement. »

« L'absence de cette classe de petits propriétaires intelligents qui forme l'élément le plus sain et le plus stable aux Etats-Unis et en Suisse, et qui a la même stabilité sinon la même aptitude politique en France et dans certaines parties de l'Allemagne, est vraiment un malheur pour la Bolivie. Ce qui manque dans le pays, c'est un nombre suffisant de

citoyens n'ayant point de fins personnelles à poursuivre, n'ayant rien à tirer du gouvernement, sauf les avantages d'une bonne administration, mais s'y intéressant assez vivement et assez intelligemment pour avoir conscience de leur devoir civique. »

« Un esprit public, une vive participation à la vie publique sans attente de ces gains personnels que tirent de leur métier les politiciens professionnels, voilà ce qui seul constitue dans un pays l'opinion publique, guide et juge des autorités gouvernementales. » (1).

Ce qu'on appelle l'outillage national, faisait complètement défaut. Il n'existait pas de routes nationales et départementales ; les chemins construits pendant l'époque de la colonisation, faute de surveillance et d'attention, avaient fini par disparaître ; il n'y avait ni commerce, ni industries, ni arts.

Faute de moyens de communications, enfermé au milieu de deux chaînes de montagnes immenses et en subissant l'influence conservatrice, le pays végétait. Eloigné des grands courants de la civilisation occidentale, il appartenait encore, à cette époque, « à un âge que l'Angleterre et l'Amérique du Nord avaient depuis longtemps vécu. La plus grande partie du pays était moins civilisée que l'Angleterre ou l'Allemagne du douzième siècle. Les paysans, qui constituaient la plus grande partie de la population, étaient plus arriérés que ceux de l'Europe Occidentale au neuvième siècle. Non seulement ils étaient grossiers et ignorants, mais ils parlaient des dialectes indigènes, ne connaissaient pas

(1) J. Bryce : *Les Républiques Sud-Américaines*, t. II, p. 253.

(2) Bouglé : *Qu'est-ce que la Sociologie ?* p. 26, Paris, Alcan, 1925.

l'espagnol et étaient tous pétris de superstitions primitives (1).

L'existence de ces races différentes, semi-esclaves, consacrées toutes entières aux travaux agricoles et où l'on puisait une main-d'œuvre docile et à bon marché, avait fait naître dans les classes un peu éclairées une sorte de mépris envers le travail manuel, qualifié de travail servile (2).

Et le fait de leur existence, leurs façons de vivre si dissemblables de celles des métis ou des créoles, la diversité des langues qu'elles parlaient (3), avaient empêché et empêchent encore l'homogénéité et la solidarité sociales, conditions indispensables du succès d'un gouvernement démocratique.

Quant à la classe supérieure « elle était moins avancée que celle de l'Europe au dix-septième siècle ; une éducation un peu relevée était rare ; personne ne savait ce que pouvaient être des institutions libérales ; personne ou presque personne n'avait d'expérience en matière civile. Ainsi faisaient défaut aux deux classes les fondements sur lesquels s'appuient nécessairement les gouvernements libres ».

« Le bas peuple ne savait pas et ne pouvait pas savoir comment il aurait pu élire des représentants ou contrôler ceux qu'il aurait élu. La classe bourgeoise ne savait pas l'art de légiférer ou de gouverner. »

« On essaya de dresser un édifice d'institutions politiques compliquées, alors qu'on n'avait pas de fondements solides pour le soutenir, alors que seul un petit nombre d'esprits distingués savaient ce qui signifient l'ordre et la liberté, et quels en sont les rapports » (4).

(1) (4) J. Bryce : *Les Républiques Sud-Américaines*, t. II, p. 297, 298.

(2) L. Capitant et H. Lorin : *Le Travail en Amérique avant et après Colomb*, Paris, Alcan, 1930.

(3) B. Saavedra : *El Ayllu*, La Paz.

(4) A. Arguedas : *Raza de Brance*, Valencia, Prometeo, 1921.

Il faut ajouter à cela l'effet combiné d'une température rigoureuse, de la faible densité de l'air, de l'extrême sécheresse, de la rareté des subsistances qui non seulement ont fait un grand désert de la plus grande partie du plateau, mais encore ont entravé le développement de la race autochtone et ont confiné la population d'origine espagnole dans un petit nombre de villes si éloignées les unes des autres qu'une action politique y était difficile.

« Vivant sur un sol stérile, dit un sociologue bolivien (1), dur, qui a comme altitude moyenne trois mille mètres au-dessus du niveau de la mer, enveloppée dans une atmosphère raréfiée et froide, notre existence collective est restée immobilisée, comme gelée et pétrifiée dans les premières formes rudimentaires que nous avait apportées la conquête espagnole. Les germes de notre nationalité, semés ainsi principalement dans un plateau aride et inclément, il n'a pas été possible de profiter de l'immigration, moins encore de l'assimilation, de l'enracinement d'éléments étrangers, spécialement européens, et moins encore de la floraison d'une civilisation définie et progressive ».

« Une race n'est, après tout, qu'une plante humaine qui se développe robuste, vigoureuse, active, ou végète languissante, impuissante, en rampant péniblement selon que sont favorables ou contraires les conditions physiques dans lesquelles elle se cultive. Une productivité réduite et des aliments pauvres en éléments azotés, en association avec un climat froid et irrégulier, ont dû contribuer, forcément, à l'affaiblissement de notre constitution physique, à la timidité et à la pusillanimité de notre caractère ».

« De même, une nature extérieure ornée de steppes silen-

(1) Bautista Saavedra : *La Democracia en Nuestra Historia*.

cieuses, et d'une solitude terrifiante, de vallées abruptes, escarpées et sombres, n'ont pu que modeler en nous une âme âpre, sèche, incapable de grandes réactions, incapable d'idéal, sans énergie pour les luttes supérieures de la vie, avec seulement des impulsions momentanées, mises au service de passions personnelles. D'autres populations éparses à l'orient du territoire, quoique habitant des régions fertiles, mais éloignées du monde commercial du même continent, sont restées dans une complète stagnation ».

« L'accès à la mer, véhicule de la civilisation, nous fut obstrué par un désert incommensurable qu'il fallait traverser pour arriver jusqu'à elle. Les difficultés de sa possession et sa défense, ont déterminé sa conquête par un voisin avide de nos richesses côtières » (1).

« Le facteur géographique, cause principale avec la race de notre défectueuse organisation actuelle, nous a éloigné du reste du monde ».

« Les courants de civilisation n'ont jamais escaladé les montagnes abruptes et désolées. Ils ont toujours suivi les routes fluviales et maritimes. Au point de vue interne, il ne nous a pas été moins défavorable : la géographie nous a disloqués en fractions provinciales ; des montagnes infranchissables, de profondes et abruptes vallées, de vastes steppes, de grands déserts nous ont séparés politiquement et socialement, en retardant la réalisation de la communauté nationale, qui, plus que fusion de peuples et des hommes, est un agrégat artificiel de peuples et provinces sans concordance nationale, pleins de jalousies et méfiances réciproques » (2).

Comment s'étonner, dans de telles conditions, que, chez les boliviens « qui n'avaient aucune expérience de la plus

(1) (2) Bautista Saavedra : *La Democracia en Nuestra Historia*, p. 26.

compliquée des formes de l'activité humaine, c'est-à-dire de la conduite d'un gouvernement par la volonté de la majorité conformément aux lois établies et sans violer les droits de la minorité, comment s'étonner que les assemblées n'aient pas été honnêtement élues ; qu'une fois élues elles aient gaspillé leurs temps en de vains débats et négligé les affaires ; que chaque parti, à son tour, ait chassé le parti adverse ou l'ait abattu par la violence ; que l'Etat ait connu, non le gouvernement des lois, mais le gouvernement des hommes, et que ses hommes n'aient été pour la plupart que des aventuriers militaires à la tête de bandes armées ? »

« Les habitants, accoutumés à obéir à une autorité en quelque sorte extérieure, au civil comme au religieux, n'avaient jamais eu la moindre occasion d'envisager le gouvernement comme étant celui de leurs propres affaires, ni de se considérer eux-mêmes comme responsables de l'ordre public. Quand une guerre longue et sanglante eût détruit leurs habitudes d'obéir à l'autorité constituée, ils retombèrent avec ou sans constitution dans ce primitif état de choses où la force prévaut. Comme il n'y avait souvent aucune autorité *de jure*, ou que l'autorité existante était trop faible pour protéger quiconque en appelait à elle, il fallait bien reconnaître l'autorité *de facto*, et ainsi se perdait la notion de droit légal et de devoir légal » (1).

« Il ne faut pas oublier qu'il n'y avait que de petits groupements urbains disséminés et que dans chaque groupement il n'y avait que bien peu d'hommes intelligents, prêts à se soumettre aux lois et capables de faire obstacle aux partisans de l'un ou l'autre aventurier qui combattait pour obtenir le pouvoir. Les partis n'étaient d'ordinaire que

(1) J. Bryce : *Les Républiques Sud-Américaines*, t. II, p. 256 et s.

des factions suivant le drapeau d'un chef particulier » (1).

Ainsi, nous voyons les formules juridiques contredites par les réalités sociales et politiques et, « ce désaccord constant entre les principes et les faits, n'était autre chose que le résultat du divorce existant entre les théories proclamées et la condition sociale du peuple qui les invoquait comme règles de sa vie collective » (2). « Nous avons vécu de formules et non pas de réalités, ajoute le Dr Saavedra. Nous avons cru, à cause de notre penchant aux généralisations, qui est le propre de mentalités étroites et peu compréhensives, qu'il suffisait d'invoquer les mots tout faits de la philosophie politique en vogue... pour arriver à trouver les plus belles et positives conquêtes de la démocratie ».

Et tout cela parce qu'en dehors des facteurs psychologiques de la race et de l'action d'un milieu physique presque hostile, il avait manqué au peuple ce passé d'institutions qui eût fait son éducation politique. On ne peut pas dire qu'il portait avec lui le fardeau du pêché originel qu'est l'incapacité de gouverner. Non, Ce qui lui faisait défaut, c'était des habitudes de travail, de discipline collective, une longue pratique du *self-government* ; les aptitudes d'ordre, de mesure, de sagesse politique, ne sont pas naturelles ; elles sont le résultat des institutions antérieures d'un peuple et de l'expérience qu'il a acquise.

(1) J. Bryce : *Les Républiques Sud-Américaines*, t. II. p. 256 et s.

(2) B. Saavedra : *La Democracia en Nuestra Historia*, 83.

TROISIÈME PARTIE

Le Régime Parlementaire actuel.

CHAPITRE I

LE POUVOIR EXÉCUTIF

Comme nous l'avons dit précédemment, la Constitution Politique en vigueur en Bolivie, est celle du 28 octobre 1880, approuvée par une Convention Nationale, qui n'avait fait que reproduire, avec quelques modifications, celle de 1878.

Comme l'objet de cette étude n'est pas de décrire ou analyser la Constitution dans son ensemble, mais simplement le régime parlementaire, nous laisserons de côté tout ce qui ne concerne pas le Pouvoir Exécutif, le Législatif, leurs attributions et leurs rapports.

A) *Caractères de l'Institution Présidentielle.* — Le Pouvoir Exécutif est attribué à un citoyen, avec le titre de Président de la République, et ne peut être exercé que par l'intermédiaire des Ministres (Ministres Secretarios del Despacho) (Art. 75 Const. Pol.).

Cet article concorde avec les articles 37 et 38 de la Constitution ainsi conçus : « La Souveraineté réside essentiellement dans la Nation ; elle est inaliénable et imprescriptible et son exercice est délégué aux pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. L'indépendance de ces pouvoirs, est à

la base du gouvernement » (1). « Le peuple ne délibère ni ne gouverne que par l'intermédiaire de ses représentants et des autorités créées par la Constitution. Toute force armée ou réunion de personnes qui s'attribue les droits du peuple, comme le délit de sédition ».

Par conséquent, le Président de la République est le chef de l'Etat et personnifie la Nation. Nous trouvons ici une application de la théorie du mandat représentatif exposée par Rousseau (2) et développée par les Constituants de 1791.

B) *Durée du mandat.* — Le Président de la République est élu pour une période de quatre ans ; il ne peut être réélu qu'après un intervalle de deux périodes.

La période présidentielle commence, non pas le jour de l'élection faite par le peuple, mais à partir du jour de la proclamation faite par le Congrès et de la prise de possession du Président, actes qui tous deux se déroulent le même jour.

La période de quatre ans, ni trop courte ni trop longue, permet le règne de la démocratie et de la volonté du peuple, en même temps qu'elle assure au Président le temps nécessaire à la réalisation de son programme. Une période plus longue, en habituant les hommes aux avantages que procure le pouvoir, risquerait de développer en eux un amour trop exagéré pour le commandement, de telle façon qu'ils voudraient rester les maîtres de la nation contre le principe démocratique du roulement de la Présidence.

Par contre, les élections faites tous les quatre ans jettent le pays, pour plusieurs mois, dans une réelle agitation. Les haines de Parti se réveillent, et les questions les plus banales deviennent irritantes.

(1) Montesquieu : *De l'Esprit des Loix*

(2) Rousseau : *Du Contrat Social*, Liv. III, Chap. I, XVII.

Les politiciens de profession, qui ont un intérêt personnel dans le résultat, lequel se résume pour eux dans le gain ou dans la perte d'un emploi, mènent ce qu'on appelle une « campagne » ; la propagande électorale commence au milieu de l'automne jusqu'à la première semaine de mai, époque à laquelle la lutte prend fin. Ceci, quand le gouvernement n'a pas décrété l'Etat de Siège quelques mois avant les élections, sous un prétexte quelconque, afin d'empêcher le parti de l'opposition de faire sa propagande et n'a pas exilé les chefs les plus actifs ou les plus redoutables.

Dans ce dernier cas, l'Etat de Siège est suspendu six à huit semaines avant les élections ; le candidat favorable au parti qui est au pouvoir, ou plus exactement, le candidat qui a les sympathies du Président sortant, et qui a tout l'appui matériel et économique de celui-ci, a le terrain complètement préparé pour obtenir un succès complet, tandis que l'opposition, en mesure de protestation contre les abus du gouvernement, s'abstient de prendre part aux élections.

La proclamation de la candidature se fait généralement un ou deux ans avant la date des élections. Elle a été faite quelques fois par les Sénateurs et Députés du parti qui est au pouvoir, ou bien par une Convention du Parti, et elle est connue sous le nom de candidature « officielle », puisque c'est le groupe au pouvoir qui la proclame.

En réalité, les députés et Sénateurs ou la Convention qui lancent une candidature, ne font qu'approuver une nomination faite par le Président de la République qui est le suprême électeur. Le peuple ne choisit pas le candidat officiel ; il se limite à accepter un candidat que souvent il ne connaît pas.

S'il résulte de cette bataille un certain profit au point de vue politique, les résultats obtenus jusqu'à présent ne sont

pas très encourageants ; beaucoup de temps et d'argent sont dépensés en pure perte. Les partis, tout en élevant des protestations contre l'influence corruptrice de l'argent, en font un large usage.

Le Président, au moment de prendre possession de ses fonctions, prête devant le Congrès le serment solennel de s'en acquitter, conformément à la Constitution et aux lois, et surtout de les respecter et les défendre.

Le Vice-Président prête le même serment après lui.

Aussitôt que le nouveau Président prend possession de ses fonctions, le Cabinet de son prédécesseur lui remet sa démission, pour qu'il ait la liberté de choisir ses collaborateurs.

Cela signifie souvent un changement dans la politique et dans le personnel de l'Administration. Un grand nombre de titulaires d'offices inférieurs et même supérieurs sont changés, et des hommes qui ont appris le métier cèdent la place à d'autres qui ont tout à apprendre.

Comme il est obligé de récompenser les hommes qui lui ont spécialement prêté leur concours pour sa campagne électorale, c'est surtout le personnel diplomatique et consulaire qui subit des remaniements considérables.

Si le nouveau Président appartient au parti adverse, le changement des fonctionnaires est plus complet. Comme aux Etats-Unis il y a 50 ans, il est couramment admis que chaque chef d'Etat ne doit gouverner qu'avec les siens.

La célèbre phrase des politiciens américains : « au vainqueur les dépouilles », trouve en Bolivie une complète application et le roulement des fonctions — même techniques — est considéré par la plupart comme conforme au génie d'une véritable démocratie. Cela est si profondément ancré dans la conception qu'ont de la démocratie les élites, que des au-

teurs distingués sont arrivés à proposer l'adoption de dispositions constitutionnelles fixant à quatre ans la durée des services de tous les employés publics, c'est-à-dire qu'ils devraient remplir leurs fonctions et les quitter en même temps que le Président de la République (1).

Comme conséquence de telles pratiques, l'emploi de fonctionnaire public n'est pas une carrière, et ne peut pas le devenir. « La chasse aux places, voilà la carrière, une fonction n'est pas une charge publique, c'est un moyen de récompenser les services de parti » (2).

Quoique le texte constitutionnel soit péremptoire en ce qui concerne la durée du mandat présidentiel, plus d'une fois en pratique, il ne fut pas observé. Ainsi, en 1908, fut élu Président de la République M. Guachalla ; mais celui-ci mourut avant d'avoir prit possession de ses fonctions et avant que le Congrès ait fait sa proclamation ; et comme le Vice-Président élu ne pouvait pas occuper la Présidence parce que la nouvelle période présidentielle n'était pas commencée, le Congrès prorogea dans ses fonctions le Président en exercice, le D^r Ismael Montés, au lieu d'appeler à la Présidence provisoire le Président du Sénat, comme le prescrit la Constitution.

Le second qui exerça la Présidence pour une période supérieure à 4 ans, sans que la durée de son mandat ait été prorogée par une Convention Nationale (comme ce fut le cas du Général Pando en 1899 et du D^r Saavedra en 1921) fut le D^r Siles, qui avait pris possession de ses fonctions en février 1926 et les garda jusqu'au mois d'août 1930. Dans ce

(1) J. Carrasco : *Estudios Constitucionales*, t. III, p. 368, La Paz, Gonzalez Medina, 1920.

(2) Bryce : *La République Américaine*.

cas, ce fut le Congrès qui allongea la durée de la période, sans tenir compte de la Constitution.

Mais le D^r Siles voulut se faire réélire par une Convention nommée uniquement par le parti qui le soutenait, et à cette fin, avant de terminer son mandat, démissionna de la Présidence en mai 1930 et chargea du Pouvoir Exécutif le Conseil des Ministres, sans tenir compte du Vice-Président de la République, D^r Saavedra, qui à ce moment-là était en exil.

Alors une révolution éclata dans l'armée, bientôt suivie par le peuple, ce qui amena la formation d'une Junte Militaire de Gouvernement et la fuite à l'étranger de M. Silés.

Depuis que la Constitution actuelle est en vigueur, c'est-à-dire depuis 1880, le D^r Montés a été le seul Président réélu.

En cas de destitution du Président à la suite d'une mise en accusation ou en cas de mort, de démission ou d'incapacité, le Vice-Président prend sa place. De même, si le Président prend le commandement de l'armée en temps de guerre.

Le Président ne peut être suspendu pendant la durée de ses fonctions que par l'effet de la mise en accusation. La procédure de la mise en accusation, calquée sur la Constitution Américaine, est considérée comme un des éléments principaux de la Constitution ; elle permet au Congrès de destituer un Président, ou bien assez ambitieux pour ne pas hésiter devant la trahison ou bien qui commettrait certains délits dans l'exercice de ses fonctions ; ces délits étant la violation des garanties individuelles consacrées par la Constitution et le détournement des revenus de la nation. En même temps, c'est un moyen de le détourner du mal par la crainte qu'elle pourrait lui inspirer.

De même qu'aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, c'est par la Chambre des Représentants que le Président est mis en accusation, et c'est par le Sénat, siégeant en Haute Cour de Justice, qu'il est jugé.

Une majorité de deux tiers est nécessaire pour déclarer qu'il y a lieu à la mise en accusation ; dans ce cas, la Chambre des Sénateurs suspend l'accusé de ses fonctions et le met à la disposition de la Cour Suprême de Justice, pour que celle-ci le juge conformément aux lois.

La mise en accusation a été tentée contre quelques Présidents, mais jusqu'à présent elle n'a abouti que contre deux ; en 1893, le Sénat a décrété la mise en accusation de l'ex-Président M. Hilarion Daza pour malversation, et en 1932 de l'ex-Président M. Silès, pour violation de la Constitution et des garanties individuelles.

S'il se trouvait n'y avoir ni Président ni Vice-Président, la Présidence reviendrait au membre exerçant à ce moment les fonctions de Président du Sénat, ou, à son défaut, au Président de la Chambre des Représentants.

L'inconvénient du système est qu'il peut amener au pouvoir un parti contraire à celui du Président remplacé. Ainsi, par exemple, si le Président actuel démissionnait, sa place serait occupée non pas par un homme du Parti Républicain, mais du Parti Libéral.

C) *Mode d'élection.* — Le Président et le Vice-Président sont élus au suffrage direct, égal et secret des citoyens en exercice. Comme nous le disions tout-à-l'heure, le Président représente la nation et il tire ses pouvoirs directement du peuple. La nécessité de créer un Exécutif assez fort pour assurer l'ordre dans le pays, a fait triompher le système de l'élection directe, malgré les dangers de césarisme qu'elle peut entraîner.

Si l'Exécutif était élu par le Congrès, il y aurait subordination de l'organe exécutif à l'organe législatif, en violation du principe de la séparation des pouvoirs ; d'autre part, le Président, au lieu d'être l'élu de la Nation, deviendrait la créature du groupe qui l'aurait porté au pouvoir.

Mais tous les Présidents qui depuis 1880 ont gouverné le pays, n'ont pas été directement élus par le peuple. Les Généraux Narciso Campéro et José Manuel Pando et le D^r Bautista Saavedra, ont été élus par des Conventions Nationales constituées après une révolution.

Tous les Présidents, sauf Sucre et Campéro, ont été élus comme chefs de Parti et par un vote de Parti, et se sont crus obligés de suivre la politique des hommes qui les avaient portés au pouvoir.

Les élections ont lieu le premier dimanche de mai, et se font en même temps dans toute la République. Après le scrutin, les districts électoraux adressent au Congrès des plis fermés et cachetés contenant les procès verbaux des élections.

Le Président du Congrès, en présence de celui-ci, ouvre les plis, et les Secrétaires, assistés de quatre membres du Congrès, procèdent aussitôt au dépouillement du scrutin et au compte des voix en faveur de chaque candidat. Ceux qui réunissent la majorité absolue des voix sont proclamés Président et Vice-Président de la République.

Si aucun des candidats à la Présidence ou à la Vice-Présidence n'a obtenu la majorité absolue des suffrages, le Congrès prendra les trois candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix pour l'une ou l'autre charge, et il procédera à l'élection entre eux.

L'élection a lieu en séance publique et ininterrompue. Si, au premier tour, personne ne réunit la majorité absolue des

voix des représentants y participant, le vote suivant ne portera que sur les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix au premier tour. Au cas de ballottage, le vote est renouvelé jusqu'à ce que l'un des candidats obtienne la majorité absolue.

Le cas de l'élection du Président par le Congrès, ne s'est pas encore présenté, mais il aurait pu en être ainsi en 1884. Trois candidats s'étaient présentés aux élections présidentielles de cette année-là : M. Pacheco, M. Arce et le Général Camacho. Après vérification par le Congrès du compte des voix, aucun candidat ne possédait la majorité absolue requise par la Constitution. M. Pacheco avait 11.760 voix, M. Arce 10.263 et le Général Camacho 8.202. Donc, c'était au Congrès d'élire le Président, mais M. Arce s'étant désisté de sa candidature, M. Pacheco fut déclaré Président.

Le scrutin et la proclamation du Président et du Vice-Président de la République ont lieu en séance publique.

Après que l'élection de ces deux magistrats a été faite par le peuple et proclamée par le Congrès, ou effectuée par celui conformément à la procédure indiquée plus haut, l'annonce en est faite à la nation par une loi.

L'élection du Vice-Président se fait en même temps, par les mêmes électeurs et de la même manière que celle du Président.

Ses fonctions, à l'instar du Vice-Président des Etats-Unis de l'Amérique du Nord consistent à présider le Sénat et à succéder au Président. De lui, nous pouvons dire ce que M. Bryce dit du Vice-Président des Etats-Unis : « C'est parce qu'il a un candidat à la Présidence que le Parti a un candidat à la Vice-Présidence. Aussi, il peut très bien arriver qu'en cas de mort du Président, la magistrature suprême

de l'Etat passe à un homme d'importance secondaire » (1).

Néanmoins, le Président et le Vice-Président actuels, D^{rs} Salamanca et Tejada Zorzano ont été élus par la coalition des partis Républicain et Libéral faite au lendemain de la révolution de 1930.

Condition pour être élu Président de la République. — D'après l'article 79 de la Constitution Politique » pourront être élus Président et Vice-Président de la République les citoyens jouissant de l'éligibilité au Sénat et étant, en outre, boliviens de naissance ».

Quelles sont alors, les conditions de l'éligibilité au Sénat ? En dehors de la qualité de bolivien et l'inscription sur le Registre National, il faut, dit l'article 62 de la Constitution Politique : 1° Avoir trente-cinq ans révolus ; 2° Posséder un revenu de huit cents piastres (huit mille francs) par an provenant d'une propriété immobilière, d'une industrie ou d'une profession ; 3° Ne pas avoir été condamné à une peine corporelle par un jugement émanant des tribunaux ordinaires.

Ici nous trouvons donc, renforcées, les conditions exigées par la Constitution pour avoir la qualité d'électeur, c'est-à-dire les conditions d'attachement à la chose publique, d'âge, et de moralité (2).

Ces conditions méritent d'être examinées en détail.

1° *Condition d'attachement à la chose publique.* — Pour être Sénateur, il faut être bolivien de naissance ou naturalisé avec cinq ans de résidence fixe dans le pays. Pour être Président, il faut être bolivien de naissance, ce qui veut dire qu'il y a un renforcement de la condition d'attache-

(1) J. Bryce : *La République Américaine*, t. I, p. 83, Paris, Giard, 1900.

(2) Barthélemy et Duez : *Traité de Droit Constitutionnel*, p. 311, Paris, Dalloz, 1933.

ment à la chose publique. L'idée que les pays voisins ou étrangers pourraient intriguer afin d'obtenir qu'un de leurs ressortissants soit élu Président de la République, et l'expérience des difficultés qu'ont fait naître en Europe les monarchies électives, ont fait que la Constitution impose comme une condition *sine qua non* la nationalité d'origine.

D'ailleurs, la fixation d'un revenu minimum de huit cents piastres ne fait que compléter cette idée d'attachement à la chose publique.

2° *Condition d'Inscription au Registre National.* — C'est une condition indispensable pour être électeur et éligible. Par conséquent, l'élection d'un Président qui n'a pas été inscrit, serait nulle de plein droit.

En 1892, le Dr Baptista, candidat à la Présidence et qui était Ministre Plénipotentiaire à Buenos-Aires, avait omis de remplir cette formalité. A la dernière minute, fut présenté un pouvoir pour faire son inscription, pouvoir incriminé de faux par ses adversaires politiques. L'affaire, qui devait être étudiée par le Congrès, fut résolue par l'exil des députés de l'opposition.

3° *Condition de maturité d'esprit.* — L'âge de trente-cinq ans est celui où l'homme a déjà acquis l'expérience, le calme, la culture, la domination de soi-même, qualités que l'homme d'Etat doit posséder au plus haut degré. Cette limite d'âge qui n'est pas trop élevée, montre l'esprit démocratique de la Constitution.

4° *Condition de moralité.* — Comme il s'agit des plus hautes fonctions de la Nation, il faut que la conduite de celui qui les occupe ait été digne et ne lui ait valu aucune peine corporelle. Donc, celui qui aurait subi un emprisonnement quelconque, ne fut-ce que d'un mois, ne pourrait pas être élu Président.

Les Généraux et chefs de l'Armée, tant qu'ils remplissent leurs fonctions militaires, ne peuvent pas non plus être élus Présidents, pour incompatibilité de ces fonctions.

Par contre, aucun titre universitaire n'est exigé des candidats. Mais, de fait, à partir de 1880, presque tous les Présidents ont été Docteurs en Droit.

Le Président reçoit une dotation annuelle de trente mille piastres (300.000 francs) attachée par la loi à ses fonctions, et qui ne peut être augmentée ni diminuée pendant la période de son mandat, et il ne pourra recevoir aucune autre compensation de quelque genre qu'elle soit.

ATTRIBUTIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Suivant une division semblable à celle que M. Posada adopte pour les attributions du Président de la République Espagnole, nous diviserons les attributions du Président de la République de Bolivie en : A) Attributions dont l'initiative reste au Président ; B) Attributions d'ordre spécifiquement exécutif ; C) Attributions d'ordre international ; D) Attributions d'ordre judiciaire (1).

A) *Attributions d'initiative présidentielle.* — Le Président a des fonctions propres aux interventions qui engagent directement sa responsabilité, puisque sa personne n'est ni sacrée ni inviolable. Et tout d'abord, le Président a le droit de choisir ses secrétaires, sans tenir compte d'aucun avis et sans tenir compte de leur opinion politique.

Pour les nommer ou les révoquer, sa seule signature suffit (art. 95 de la Constitution Politique). Il a donc une liberté

(1) Adolfo Posada : *La Nouvelle Constitution Espagnole*, p. 192, Paris, Sirey, 1932.

complète pour choisir ceux qui l'aideront dans sa politique et collaboreront avec lui dans l'administration. Ceci est tout-à-fait naturel, puisqu'il a la charge de l'administration de la République toute entière et la responsabilité de son bon fonctionnement.

Cette attribution ne fut jamais contestée à aucun Président jusqu'à l'année passée. Le Conflit du Chaco ayant éclaté avec le Paraguay, l'opinion publique demanda un cabinet de concentration nationale. Celui-ci ne put se former par suite des prétentions exorbitantes des partis de l'opposition ; le Président nomma comme Ministres des membres de son Parti, le Parti Républicain. Alors la majorité du Sénat, formée des membres de l'opposition, vota un blâme au Cabinet et demanda son remaniement, quoique celui-ci n'eut pas été interpellé. Cela nous paraît aller tout à fait à l'encontre des attributions expressément reconnues par la Constitution au Président de la République et aussi à l'encontre des pratiques parlementaires.

Pour tous les autres actes, le contreseing du Ministre du Département est nécessaire, faute de quoi ces actes n'ont aucune valeur.

En ce qui concerne la législation, le Président a l'initiative des lois, conjointement avec les membres du Congrès, et le droit de *veto*...

Il peut adresser aux Chambres des projets de loi, et soit les accompagner d'un exposé des motifs écrit, soit les faire défendre par le Secrétaire du Département.

Son droit de veto revêt un caractère particulier. N'étant membre d'aucune Chambre, il est protégé contre le Pouvoir Législatif ; il peut demander au Congrès un nouvel examen de tout projet de loi sanctionné par les deux Chambres dans le délai de dix jours à partir de celui où il lui a été trans-

mis, mais seulement dans le cas où le Ministre du Département auquel se rapporte la loi n'a pas été présent à la discussion.

Le projet qui n'a pas fait l'objet d'observations dans ce délai, devra être promulgué ; si pendant ce délai, le Congrès a cessé d'être en session, le Président publiera au *Journal Officiel* le message formulant ses observations, lesquelles seront examinées à la prochaine réunion du Congrès.

Les observations de l'Exécutif sont adressées à la Chambre où le projet a pris naissance, si celle-ci et l'autre Chambre, réunies en Congrès, les estiment fondées et apportent au projet des modifications conformes à ces observations, elles les transmettent à l'Exécutif pour être promulgué.

Si les deux Chambres, à la majorité des deux tiers des membres présents, déclarent mal fondées les observations du Président de la République, celui-ci a le devoir de promulguer la loi (art. 71 de la Constitution Politique).

Dans ce cas, tout équilibre des pouvoirs cesse d'exister. L'Assemblée Législative l'a emporté sur l'Exécutif.

Le succès de l'institution du veto, pourrait s'expliquer, comme le dit M. Bryce, par deux raisons : « La première, est que le Président, étant magistrat électif et non héréditaire, est responsable devant le peuple. Il est, à ses yeux, un organe destiné à corriger la précipitation et le manque de réflexion de ses représentants, mais il a surtout la mission de refréner leur tendance, dont l'expérience a révélé le péril, à céder aux injonctions de quelques groupes d'électeurs ou à leurs convoitises personnelles. La seconde raison, est que le veto ne produit d'effet qu'à la condition pour le Président de réunir dans chacune des Chambres du Congrès une minorité de plus d'un tiers ; il trouve, dans une minorité de cette importance partageant sa responsabilité,

un encouragement à résister aux menaces de la majorité, tandis que s'il n'a pas d'appui solide dans l'opinion publique, son opposition sera aisément annihilée ».

« Dans son fonctionnement, ajoute cet auteur, le droit du veto du Président constitue un très intéressant exemple de la tendance des constitutions rigides ou écrites à le respecter religieusement » (1).

Quoique les Chambres aient le droit de voter des résolutions de blâme envers les actes politiques de l'Exécutif, comme nous le verrons plus loin, celui-ci n'a pas le droit de dissoudre ni celui d'ajourner le Parlement.

B) *Attributions d'ordre plus spécifiquement exécutif.* — Elles comprennent les pouvoirs d'administration du pays et les pouvoirs de nomination.

En temps de paix, les pouvoirs d'administration intérieurs du pays sont considérables ; il a le droit : de convoquer le Congrès en session extraordinaire quand des circonstances urgentes l'exigent, de présenter chaque année au Congrès le budget des dépenses nationales pour l'année suivante, et le compte des dépenses conformes au budget de l'année précédente ; d'accorder des retraites et des pensions conformément aux lois ; d'exercer le droit de patronage national relativement aux églises, bénéfices et personnes ecclésiastiques ; il doit : exécuter et faire exécuter les lois, en publiant les décrets, règlements et ordres convenables, sans définir les droits de façon à les restreindre, ni modifier ceux définis par la loi ; veiller au recouvrement et à l'administration des revenus nationaux, et décider de leur emploi conformément aux lois, sans qu'aucun emploi puisse être fait sans son ordre écrit et l'autorisation du Ministre

(1) J. Bryce : *La République Américaine*, t. I, p. 108 et s.

du Département intéressé ; surveiller les décisions des municipalités et spécialement celles relatives aux revenus et aux impôts ; il doit présenter annuellement au Congrès, dans les premières séances ordinaires, un message écrit, contenant un rapport sur la marche et l'état des affaires durant l'année qui sera joint aux rapports des Ministres. Le plus souvent, le Message examine les questions à l'ordre du jour, et indique les remèdes législatifs qu'il paraît nécessaire d'apporter aux maux dont souffre le pays ; mais comme le Président ce faisant ne présente pas un projet de loi, le message n'a aucun résultat pratique.

Il doit donner, en outre, par l'intermédiaire des Ministres, les informations réclamées par les chambres sur des affaires déterminées sauf la faculté de réserver les affaires diplomatiques qu'il estimera ne devoir pas être livrées au public.

Les conséquences à tirer de cette attribution, nous les examinerons dans le chapitre concernant les rapports entre le Législatif et l'Exécutif.

Jusqu'en 1930, le Président de la République pouvait, sur l'avis favorable du Conseil des Ministres, décréter, en cas de péril grave pour cause de trouble interne ou guerre étrangère qui menacerait la sécurité de la République, l'Etat de Siège dans la portion et l'étendue du territoire où il serait nécessaire et pour tout le temps qu'il croirait indispensable. Il avait donc le droit de décréter préventivement l'Etat de Siège, et de suspendre les garanties individuelles consacrées par la Constitution, tant qu'il le croirait bon.

En conséquence, et comme l'institution de l'*Habeas Corpus* n'existait pas encore, tous ou presque tous les pouvoirs se concentraient en lui. Et l'Etat de Siège préventif, qui

vait été institué pour permettre à l'Exécutif de sauvegarder l'ordre public, devint dans ses mains un instrument de despotisme, et l'on peut dire que la plupart des Présidents furent de véritables dictateurs légaux. Ainsi, l'on a vu plus d'une fois maintenir l'Etat de Siège préventif pendant deux ou trois ans de suite.

Le Referendum de 1931, dans sa réforme de la Constitution n° III a aboli l'Etat de Siège préventif, en réduisant en même temps la durée de l'Etat de Siège répressif à quatre-vingt-dix jours, et en conditionnant sa prorogation à un vote du Congrès.

Du même coup, il a introduit le recours à l'*Habeas Corpus*, ce qui est un véritable progrès dans la sauvegarde des libertés publiques boliviennes.

Quant aux pouvoirs de nomination du Président, ils furent considérables jusqu'à la même date. Il avait la faculté de nommer et de révoquer tout le personnel civil de l'administration, et comme il n'y avait pas et il n'y a pas encore de statut des fonctionnaires, ceux-ci étaient nommés ou révoqués selon les convenances de la politique, et maintes fois, même le personnel de l'Instruction Publique fut considérablement renouvelé pour des raisons de parti.

L'introduction de l'Autonomie Universitaire et d'une large décentralisation administrative, sont venus mettre une limite aux attributions exorbitantes du Président et de la pratique du « système de dépouilles ».

C) *Attributions d'ordre international*. — La direction de la politique étrangère étant pour le pays de la plus haute importance, le Président ne dispose pas en cette matière d'un pouvoir absolu. Il ne peut négocier et conclure des traités avec les nations étrangères et procéder à leur ratification qu'après approbation du Congrès.

Il a le droit de nommer les Consuls, Agents Consulaires et Ministres Diplomatiques. Quoiqu'il existe des dispositions législatives assurant le recrutement des fonctionnaires des consultats par concours, elles ne sont pas observées et dans la pratique ce sont les appuis politiques ou les liens de parenté avec le Président qui décident de la nomination du personnel consulaire.

En temps de guerre, et surtout lorsqu'il s'agit d'une guerre civile, l'autorité du Président grandit démesurément. Comme il est, de par la Constitution, Capitaine Général de l'Armée, c'est-à-dire Commandant en Chef, et comme il a le devoir d'exécuter et faire exécuter les lois, il réunit dans ses mains tous les pouvoirs que les circonstances comportent.

D) *Attribution d'ordre judiciaire.* — Le Président a le droit de prononcer des amnisties pour délits politiques, sans préjudice de celles que peut accorder le Pouvoir Législatif.

Il a aussi le droit de grâce, c'est-à-dire qu'il peut commuer la peine de mort prononcée par les autorités judiciaires.

Le Président conserve tous les droits qui appartiennent au commun des citoyens y compris le droit de voter aux élections municipales.

L'énumération succincte de ses attributions, nous montrent que ses pouvoirs sont extrêmement étendus. Tout, ou presque tout, est sous son influence, et, s' « il a moins de prestige, par contre il a une plus grande autorité qu'un Roi d'Europe. Ses pouvoirs sont plus sûrs que ceux d'un Premier Ministre d'Europe parce qu'au lieu de dépendre de

bon plaisir d'une majorité parlementaire, ils durent jusqu'à l'expiration de son mandat » (1).

Mais, « dans un pays où il n'y a ni trône héréditaire, ni aristocratie héréditaire, une fonction si élevée au-dessus de toutes les autres, est un trop grand stimulant pour l'ambition, ce diamant étincelant ne cesse de miroiter devant les yeux des hommes d'Etat en vue ; plus puissant qu'aucune dignité dans une monarchie européenne, il les leurre et les détourne du droit chemin » (2). Ce qui n'a pas manqué de se passer en Bolivie, comme le démontrent les événements politiques de la dernière décade.

(1) (2) J. Bryce : *La République Américaine*, t. I, p. 110.

CHAPITRE II

LE CABINET

Les affaires de l'Administration Publique sont gérées par les Ministres d'Etat, dont la loi fixe le nombre, dit la Constitution Politique (art. 91).¹

En Bolivie, comme aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, on donne le nom de Cabinet à l'ensemble des Secrétaires d'Etat, appelés Ministres. Ici, les mots de Cabinet et Ministres d'Etat n'ont pas la même signification que dans le langage parlementaire européen, puisqu'ils indiquent simplement les Secrétaires du Président et leur réunion.

Pour être Ministre, les qualités requises sont les mêmes que pour être député, c'est-à-dire qu'il faut avoir vingt-cinq ans révolus, être citoyen inscrit au registre national, et avoir un revenu de quatre cents piastres par an (quatre mille francs).

Le Président a la plus grande latitude dans le choix de ses Ministres, et comme il n'y a pas d'incompatibilité entre les fonctions de Ministre et celles de Député ou Sénateur, le plus souvent le Cabinet est formé d'une majorité des Représentants Nationaux.

Si le Président ne choisit pas ses amis politiques ou personnels, comme cela arrive presque toujours, il prend quelques chefs de l'opposition pour collaborateurs, quitte à gouverner sans écouter leurs avis, et il obtient ainsi ce qu'on a appelé dans le pays une « Décapitation des partis », ayant

comme conséquence l'adoucissement des attaques de l'opposition.

Le fait que les Députés peuvent être nommés Ministres ou Secrétaires d'Etat, renforce considérablement l'influence que l'Exécutif a sur le Législatif et il faut remarquer que tous les Présidents n'ont pas manqué de s'assurer le concours des Chambres par la concession de quelques portefeuilles ou leur promesse pour un avenir prochain. Cela, naturellement, quand le suffrage universel corrigé par l'Exécutif, ou l'exil des représentants de l'opposition, n'a pas assurée à l'Exécutif une majorité qualifiée souvent « d'inconditionnelle » par la presse des partis contraires.

Les Ministres d'Etat sont responsables des actes de l'Administration dans leurs départements respectifs, conjointement avec le Président de la République et leur responsabilité est conjointe pour tous les actes arrêtés en Conseil de Cabinet.

La signature du Ministre du Département intéressé est nécessaire dans les Décrets et les ordres du Président de la République.

Les Ministres peuvent prendre part aux débats de chaque Chambre, mais ils doivent se retirer avant le vote.

L'ordre verbal ou écrit du Président de la République n'exonère pas les Ministres de leur responsabilité (art. 93 à 96 de la Const.).

La responsabilité personnelle ou solidaire des Ministres, jointe à la faculté qu'ont les Chambres de blâmer les actes purement politiques de l'Exécutif, donne à la forme du gouvernement de la Bolivie un caractère mixte, dont nous parlerons en examinant les rapports entre l'Exécutif et le Législatif.

Lorsque le Congrès ouvre sa session, les Ministres doivent lui présenter leurs rapports respectifs sur l'état de l'Administration, et le compte d'emploi des recettes que doit présenter le Ministre des Finances est présumé avoir été examiné et approuvé par les autres Ministres dans leurs départements respectifs.

Les Ministres se réunissent en Conseil pour traiter les affaires d'importance capitale : celles qui ont trait à la souveraineté nationale et à l'intégrité du territoire dans les limites indiquées par la Constitution ; la demande au Congrès d'une déclaration de guerre ; la convocation du Congrès en session extraordinaire, la déclaration de l'Etat de Siège ; l'autorisation de contracter les dépenses extraordinaires qui ont un caractère national, etc... (art. 5 de la Loi d'Organisation Politique et Administrative).

Les résolutions sont prises à la majorité des voix, à condition que cette majorité soit d'accord avec le Président de la République. En somme, c'est lui qui décide en dernière instance ; il consulte ses Ministres, mais il n'est pas obligé de suivre leurs avis ; il les réunit quelques fois pour s'entretenir avec eux de politique ou pour trancher quelque question administrative dont l'attribution à tel ou tel Ministre paraît douteuse ; par conséquent, le Cabinet ne constitue pas un gouvernement dans le sens que l'on donne en France ou en Angleterre à cette expression.

Les Ministres ont, en plus de la responsabilité politique mentionnée plus haut, une responsabilité civile et criminelle.

La loi de responsabilité des hauts dignitaires de l'Etat, du 31 octobre 1884, indique comme cas de responsabilité ministérielle les suivants : trahison envers la Patrie, infraction à la Constitution ou aux lois, malversation, dépenses

en dehors du budget, forfaiture dans la conduite des affaires ou dans la nomination des fonctionnaires publics, violation des garanties individuelles.

La procédure du jugement est la même que pour la mise en accusation du Président de la République.

Le Cabinet et la Présidence de la République sont deux organismes qui se complètent, et l'un sans l'autre ne peut ni exister ni remplir ses fonctions ; comme nous venons de le voir, celui-là tire son existence de celui-ci.

CHAPITRE III

LE POUVOIR LÉGISLATIF

A. — *Composition du Parlement.*

Le système des 2 chambres est appliqué en Bolivie depuis 1880. Avant cette date, deux Constitutions avaient institué le système de la chambre unique, avec des résultats négatifs.

Donc, la législature est constituée par deux corps différents, mais égaux en principe : la Chambre des Députés, généralement appelée Chambre, et la Chambre des Sénateurs, appelée plus couramment le Sénat. Le mot Parlement, comme presque partout ailleurs, est employé pour indiquer les deux chambres fonctionnant séparément, mais en même temps.

L'existence de deux Chambres, consacrée par le texte Constitutionnel bolivien, n'est que l'application pratique d'un des principes du Droit Constitutionnel Moderne. Les adversaires du « bicamérisme » reprochent au Sénat bolivien de n'être qu'une simple « répétition » de la Chambre des Députés, et demandent sa suppression. Peut-être oublient-ils l'expérience du gouvernement de la Convention française, et que, plus qu'un principe abstrait, « le bicamérisme est une règle opportune de l'organisation constitutionnelle démocratique », et que « la dualité des chambres, en même temps que modératrice entre la tendance à

risquer, à aller de l'avant, à innover, et la tendance à la prudence et à la conservation, est une garantie contre le despotisme du Parlement » (1).

B. — Réunion du Parlement et sa garantie.

Le Parlement doit se réunir en session ordinaire, chaque année, dans la capitale de la République, à moins qu'il n'y ait eu convocation antérieure. Il peut, en effet, se réunir extraordinairement, sur la décision de la majorité absolue des deux chambres ou sur convocation du Pouvoir Exécutif, qui, en ce cas, fixe le lieu de la réunion.

La réunion en session ordinaire a lieu de plein droit le 6 août, jour de l'indépendance nationale, même s'il n'y a pas eu de convocation antérieure. Les dispositions constitutionnelles consacrent ainsi l'indépendance absolue du Législatif vis-à-vis de l'Exécutif.

Mais, d'après la Constitution même, « si le Pouvoir Exécutif estime qu'il convient, pour des raisons graves, que le Congrès ne se réunisse pas dans la capitale de la République, Sucre, il pourra le convoquer en un autre lieu ».

De fait, la convocation est actuellement nécessaire tous les ans, parce qu'à partir de 1899, date du triomphe de la Révolution dite Fédérale, le siège du Gouvernement, ainsi que des Chambres, a été La Paz, ce qui n'a pas manqué de contribuer à augmenter la rivalité entre le Nord et le Sud de la République et à renforcer le régionalisme.

C. — Sessions ordinaires et extraordinaires.

La session ordinaire comporte une session de soixante jours utiles, ou soixante séances, chacune d'une durée mi-

(1) Barthélemy et Duez : *Traité de Droit Constitutionnel*, p. 446 et s.

nimum de 4 heures, avec un intervalle d'une demi-heure. Elle peut être prorogée jusqu'à quatre-vingt-dix jours, suivant l'appréciation du Congrès lui-même ou sur demande motivée du Pouvoir Exécutif.

Pendant les séances extraordinaires, le Congrès doit s'occuper exclusivement des affaires indiquées dans la convocation.

D. — *Règles relatives aux sessions.*

Les Chambres ne peuvent fonctionner qu'avec la présence au moins de la majorité absolue de leurs membres respectifs ; elles doivent se mettre au travail en même temps et dans un même lieu ; et l'une ne pourra commencer et terminer ses travaux à un jour différent de l'autre. Nous trouvons ici l'application du principe de l'unité du législatif.

Néanmoins, cette règle comporte une exception, c'est le cas où le Sénat est constitué en Haute Cour de Justice.

E. — *Incompatibilités parlementaires.*

Les Députés et les Sénateurs peuvent être nommés Président ou Vice-Président de la République, Ministres d'Etat, agents diplomatiques ou chefs militaires en temps de guerre ; l'exercice de leurs fonctions législatives est suspendu pendant le temps où ils remplissent ces charges.

Le Vice-Président de la République, Président du Sénat, ne sera suspendu de ses fonctions législatives que pendant qu'il exercera la présidence ou une autre des charges indiquées.

Sauf les cas exposés précédemment, les députés et sénateurs ne peuvent pas être investis d'emplois dont la nomination ou la révocation dépendent du Pouvoir Exécutif. Les fonctionnaires civils, ecclésiastiques et militaires dont la

nomination et la révocation dépendent exclusivement de l'Exécutif ne peuvent être députés ni sénateurs d'aucun district électoral.

Les autres fonctionnaires rémunérés, c'est-à-dire les membres du Pouvoir Judiciaire, et des Municipalités, ne peuvent être députés ni sénateurs des districts électoraux dans lesquels ils exercent leur juridiction ou autorité.

Quant aux maires et conseillers municipaux, ainsi que les membres des universités, recteurs et professeurs, il n'y a pas incompatibilité entre leurs fonctions et celles de Représentant national.

Toutes ces incompatibilités visent à assurer la plus complète indépendance du Législatif vis-à-vis de l'Exécutif, mais elle se trouve considérablement amoindrie du fait que les députés et sénateurs peuvent être nommés ministres d'Etat ou agents diplomatiques.

Les parents du Président de la République, frères, fils, etc..., peuvent être élus membres du Législatif.

F. — *Inviolabilité parlementaire.*

Les députés et sénateurs sont inviolables, en tout temps, pour les opinions qu'ils émettent dans l'exercice de leurs fonctions.

Aucun sénateur ou député, depuis le jour de son élection jusqu'à la fin du délai nécessaire pour qu'il revienne à son domicile, ne peut être accusé, poursuivi ou arrêté, sauf dans le cas de flagrant délit comportant une peine corporelle, sans l'autorisation de la Chambre à laquelle il appartient (Art. 47 de la Constitution Politique).

Ils ne peuvent non plus être actionnés civilement, du soixantième jour avant la réunion du Congrès jusqu'à la fin du délai nécessaire pour revenir à leur domicile. En

aucun cas, ils ne seront arrêtés, appréhendés corporellement en matière civile, sans l'autorisation préalable de la Chambre à laquelle ils appartiennent ; en dehors du délai indiqué, ils peuvent participer comme demandeurs ou défendeurs dans les procès civils.

L'inviolabilité parlementaire, consacrée par la Constitution pour assurer à la Représentation Nationale la plus grande liberté possible dans la défense des intérêts du pays, n'a pas été toujours respectée. L'Exécutif et ceux qui l'entouraient, ainsi que des députés et sénateurs dévoués à lui, ont soutenu que pendant un état de siège décrété préventivement, l'inviolabilité parlementaire était suspendue. Dès lors, il suffisait que le gouvernement décréta l'état de siège pour que les députés et sénateurs fussent à sa merci.

C'est ce qui est arrivé en 1892, date à laquelle le gouvernement exila 8 députés de l'opposition accusés naturellement de conspirer contre la sécurité de l'Etat.

Les Chambres aussi, à la requête du Gouvernement, ont accordé la permission que quelques-uns de leurs membres — ceux de l'opposition — soient arrêtés et exilés pour des raisons politiques.

Quoique la Constitution mentionne uniquement l'inviolabilité des sénateurs et députés, le Vice-Président de la République jouit des mêmes prérogatives, puisqu'il est Président du Sénat et du Congrès. D'ailleurs, la loi du 8 novembre 1895 consacre expressément pour lui les immunités parlementaires.

Mais ici aussi les faits se sont trouvés en désaccord avec la loi. Les Vice-Présidents Aniceto Arce, Lucio Perez Velasco et Abdon Saavedra ont été exilés par le chef du Gouvernement, pour avoir été en opposition avec lui.

CHAPITRE IV

LE CONGRÈS

Dans le langage constitutionnel bolivien, on appelle aussi Congrès le Pouvoir Législatif. Mais, suivant la terminologie adoptée aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, et sous son influence, on réserve le nom de Congrès pour indiquer la Chambre des Députés et le Sénat siégeant ensemble. Ceci dit, il faut indiquer que la Constitution prescrit la réunion des Chambres en Congrès pour la réalisation de certains actes solennels.

Ainsi, selon l'article 54, les Chambres doivent siéger ensemble :

Pour ouvrir et clore leurs sessions ;

Pour vérifier le scrutin des élections du Président et du Vice-Président de la République ; pour procéder à ces élections lorsque celles qui ont été faites par le peuple n'ont pas abouti à une majorité absolue, comme nous l'avons indiqué en parlant du Président ; pour recevoir le serment de celui-ci et du Vice-Président ; pour accepter ou refuser leur démission ; pour approuver ou rejeter les traités et conventions publiques conclues par le Pouvoir Exécutif ;

Pour procéder à un nouvel examen des lois pour lesquelles l'Exécutif a présenté des observations ou a usé de son droit de veto ;

Pour déterminer les effectifs de la force armée ;

Pour prononcer la déclaration de guerre, sur la demande de l'Exécutif ;

Pour approuver ou désapprouver le compte des finances que doit présenter l'Exécutif ; pour résoudre, aux deux tiers des voix de la totalité de leurs membres, les contestations que leur suscitent l'Exécutif et la Cour Suprême, et à la majorité absolue des voix, celles qui s'élèvent entre ces pouvoirs, ou entre les Cours de District (Cours d'Assises) et la Cour de Cassation.

Et, finalement, et ce sont des réformes introduites dans la Constitution par le Referendum de 1931, le Congrès doit se réunir pour nommer le Président et les Ministres de la Cour Suprême de Justice ; pour leur accorder, par une majorité des deux tiers, des récompenses pécuniaires.

Si l'Exécutif a décrété l'Etat de siège pendant la session du Législatif, celui-ci doit se réunir en Congrès pour l'autoriser, et son autorisation est également nécessaire pour la continuation de l'Etat de siège après quatre-vingt dix jours de durée. Dépend aussi du Congrès, l'examen du rapport de l'exécutif sur l'Etat de siège.

Le Congrès ne peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres, ni à aucune autre personne, les attributions qu'il tient de la Constitution.

CHAPITRE V

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

A) *Mode de recrutement*. — La Chambre des Députés est composée des députés élus par les citoyens à la simple majorité des suffrages, dit l'article 56 de la Constitution Politique, et c'est la loi qui réglemente les élections, ainsi que le nombre des députés.

« Election directe par le suffrage universel pour une période relativement courte — quatre ans —, et éligibilité universelle, affirment le caractère démocratique de la Chambre des Députés », dit M. Barthélemy, en parlant de la Chambre française (1).

Ces deux conditions, nous les trouvons remplies par la Constitution de la Chambre des Députés de Bolivie.

Les Députés sont élus par tous les citoyens, c'est-à-dire par tous les boliviens majeurs de 21 ans s'ils sont célibataires ou de 18 ans s'ils sont mariés, sachant lire et écrire, qui ont une rente annuelle de deux cents piastres (deux mille francs) et qui, condition *sine qua non*, sont inscrits sur les registres civiques.

Donc, les femmes ne votent pas, et, comme les indiens quéchuas et aymaras ne savent pour la plupart ni lire ni écrire, ils ne prennent pas part à la vie publique du pays.

Aucune condition de cens n'est exigée pour l'électorat, et

(1) Barthélemy et Duez : *Traité*, p. 486.

il n'y a pour l'éligibilité à la Chambre comme pour l'électorat, qu'une sélection organisée par le bas, et, comme à la Chambre française, le principe de l'éligibilité universelle est renforcée, en fait, par la liberté absolue des candidatures (1).

Les députés sont élus au suffrage individuel, ce qui entraîne l'interdiction du vote plural, et de toute division des électeurs en catégories, *direct*, ce qui ne permet pas l'interposition de délégués entre l'électeur et son représentant, et *secret*, ce qui garantit l'indépendance de l'électeur.

Aux conditions d'électorat, la Constitution en ajoute quelques autres pour l'éligibilité à la Chambre. Il a un renforcement des conditions d'âge, d'attachement à la chose publique et de moralité.

L'âge minimum pour l'éligibilité est fixé à 25 ans révolus, ce qui « assure une certaine maturité chez les éligibles », et pour les naturalisés, il faut un séjour fixe de cinq ans dans le pays ; quant aux revenus annuels, ils sont élevés à quatre cents piastres (quatre mille francs). En ce qui concerne la moralité, ceux qui ont été condamné à une peine corporelle par les tribunaux ordinaires, ne peuvent pas être élus députés.

Pour l'aptitude intellectuelle, il n'y a aucun renforcement ; aucun diplôme ou titre universitaire n'est exigé ; il suffit de savoir lire et écrire.

B) *Inéligibilités*. — Les militaires en exercice ne sont pas éligibles, ainsi que ceux qui n'ont pas satisfait aux obligations militaires, c'est-à-dire qui n'ont pas répondu à l'appel et qui ne se sont pas présentés devant un conseil de revision.

(1) *Ibid.*, p. 492.

C) *Durée du mandat.* — Comme en France, et peut-être sous l'influence de cette dernière, la durée du mandat de député est de quatre ans. Il n'y a aucune limitation à la rééligibilité, elle est immédiate et indéfinie.

D) *Caractères du mandat.* — Suivant la théorie développée par les Constituants de la Révolution Française, les députés sont les représentants de la Nation ; donc, il n'y a aucun lien de dépendance entre le candidat et la circonscription où il s'est présenté.

F) *Mode de renouvellement.* — Le renouvellement de la Chambre est biennal, et, la première fois, c'est le sort qui désigne la moitié qui doit sortir.

F) *Attributions propres à la Chambre.* — En dehors des attributions qui appartiennent au Parlement entier (Chambre et Sénat) dont nous parlerons plus loin, appartiennent exclusivement à la Chambre des Députés : la mise en accusation devant le Sénat du Président et du Vice-Président de la République, des ministres d'Etat, des membres de la Cour Suprême et des agents diplomatiques, pour délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

La nomination des membres du Tribunal National des Comptes choisis sur une liste de 3 noms présentés par le Sénat.

La Chambre a seule l'initiative pour établir des contributions de toute espèce et matière, pour supprimer celles qui existent, et pour procéder, s'il est nécessaire, à leur répartition entre les départements et provinces ; pour fixer à chaque législature les dépenses de l'Administration Publique ; pour fixer aussi les effectifs militaires maintenus en temps de paix ; pour autoriser l'Exécutif à contracter des emprunts, en déterminant les fonds affectés à leur ser-

vice ; pour reconnaître les dettes contractées et en fixer leur mode d'extinction.

G) *Validation des mandats*. — La Chambre des Députés, ainsi que le Sénat, ont la faculté de vérifier l'élection de leurs membres, et elles peuvent les exclure temporairement ou définitivement.

Par ailleurs, chaque Chambre réprime toutes les infractions à son règlement ; elle organise son Secrétariat, nomme tous les employés dépendant d'elle, établit son budget, ordonne ses paiements et règle tout ce qui concerne son économie et sa police intérieure.

Les Chambres boliviennes, comme beaucoup d'autres, quand il s'agit de valider l'élection de leurs membres, agissent comme un jury, mais c'est un jury qui ne voit que l'aspect politique de la question, et presque jamais l'aspect juridique.

Le souci constant de chaque parti a été et il est encore, d'augmenter le nombre de ses représentants au Parlement, et dans ce but, les injustices les plus criantes ont été commises par tous les groupements politiques et à toutes les époques. Le mal s'est aggravé encore grâce à l'intervention de l'Exécutif, qui a toujours travaillé pour que ses partisans, même ceux qui ont des élections entachées de nullité, siègent dans les Chambres.

Cela a fait penser qu'il faudrait charger la Cour Suprême de Justice de la vérification des élections de représentants nationaux, et des constitutionnalistes distingués, comme M. Carrasco, se sont prononcé dans ce sens (1) ; mais cela risquerait de compromettre l'indépendance de ce haut Tri-

(1) José Carrasco : *Estudios Constitucionales*, t. I, p. 478, La Paz, Gonzalez Medina, 1920.

bunal et irait à l'encontre du principe de la séparation des fonctions. Quant aux exclusions, elles ont été rares, mais quand elles se sont produites, elles ont toujours été guidées par un intérêt politique.

Comme nous venons de le voir plus haut, la Constitution Politique ne fixe pas le nombre des électeurs qui auront le droit de choisir un Député. La loi électorale non plus ne le fait pas, et ce sont les circonscriptions administratives, les chefs-lieux de département et les provinces, qui sont en même temps des circonscriptions électorales, qui élisent les Députés. Par application de ce système, on voit très souvent des représentants élus par une circonscription qui n'a que cent cinquante électeurs siéger à côté d'autres représentants élus par mille cinq cents ou deux mille voix.

Jusqu'en 1925, c'était le système majoritaire qui était en application, ayant comme conséquence l'existence d'un Parlement où l'opposition avait à peine quelques élus, malgré le nombre considérable de voix obtenues dans les élections. Cela rendait les luttes électorales ardentes et passionnées, et plus d'une fois le sang coula le jour des élections.

Mais depuis l'application de la loi électorale du 31 janvier 1924, qui établit la représentation des minorités, les élections ont cessé d'être de véritables champs de bataille, tout au moins dans les chefs-lieux de département.

Cette loi conserve les divisions administratives comme districts électoraux, et chaque province, et quelquefois deux provinces réunies, ont le droit d'élire un seul député, quel que soit le nombre de sa population ; c'est ce qui fait qu'il y a des représentants élus par cent voix, tandis que d'autres le sont par 1.500 ou 2.000.

Ici, naturellement, le scrutin est uninominal. Le député qui a eu la majorité des voix est appelé titulaire et celui qui

a eu le plus grand nombre de voix après lui est le suppléant, si toutefois le nombre de voix n'a pas été inférieur au quart de celles obtenues par le titulaire.

Dans les chefs-lieux de département, auxquels on a quelquefois joint une province, on a établi le scrutin de liste incomplète. Ainsi, si on doit élire trois ou quatre députés, l'électeur n'a le droit de voter que pour deux noms, les autres sièges étant réservés aux candidats des minorités. Celles-ci, de par la loi, doivent avoir obtenu au moins le quart des voix acquises au candidat le moins favorisé de la majorité. Quoique ce système n'ait pas la simplicité et la logique du système proportionnel, il est beaucoup moins injuste et se prête à moins d'abus que le système majoritaire et son application constitue un véritable progrès démocratique pour la Bolivie.

Jusqu'en 1924 existait la concentration de tous les Bureaux électoraux dans un seul endroit, généralement la place principale de la ville. Des citoyens fanatiques, généralement des métis, partisans du gouvernement, ne manquaient pas de profiter de cette conjoncture pour former de véritables bandes qui, prenant possession des embouchures des rues qui desservaient la place, empêchaient, par la force et la violence, l'accès des citoyens de l'opposition au bureau de vote : des bagarres souvent tragiques se produisaient.

Si les élections n'étaient pas sanglantes, elles étaient en tout cas fiévreuses et pleines d'incidents. Des citoyens exaltés avaient pris l'habitude de ridiculiser et de faire fuir les personnalités les plus marquantes de l'opposition en essayant le visage de celles-ci avec leurs chapeaux pleins de fumée et de cendres noires.

Heureusement, ces pratiques incorrectes ont disparu

depuis longtemps et en ce qui concerne les bureaux électoraux, ils fonctionnent actuellement dans plusieurs endroits des villes, places ou avenues. L'encombrement des électeurs ainsi que la pression matérielle sur les citoyens sont ainsi largement évités.

Quant à l'imparfaite division des circonscriptions électorales, on peut dire qu'elle est imposée jusqu'à un certain point par l'inégale distribution géographique de la population et surtout par les immenses distances qui séparent les villes les unes des autres.

L'habitude d'acheter les voix des citoyens s'est introduite en Bolivie depuis 1884 et naturellement ce sont les candidats favorables au gouvernement qui en ont fait l'usage le plus fréquent, puisque c'était l'Exécutif lui-même qui dispensait le « nerf de la guerre ». Cela ne veut pas dire que l'opposition se soit abstenue de faire usage de ce moyen quoique en moindre proportion ; et malheureusement ces pratiques paraissent avoir une tendance à s'accroître, malgré les pénalités imposées par la loi.

La Chambre des Députés est actuellement composée de 72 représentants. Les trois partis politiques qui ont une influence dans le pays s'y trouvent représentés. Il y a 40 républicains, 29 libéraux et 3 républicains-socialistes.

En 1931 et 1932, la coalition des républicains et libéraux a assuré une majorité stable qui collaborait avec le gouvernement, mais les élections faites le 7 mai 1933, avec l'abstention des républicains-socialistes et d'une fraction des libéraux, ont porté à 40 le nombre des députés républicains.

Il y a à la Chambre des Députés peu de jeunes gens et encore moins de vieillards. La grande majorité est âgée de 35 à 55 ans. Les avocats y sont nombreux et forment

peut-être plus de la moitié de la Chambre ; le reste est généralement composé de membres des professions libérales, médecins, ingénieurs, quelquefois journalistes. Il y a très peu d'industriels, d'agriculteurs ou de commerçants. Cependant, les industriels miniers et particulièrement les plus puissants d'entre eux, quoiqu'ils ne soient pas représentés par un des leurs, ne manquent pas d'avoir une influence considérable dans les décisions du Parlement. Les ministres des cultes sont très rares. Aucun député n'exerce un métier manuel ; rien n'empêche pourtant un ouvrier d'être membre du Parlement, mais l'on n'en a presque jamais vu dans une Chambre.

Presque tous les députés sont bacheliers ; très peu possèdent une grosse fortune et l'on peut dire, qu'en moyenne, ils sont plutôt pauvres.

Les députés peuvent continuer à exercer leur profession en même temps qu'ils s'acquittent de leur mandat.

Un membre de la Chambre a le titre de Honorable et dans les lettres qu'on lui adresse on met : « M. X... Y..., Honorable Représentant National. »

CHAPITRE VI

LE SÉNAT

A) *Composition et mode de recrutement.* — Le Sénat se composera de deux sénateurs pour chaque département, dit l'article 61 de la Constitution Politique.

Jusqu'en 1931, le Sénat se recrutait de la même façon (par les mêmes électeurs et en même temps) que la Chambre des Députés, avec la seule différence que les sénateurs étaient les représentants d'une circonscription beaucoup plus étendue : le département. Aussi, son existence n'avait pas manqué de faire l'objet de critiques sévères, puisqu'il était issu du même suffrage universel et semblait être simplement une doublure de la chambre.

Le Referendum du 11 janvier 1931 (1) a modifié le mode de recrutement du Sénat. Dorénavant, les sénateurs seront élus par une Assemblée départementale, composée des délégués nommés par la capitale et les provinces et le sénateur et les députés du département. Afin qu'il réponde mieux à sa mission modératrice, la Constitution a fixé des règles spéciales concernant l'élection, la durée des pouvoirs et le renouvellement du Sénat.

B) *Electorat et éligibilité.* — Ce n'est plus au suffrage universel qu'on élit les sénateurs, c'est au suffrage restreint ;

(1) La réforme concernant l'élection des Sénateurs, quoique inscrite dans la Constitution, n'est pas en vigueur.

ceux-ci, pour remplir leurs fonctions, doivent se soumettre à certaines conditions. En général, il y a un renforcement de toutes les conditions de l'électorat requises pour élire les députés ou le Président de la République. Ainsi l'élection devient indirecte, et à deux degrés.

Pour être élu sénateur, il faut :

1° Etre Bolivien de naissance ou naturalisé avec 5 ans de résidence fixe dans le pays, et être inscrit au registre national ;

2° Posséder un revenu de huit cents piastres (huit mille francs), provenant d'une propriété immobilière ou d'une industrie ou profession. Le long séjour dans le pays pour les naturalisés, et le revenu assez élevé de huit cents piastres, signifient un renforcement des conditions d'attachement à la chose publique ;

3° Il faut avoir trente-cinq ans révolus. Ici, nous trouvons un renforcement de la condition de maturité d'esprit ;

4° Il faut n'avoir pas été condamné à une peine corporelle par un jugement émanant des tribunaux ordinaires, ce qui veut dire : renforcement de la condition de moralité.

Le principe de l'éligibilité universelle domine le recrutement du Sénat comme celui de la Chambre.

Le mode d'élection des sénateurs par un collège électoral restreint, comprenant les élus ou les représentants des élus du suffrage universel est imité au système pratiqué en France pour le recrutement du Sénat.

Les électeurs sénatoriaux se réunissent sous la présidence d'un magistrat et l'élection se fait suivant le principe majoritaire, le scrutin étant un scrutin uninominal.

Le suffrage est égal, ce qui veut dire que nul électeur n'a plus d'une voix ; le vote est secret.

Quant à leur nombre restreint, deux par département, il

a été fixé sur le modèle de la Constitution Américaine, où il n'y a que deux sénateurs par Etat. Comme au total les sénateurs sont au nombre de 16, représentant huit départements, il se produit un déséquilibre complet des forces en face de 72 députés, quand les Chambres sont réunies pour examiner une loi repoussée par le Sénat. Alors, tout pouvoir modérateur est brisé et le suffrage universel l'emporte.

C) *Durée du mandat.* — Les sénateurs sont élus pour une longue période, six ans. Par là, le Sénat est soustrait aux entraînements populaires. Comme pour la Chambre, la réligibilité est immédiate et indéfinie.

D) *Caractère du mandat.* — Il n'y a pas de mandat impératif, et, comme les députés, les sénateurs une fois élus, représentent la Nation toute entière.

E) *Mode de renouvellement.* — Comme aux Etats-Unis, le Sénat se renouvelle par tiers, le sort désignant le tiers sortant à chacune des deux premières périodes de deux ans. L'assemblée entière est ainsi renouvelée au bout de six ans, les membres anciens se trouvant toujours deux fois plus nombreux que les nouveaux élus dans les deux dernières années.

Le Sénat, comme la Chambre des Députés, est un corps permanent. Une fois créé, il vit d'une existence continue, et on peut dire de lui qu'il est « toujours changeant et toujours le même ».

Ce caractère de permanence évite au Sénat et à la Chambre des changements trop radicaux, trop brusques, et le mouvement oscillatoire y est plus lent que dans les Assemblées soumises à un renouvellement intégral.

F) *Attributions propres au Sénat.* — Les attributions suivantes sont propres au Sénat :

1° Entendre les accusations formulées par la Chambre

des Députés contre les Président, Vice-Président de la République, Ministres d'Etat et Agents Diplomatiques, pour délits commis dans l'exercice de leurs fonctions. Dans le chapitre consacré à l'Exécutif, nous avons indiqué la procédure à suivre ;

2° Le Sénat juge définitivement les membres de la Cour Suprême et statue quant à leur responsabilité, que l'accusation émane de la Chambre des Députés, de ceux auxquels il a été fait tort ou de la dénonciation d'un citoyen quelconque.

Dans les deux cas précédents, le vote de deux tiers des membres présents est nécessaire ;

3° Il doit proposer trois candidats pour les fonctions d'archevêque et d'évêque en vue d'être présentés par le Pouvoir Exécutif à l'investiture canonique ;

4° Réintégrer comme Boliviens et comme citoyens ceux qui ont perdu ces qualités ;

5° Autoriser les Boliviens à accepter des honneurs, emplois, titres ou émoluments d'un autre gouvernement, à condition que les lois de la République ne s'y opposent pas ;

6° Elire au scrutin secret, sur une proposition du Pouvoir Exécutif comportant trois noms, les généraux et les Colonels de l'armée ;

7° Décerner les honneurs publics à ceux qui les méritent par les services rendus à la République.

Le Vice-Président de la République est d'office Président du Sénat, sans droit de vote, mais avec voix prépondérante en cas de partage. Le Sénat, d'ailleurs, choisit un de ses membres pour être Président pendant une année.

Dans le Sénat actuel, on trouve représentés les trois partis politiques, libéraux, républicains et républicains-socialistes.

La plupart des sénateurs sont des avocats ; il y a quelques gros propriétaires terriens. Beaucoup ont été des députés et pour ceux-là le passage au Sénat est comme un avancement. On ne trouve pas d'ouvriers.

L'âge moyen des sénateurs est de 50 à 60 ans, et il est difficile d'en trouver de plus jeunes. Ainsi, le Sénat répond à la mission de pondération, de modération, de stabilité, de continuité, de résistance aux emportements inconsidérés de la démocratie que la Constitution lui assigne. « C'est la force du Sénat, disait M. Jeanneney, Président du Sénat français, le 8 juin 1932, de faire place, non aux impulsions d'un jour de l'opinion publique, à ses entraînements d'une heure, mais à sa pensée durable, à ses volontés profondes, au permanent instinct démocratique du pays. » (1).

(1) Cité par MM. Barthélemy et Duez : *Traité de Droit Constitutionnel*, p. 481.

CHAPITRE VII

ATTRIBUTIONS DU PARLEMENT

Les attributions du Parlement se divisent en quatre classes et concernent :

Les affaires étrangères ;

Le contrôle des actes de l'Exécutif et l'Administration ;

La législation ;

Les fonctions judiciaires.

A) *Fonctions relatives à la vie internationale.* — Les traités et conventions de caractère politique comme ceux de caractère économique (traités de commerce, traités concernant les finances publiques, etc...) conclus par l'Exécutif, ont besoin de la ratification du Législatif, réuni en Congrès, pour être mis en vigueur.

Seul le Congrès, sur la demande de l'Exécutif, peut déclarer la guerre, et seul le Législatif peut autoriser le passage de troupes étrangères sur le territoire de la République, en fixant la date de leur retour.

Il doit être rendu compte au Parlement des mesures urgentes prises par le Président de la République pour la défense nationale.

B) *Fonctions de contrôle et d'administration.* — Pendant la durée constitutionnelle de leur mandat, les députés et sénateurs peuvent adresser des observations au Pouvoir Exécutif en vue de l'exécution des lois et des résolutions

législatives ; il peuvent également lui exposer les besoins de leurs districts et les améliorations à y réaliser.

Les Chambres peuvent, sur l'initiative de leurs membres, formuler un vote de blâme relativement aux actes purement politiques de l'Exécutif, en le dirigeant contre les Ministres individuellement ou conjointement selon le cas, dans le seul but d'obtenir une modification dans la conduite politique.

Pour l'exercice de cette faculté, il suffit de la décision de la Chambre dans laquelle l'affaire a pris naissance, et le vote de la majorité absolue suffit (Art. 73, Const. Pol.).

Quand un député ou sénateur veut interpeller un ministre, il doit présenter au Président de la Chambre, par écrit, une note sur l'objet ou la matière de l'interpellation. C'est la Chambre qui indique le jour où le Ministre doit se présenter ; une fois la discussion close, on procède au vote soit de l'ordre du jour pur et simple, soit d'un ordre du jour motivé. Le premier ne produit aucun effet, et le second comporte la censure ou un vote de confiance, respectivement, selon le cas.

Les interpellations peuvent se produire pendant une session ordinaire comme pendant une session extraordinaire.

Le Président de la République doit donner, par l'intermédiaire de ses ministres, les informations réclamées par les Chambres sur les affaires déterminées, sauf la faculté de réserver les affaires diplomatiques qu'il estimera ne devoir pas comporter de publicité.

Les ministres d'Etat peuvent prendre part aux débats de chaque Chambre, mais ils doivent se retirer avant le vote.

Ainsi donc, pour contrôler les actes de l'Exécutif, les membres du Parlement ont toutes les facultés au régime Parlementaire : faculté d'adresser des pétitions à l'Exécutif

(appelées aussi questions) ; faculté d'interpeller les Ministres séparément ou conjointement et finalement, comme corollaire de ces deux attributions, celle d'adresser des motions de blâme envers l'Exécutif.

Nous voyons par là, s'affirmer le caractère un peu particulier du régime. Le Régime Parlementaire bolivien n'est pas un régime parlementaire à la façon de celui pratiqué en Angleterre, et on ne peut pas dire non plus qu'il soit un Régime Présidentiel à la façon de celui adopté par les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. C'est, comme nous venons de le voir, un régime mixte, hybride pour ainsi dire, créé par le mélange de ces deux systèmes, mais qui s'apparente plutôt au régime présidentiel nord-américain.

Ce système, consacré pour la première fois dans la Constitution de 1878 et adopté par celle qui est en vigueur aujourd'hui, a fait l'objet de discussions interminables dans le pays, et a été mis en cause plus d'une fois.

Les adversaires du gouvernement ont prétendu souvent que c'était un régime parlementaire pur, identique à celui qui est pratiqué en Angleterre, et que par conséquent, les Chambres avaient le droit de décider de la composition du Cabinet, c'est-à-dire qu'elles pouvaient imposer au Président, les Ministres qui leur agréaient, malgré la faculté conférée à celui-ci par la Constitution de nommer ses Ministres en toute latitude. Ce point de vue soutenu par l'opposition, changeait quand elle se trouvait au pouvoir.

Quand à l'Exécutif, il a toujours interprété le système, comme cela était à prévoir, dans un sens favorable à l'extension de ses pouvoirs et au développement de son influence aux dépens du Parlement.

Les pratiques parlementaires ont subi les oscillations de la politique ; quand l'Exécutif a été fort, ce qui est presque

toujours arrivé, l'opposition et les Chambres ont vu réduire au minimum leurs attributions de contrôle. En même temps, comme les Chambres étaient d'accord avec le gouvernement, elles se voyaient accusées d'avoir abdiqué leurs prérogatives au profit de l'Exécutif.

Par contre, quand celui-ci a fait preuve de tolérance, les Chambres ont voulu ramener l'Exécutif à leurs vues et leur activité est devenue nuisible aux intérêts du pays, ce qui n'a pas manqué de diminuer leur prestige et le respect que le peuple avait pour elles.

Les attributions administratives du Parlement comprennent le vote annuel du budget, l'autorisation des emprunts publics intérieurs et extérieurs, la nomination des membres de la Cour Suprême de Justice et du Tribunal National des Comptes, la nomination des Généraux et Colonels de l'Armée, etc...

C) *Attributions Législatives.* — Elles consistent dans le vote des lois, qui peuvent avoir leur origine au Sénat ou à la Chambre des Députés, sur la proposition d'un de leurs membres ou à la suite d'un message du Président de la République, à condition que le projet soit soutenu au cours de la discussion au moins par un Ministre, lequel toutefois ne peut pas prendre part au vote. Sont exceptés les cas où la Chambre des Députés a l'initiative exclusive.

Le projet, une fois adopté par la Chambre où il a pris naissance, est transmis immédiatement à l'autre Chambre pour y être discuté et approuvé pendant la durée de cette législature.

Le projet de loi qui a été dans la Chambre où il a pris naissance, ne peut être présenté à nouveau dans l'une ni dans l'autre Chambre, jusqu'à la législature suivante.

Lorsque la Chambre saisie en second lieu rejette en sa

totalité un projet de loi, la Chambre où il a pris naissance l'examine une seconde fois ; si elle le vote à nouveau à la majorité des deux tiers des membres présents, le projet est transmis une autre fois à l'autre Chambre, celle-ci ne sera considérée comme réitérant son refus que si elle le fait à la majorité des deux tiers des membres présents ; quand le refus n'est pas réitéré, le projet est considéré comme approuvé.

Si le refus est renouvelé ou si la Chambre d'origine n'insiste pas pour l'approbation, le projet ne peut être représenté durant la même année.

Si la Chambre saisie en second lieu se borne à amender ou à modifier le projet, celui-ci est considéré comme approuvé dans le cas où la Chambre d'origine accepte à la majorité absolue les amendements ou modifications. Si elle ne les accepte pas, ou si elle y apporte des corrections et des changements, les deux chambres se réunissent pour délibérer en un seul débat, sous la direction du Président du Sénat. S'il est approuvé, il est remis à l'Exécutif pour être promulgué comme loi de la République ; s'il est rejeté, il ne pourra être proposé à nouveau qu'à une législature suivante.

Tout projet de loi sanctionné par les deux Chambres peut faire l'objet d'observations du Président de la République, dans le délai de dix jours à partir de celui où il lui a été transmis, mais seulement dans le cas où le Ministre du Département auquel se rapporte la loi n'a pas été présent à la discussion.

Le projet qui n'a pas fait l'objet d'observations dans ce délai, doit être promulgué ; si, pendant ce délai, le Parlement a cessé d'être en session, le Président publiera au *Journal Officiel* le message formulant ses observations les-

quelles seront examinées à la prochaine réunion du Congrès.

Les observations de l'Exécutif sont adressées à la Chambre où le projet a pris naissance ; si celle-ci et l'autre Chambre, réunies en Congrès, les estiment fondées et apportent au projet des modifications conformes à ces observations, elles le transmettent à l'Exécutif pour être promulgué.

Si les deux Chambres, à la majorité des deux tiers des membres présents déclarent mal fondées les observations du Président de la République, celui-ci a le devoir de promulguer la loi.

Si l'Exécutif refuse de promulguer la loi, le Président du Sénat le fait : le texte acquiert valeur de loi.

Quand les délibérations des Chambres portent uniquement sur une matière qui est de leur ressort exclusif, l'approbation des deux Chambres produit ses effets sans la promulgation de l'Exécutif, cet acte devant être obligatoirement accompli par le Président et les Secrétaires. C'est le cas, par exemple, en ce qui concerne le règlement de chaque Chambre.

Les formalités à observer dans ce cas pour les débats et les décisions en ce qui concerne les relations entre la Chambre saisie en second lieu sont les mêmes que pour les projets de loi.

La promulgation des lois est faite par le Président de la République, dans la forme suivante : « Le Congrès de la République a voté la loi suivante... En conséquence, je la promulgue pour qu'elle vaille et soit exécutée comme loi de la République ».

Les décisions parlementaires sont publiées sous la forme suivante « Le Congrès National a décrété... En conséquence,

ce décret sera exécuté conformément à la Constitution ».

Le Parlement a la faculté de modifier la Constitution, mais comme celle-ci appartient au type des Constitutions rigides, il devra suivre des règles spéciales et solennelles.

D) *Attributions judiciaires*. — Nous avons dit déjà que la Chambre des Députés a la faculté de mettre en accusation devant le Sénat, les Président et Vice-Président de la République, Ministres d'Etat et Agents Diplomatiques, pour délits commis dans l'exercice de leurs fonctions. Le Sénat, siégeant comme Haute-Cour de Justice, doit décider si l'accusation est oui ou non fondée.

Les cas de mise en accusation et la procédure à suivre nous les avons déjà indiqués dans les chapitres concernant aux attributions propres à l'Exécutif et à chaque Chambre.

Le Sénat a aussi la faculté de juger définitivement les membres de la Cour Suprême de Justice. Enfin, le Parlement peut prononcer des amnisties et accorder des grâces à des personnes déterminées, après un avis de la Cour Suprême de Justice.

CHAPITRE VIII

LE TRAVAIL DES CHAMBRES

Les séances des deux Chambres sont publiques ; elles ne peuvent être secrètes que si les deux tiers de leurs membres présents en décident ainsi.

Depuis 1899, le Parlement siège à La Paz, dans un local qui lui est propre, le Palais Législatif, divisé en deux locaux destinés respectivement à la Chambre des Députés et au Sénat. La navette entre les deux Chambres est ainsi très facile en cas de désaccord. Mais, il pourrait, sur demande de l'Exécutif, fonctionner dans une autre ville.

Tous les Représentants, lors de leur incorporation à la Chambre, prêtent un serment de fidélité à la Constitution.

Chaque année, du premier au 6 août, les Chambres se réunissent pour valider les élections des Représentants dernièrement élus. Ceux dont les élections sont entachés de fraude, ne siègent pas au Parlement jusqu'à ce que la Chambre ait statué sur elles.

En même temps, chaque Chambre élit son bureau, qui est composé : à la Chambre des Députés, d'un Président, de deux Vice-Présidents et de deux Secrétaires ; au Sénat d'un Président élu par la Chambre et d'un Secrétaire. Le bureau garde ses fonctions pendant un an.

La nomination du Bureau a une grande importance pour les partis parce que le Président a un immense pouvoir po-

litique et peut s'en servir dans l'intérêt de son parti ; celui-ci, d'ailleurs, le porte à la Présidence dans ce but.

Généralement, il est le membre le plus éminent de son parti à la Chambre, en réalité, il en est le chef ; mais, malgré cela, il ne prononce des discours que très rarement. Ses devoirs consistent à faire respecter les règlements, à maintenir dans les débats l'ordre et le decorum ; il doit annoncer la matière ou le projet dont on va discuter ; demander aux commissions des rapports sur leurs travaux, fixer l'ordre du jour, et choisir, lorsque plusieurs membres demandent la parole en même temps, celui à qui elle doit être accordée (art. 5 du Règlement des Débats, 1900).

« Ce sont là, comme dit M. Bryce, des devoirs d'une grande importance, et une position des plus éminentes » (1).

Donc, son autorité est considérable sur la marche des affaires et il peut influencer dans tel ou tel sens en avançant ou en retardant l'examen des projets ou motions.

Le travail des Chambres commence à 15 heures, et le *quorum* nécessaire est la moitié plus un des membres. Les séances doivent durer au moins trois heures, avec un intervalle d'une demi-heure. A la fin de la session, elles se prolongent, et dans les circonstances extraordinaires, les Chambres restent en séance toute la nuit.

Il n'y a pas de distribution des bancs du Parlement comme en France et en Angleterre et les Représentants siègent indifféremment à gauche ou à droite du Président. Ce sont plutôt les affinités personnelles ou bien le Département d'origine qui décident de la formation des groupes.

Chaque membre ne peut parler qu'une fois lors de la discussion en bloc d'un projet, deux fois lors de la discus-

(1) J. Bryce : *La République Américaine*, t. I, p. 204, Paris, Giard, 1900.

sion en détail, et deux fois lors de la revision, exception faite pour les auteurs du projet, qui peuvent parler autant de fois qu'ils le veulent.

La Chambre des Députés est divisée en 19 Commissions et le Sénat en 10. Chaque Représentant doit faire partie au moins d'une Commission.

Il y a peu de bons discours et généralement la plus grande partie du travail se fait dans les Commissions. Néanmoins, le Parlement Bolivien a connu de très grands orateurs, tels que Olaneta, Mendoza de la Tapia, Mariano Baptista, appelé le Grand Tribun, les D^{rs} Domingo, L. Raminez, Quintin Mendoza, Ismael Vazquez, pour ne citer que ceux qui sont morts. Le style des discours est solennel, grave, et presque tous les orateurs s'efforcent d'imiter Castelar ; quand ils parlent des libertés publiques, c'est pour mentionner la Révolution Française et la Déclaration des Droits de l'Homme. Comme les Espagnols, les Haut-Péruviens ont le goût de la déclamation et ils passent pour être de beaux parleurs.

Par contre, et poussés peut-être par un zèle excessif, ces derniers temps les Chambres ont voté en bloc, sans aucune discussion ni lecture préalable, et en déclarant la procédure d'urgence, de nombreux projets de loi envoyés par l'Exécutif. Tel a été particulièrement le cas des lois fiscales, bancaires et monétaires, dites de Kemmerer, approuvées en 1928. Malheureusement, comme conséquence de l'application de ces lois bancaires et monétaires hâtivement votées, la Banque Centrale perdit en 1931 près de la moitié de son encaisse métallique, ce qui amena la chute verticale de la monnaie bolivienne et la faillite partielle de l'Etat.

Tout cela, a contribué grandement au discrédit du Par-

lement, et actuellement il y a dans le pays une défiance marquée, sinon un grand mépris à son égard.

Un compte rendu *in extenso* de ses débats paraît dans le journal « *La Razon* », et chaque année on publie un « *Journal Officiel* » contenant tous les débats.

Le langage parlementaire et la manière d'être des Représentants tendent à s'améliorer et les scènes de confusion et de violence telles qu'il s'en passe dans quelques chambres de l'Europe Centrale ou au Mexique y sont de moins en moins fréquentes.

Au Sénat, les galeries destinées au public sont moins fréquentées qu'à la Chambre. Sans doute parce que les séances, trop sérieuses et trop calmes, n'attirent pas beaucoup le grand public.

Le caractère démocratique des séances est marqué par l'absence de toute solennité ; les Représentants siègent découverts et quand ils parlent, le font toujours de leurs places, assis, et en s'adressant au Président. On ne connaît pas de Tribune, comme au Parlement français.

Presque tous font leur correspondance à la Chambre et quand ils ne sont pas occupés à écrire, ils lisent les journaux. Les Représentants du Parti qui est au Pouvoir passent presque un tiers de leurs temps à répondre aux nombreuses demandes d'emplois de leurs électeurs.

Quant aux galeries de la Chambre des Députés destinées au public, et qui peuvent contenir jusqu'à mille personnes, elles sont généralement vides, sauf quand il s'agit d'une interpellation importante ou lorsque les partis politiques y ont envoyé leurs membres pour faire pression sur les Représentants. Dans ce cas, il n'est pas rare d'entendre le public approuver et désapprouver par des cris un orateur ; aussi les députés démagogiques n'ont-ils pas manqué d'appeler à

leur aide « le pouvoir co-législateur du peuple. Le Président de la Chambre a le droit de faire évacuer les galeries au cas où le désordre serait trop grand, ou de suspendre la séance.

Les Représentants touchent une indemnité parlementaire pour chaque séance à laquelle ils prennent part. Les modifications du montant de ces indemnités, fixées par la loi, ne peuvent avoir effet que deux ans après leur sanction. Cette disposition constitutionnelle, introduite par le Referendum de janvier 1931, marque la réaction de l'opinion publique contre les Chambres qui, en septembre 1929, par une loi votée avec une hâte indécente et en séance secrète, s'étaient allouées une indemnité de dix mille huit cents piastres par an, c'est-à-dire neuf cent piastres par mois (plus de cent mille francs par an), tandis qu'en Europe les indemnités sont beaucoup plus réduites : ainsi en France, elle est actuellement de 60 mille francs par an, en Italie elle est de 42 mille liras, en Belgique, depuis 1929, les députés touchent 42.000 francs et les Sénateurs 28.000, en Angleterre, l'indemnité qui était à la Chambre des Communes de 400 livres à partir de 1911, a été, en 1932, réduite à 360 (1).

Actuellement, les parlementaires boliviens touchent une indemnité de trois livres sterling par séance, et comme le nombre de celles-ci ne dépasse pas généralement 90, il en résulte que seules les personnes aisées peuvent être Représentants de la Nation, ce qui, comme le dit M. Duguit, est contraire à la vraie démocratie » (2).

Comme les Représentants peu fortunés sont obligés de chercher ailleurs d'autres ressources pour vivre, le travail

(1) Barthélemy et Duez : *op. cit.*, p. 583.

(2) L. Duguit : *Traité de Droit Constitutionnel*, t. IV, p. 191, Paris, Boccard, 1924.

des chambres s'en ressent, et les intérêts du pays sont délaissés ». La parlementarite et le n'importequisme », comme le dit très spirituellement M. Benoist, deviennent de véritables maladies du Parlement (1).

(1) Ch. Benoist : *Les maladies de la Démocratie*, Paris, Prométhée, 1929.

CHAPITRE IX

RAPPORTS ENTRE LES DEUX CHAMBRES

La division du Parlement bolivien en deux Chambres assure une étude plus sérieuse et plus sereine des problèmes du pays et de la législation dont il a besoin.

Comme la Chambre des Députés et le Sénat sont formés par des personnes élevées dans un même milieu social et politique, les 2 assemblées ont à peu près les mêmes idées et les mêmes sentiments, et, comme nous l'avons indiqué précédemment, les différences entre les deux Chambres sont dues uniquement au nombre restreint des Sénateurs, ce qui facilite la discussion, et à l'âge plus élevé de ceux-ci.

En cas de conflit entre les deux Chambres, c'est la Chambre des Députés qui l'emporte par le plus grand nombre de ses Représentants.

Le Parlement bolivien, n'est pas, comme en Angleterre, une Assemblée souveraine, dont les pouvoirs sont illimités. Il est subordonné à la Constitution ; et la Cour Suprême de Justice a la faculté de juger inconstitutionnelles les lois ou les résolutions législatives, quand elles affectent un ou plusieurs droits concrets, qu'ils soient civils ou politiques et quelles que soient les personnes intéressées.

Les autorités et tribunaux doivent appliquer la Constitution de préférence aux lois, et celles-ci de préférence aux décrets et aux résolutions.

CHAPITRE X

RELATIONS ENTRE LE PARLEMENT ET L'EXÉCUTIF

Comme nous l'avons indiqué en parlant des attributions du Président de la République et des pouvoirs de contrôle du Parlement, il y a une collaboration étroite établie par la Constitution même, entre ces deux branches du Pouvoir Public ; donc, tout en conservant leur indépendance, elles sont obligées d'avoir des relations entre elles, relations que nous pouvons résumer ainsi :

1° Obligation de l'Exécutif d'envoyer au Parlement chaque année un message sur son administration et les mesures à adopter.

2° Faculté pour les Ministres de prendre part aux séances du Parlement, sans droit de vote.

3° Droit de pétition, d'interprétation et de blâme des Chambres envers l'Exécutif. Le vote de blâme ne comporte pas nécessairement la démission du ou des Ministres atteints ; il a plutôt une portée morale, platonique.

4° Attribution accordée exclusivement au Parlement de voter les recettes et les dépenses quoique le budget soit présenté par l'Exécutif.

Tout cela au point de vue de la doctrine et des prescriptions constitutionnelles. Mais, pratiquement, depuis la fondation de la République, et, à un moindre degré à partir de 1880, c'est toujours ou presque toujours l'Exécutif seul qui a gouverné la Nation. Le champ de son action s'est tou-

jours élargi, en dépit des barrières opposées par la Constitution, à un tel point que pas une seule fois un parti n'a transmis à un autre le gouvernement par des moyens légaux. L'oscillation pendulaire connue en Angleterre, et selon laquelle deux partis ont alterné pacifiquement au gouvernement, pendant plus d'un siècle, n'a jamais existé en Bolivie, où, de 1880 à 1930, le Pouvoir Exécutif a toujours eu le Parlement de son côté.

Pour compléter cette étude, nous nous proposons de faire un exposé, schématique, de l'évolution politique de la Bolivie et de l'activité des Partis qui se sont disputés le Pouvoir. Ainsi, la dynamique, « la physiologie politique » suivra l'anatomie juridique.

QUATRIÈME PARTIE

La Vie politique.

CHAPITRE I

LES GROUPEMENTS POLITIQUES AVANT 1880

De 1825, date de l'indépendance et de la fondation de la République, jusqu'à 1880, année que nous prendrons comme point de départ pour décrire la vie politique en Bolivie, nous ne trouvons pas de véritables partis politiques ayant des principes et des programmes bien définis et s'efforçant d'orienter les activités de la Nation dans un sens déterminé.

L'éminent historien bolivien, M. Alcides Arguedas, a divisé l'époque comprise entre ces deux actes, en cinq périodes spécifiquement caractérisées et qui sont :

1° *La période des chefs lettrés*, qui s'étend de 1828 à 1848 ; des chefs (caudillos) intelligents et instruits, qui avaient combattu dans la guerre de l'indépendance, gouvernent le pays. Ce sont Santa Cruz, Vélasco, Ballivian.

2° *La période de la populace en action* (1848-1857). — Une fois disparus les anciens chefs militaires qui avaient su imposer une discipline aux masses illétrées, celles-ci prennent le dessus et deviennent la véritable classe gouvernante, avec les chefs comme Belzu et Cordova.

3° *La période de la dictature et de l'anarchie* (1857-1864).

— Un homme d'un grand caractère et d'une haute moralité, le Dr José Maria Linarés, proclame franchement la dictature comme seul moyen de gouvernement, avec l'unique idéal de régénérer le pays et les institutions, mais il est trahi par ses propres Ministres, les factions se disputent le gouvernement et la Nation tombe dans l'anarchie.

4° *La période des chefs barbares* (1864-1861). — Des hommes issus du peuple, militaires de profession, s'emparent du pouvoir par la force et gouvernent sans autre règle de conduite que leur volonté despotique. Ce sont les Généraux Mélgarejo et Moralés.

5° *La période de la Guerre injuste*. — Le pays commence à entrer dans une vie normale, mais il est obligé de se défendre contre une guerre de conquête entreprise par le Chili contre le Pérou et la Bolivie. C'est la guerre dite du Pacifique (1879-80). Comme la Bolivie ne s'était jamais préparée à une telle éventualité elle est vaincue, et perd son littoral, devenant un pays uniquement continental.

Les hommes qui se sont succédés à la Présidence pendant cette époque, étaient des chefs de gouvernements qui, faute des principes et doctrines à défendre, portaient les noms de leurs chefs dont les vertus et qualités étaient arborés comme drapeaux de bataille. Ainsi, les hommes qui avaient gouverné avec Santa Cruz, s'appelaient « Crucistas », les partisans de Ballivian « Ballivianistes », ceux de Belzu « Belcistes », « Dacistes » ceux de Daza, etc. ; d'autres prenaient en guise d'étiquette la date de leur victoire et ainsi, il y avait des « Octobristes », des « Septembristes », des « Marcistes », etc.

Un Député, le Dr Mariano Baptista, faisant l'analyse de la vie politique du pays et des partis, disait dans l'Assemblée de 1871 : « Tournez vos regards tout au long de notre

histoire, au cours des 47 ans que nous avons vécus. Que trouvez-vous là, à droite et à gauche de notre chemin, sinon un long et profond sillon où le sang jaillit ? Pronunciamientos, de caserne, mutineries, actes, proclamations, manque absolu de programme à un point tel que les révolutions, dans l'impossibilité de qualifier leurs tendances, ont fini par se qualifier au moyen de dates ou de noms de mois, tant elles étaient vides de tout sens politique » (1).

Presque tous les Présidents ont recueilli la magistrature suprême en récompense de leurs efforts et de leurs luttes contre une dictature ; au moment de leur accession au pouvoir, ils étaient les « sauveurs du pays » les « défenseurs des libertés », les « bienfaiteurs de la Patrie », mais peu de temps après ils étaient chassés par une révolution, et déclarés « indignes de la confiance nationale ».

Un savant, M. Agustín Aspiazú, Député à l'Assemblée de 1861 où l'on voulait faire déclarer que le Dr Linarés était devenu indigne de la confiance nationale, disait : « Je vois que le temple des lois n'est ouvert que pour chanter le *Te Deum* aux vainqueurs ; pour lancer des phrases de malediction aux vaincus et pour offrir au vainqueur le vaincu en victime expiatoire. Il s'agit d'imposer un châtiment à celui qui, hier, était l'idole, l'espoir des peuples... Le Général Santa Cruz est déclaré infâme, traître, et mis hors la loi par le Congrès de 1839. Les passions se calment, et celui qui fut déclaré traître et lâche, reçoit plus tard les honneurs de Ministre Plénipotentiaire auprès des premières cours d'Europe. Le Général Ballivian est aussi déclaré infâme par un Congrès. Les passions se modifient. Il est acclamé comme

(1) Citation faite par M. Bautista Saavedra : *La Democracia en Nuestra Historia*, pp. 92-94.

Président de la République, et aujourd'hui les peuples se souviennent avec reconnaissance du vainqueur d'Ingavi. Le Général Belzu est mis hors la loi par le Congrès de 1858, puis il monte au fauteuil présidentiel, et trois Congrès consécutifs le déclarent le Sauveur, le Père de la Patrie, le Bienfaiteur de l'Humanité. Aujourd'hui, dans l'enceinte de cette Assemblée, on n'entend que les mots de dictature, sang, tyrannie, despotisme, pour que peut-être demain, une autre Assemblée réponde : dictature, vertu, abnégation, et patriotisme » (1).

LA FORMATION DES PARTIS POLITIQUES APRÈS 1880

C'est seulement dans l'Assemblée de 1880, réunie à la suite de la défaite de la guerre contre le Chili, que de véritables Partis Politiques commencent à se former ; on invoque des idées et des principes, et non plus, comme avant, le nom d'un chef.

Deux groupes se constituent : les partisans de la guerre à outrance et les partisans de la paix à tout prix ; ceux-ci devaient se nommer plus tard conservateurs et ceux-là libéraux.

Essayons de faire un exposé sommaire de leurs programmes et de leurs tendances pour mieux saisir la réalité politique.

Le premier parti, appelé Constitutionnel ou Civiliste, lança un programme de paix, de progrès matériel et d'acquisition d'un port ; il voulait la signature de la paix avec l'ennemi afin de concentrer toutes les forces nationales à la reconstruction du pays. Dans ses rangs, on trouvait les an-

(1) Citation faite par M. Bautista Saavedra : *La Democracia en Nuestra Historia*, p. 92-94.

ciens partisans ou amis du D^r Linarés, ceux qui avaient formé jadis le parti dit Rouge, tels que Baptista, José Maria Calvo, Belisario Boeto, Miguel Taborga, etc...

Ce parti, dans un manifeste publié en 1880 disait : « Le besoin le plus pressant de la République c'est actuellement le règne de l'ordre civil dans toutes les manifestations de la vie publique ; c'est seulement à l'ombre d'une paix avantageuse et bienfaisante que l'on peut féconder le champ de la liberté et susciter les fruits du progrès ; la paix comme ressort de toute action salubre ; la paix dans le pouvoir, la paix dans l'obéissance, la paix partout. Le pays ne veut et ne peut pas vouloir un gouvernement belliqueux qui avec la pointe de l'épée assure la prépondérance d'un parti » (1).

Le groupe, insignifiant au commencement et qui ne jouissait d'aucun prestige devant la nation, grossit peu-à-peu jusqu'à entraîner un puissant courant d'opinion.

Quant au Parti Libéral, appelé aussi Parti Militaire parce qu'il était dirigé par le Général Eliodoro Camacho, il comptait dans son sein des personnalités marquantes comme Julio Mendez, Rosendo Gutierrez. Il avait comme programme le développement des institutions démocratiques, libres et honnêtes, et il demandait la continuation de la guerre, afin de sauver l'honneur national et arriver à une paix avantageuse.

Les principes philosophiques qui inspiraient ses dirigeants, n'étaient qu'un reflet des principes énoncés par les libéraux d'Europe vers le commencement de la seconde moitié du xix^e siècle. Le Général Camacho, dans un discours-programme prononcé devant une Assemblée de libéraux tenue en 1885, les formulait ainsi : « Le Libéralisme, comme

(1) Cité par M. Arguedas : *Historia General de Bolivia*, p. 421.

le dit son nom, a pour base fondamentale la liberté, c'est-à-dire, la légitime expansion de toutes les activités sociales dans le sens du progrès. Mais il n'entend pas par liberté la faculté pour l'homme de faire tout ce qui lui plaît, mais ce qui est juste et bon. C'est pour cela que la liberté a deux ennemis déclarés : les excès du pouvoir qui l'étouffent, feignant de la protéger, et, que nous appelons tyrannie, et les actions personnelles et sociales qui la déshonorent par l'abus, sous couvert de la servir et que nous appelons licence ou anarchie. Combattre l'un et l'autre tel est le destin du libéralisme ». Et il ajoutait : « Nous ne cherchons pas à fonder une école philosophique ni une secte religieuse qui vienne troubler la vie régulière de la Bolivie. Non. Nous nous proposons seulement d'établir sur des institutions libres le régime politique que la Bolivie a adopté dès son indépendance et qui néanmoins n'a produit que les tyrannies et les révoltes qui la troublent depuis 60 ans » (1).

Après avoir ainsi proclamé les postulats théoriques de la doctrine libérale, d'une façon fragmentaire et timide, il abordait les problèmes politiques et disait, en faisant l'exposé du programme : « Les principes que défend l'école libérale se fondent sur les droits individuels qui sauvegardent la vie, la liberté, l'honneur et la propriété de l'homme ; ils comportent la souveraineté du peuple, la décentralisation administrative et municipale, la concentration et l'unité politique, la tolérance, l'instruction gratuite et obligatoire, la liberté de la parole, la liberté de la presse, d'association, du travail, l'inviolabilité de la conscience, etc. » En ce qui concerne la souveraineté populaire, il s'exprimait ainsi : « La sincérité du suffrage est, dans la doctrine libé-

(1) Manifiesto del Partido Liberal.

rale, le droit primordial des sociétés politiques constituées sous la forme représentative. Les droits de l'homme sont sauvegardés par des lois justes et celles-ci doivent être exécutées par des fonctionnaires probes ; pour formuler ces lois, il est nécessaire que les législateurs soient éclairés et pour les appliquer il est indispensable que les mandataires soient honnêtes. C'est pour cela que le droit de vote est le grand, l'essentiel et le plus auguste droit politique ; c'est seulement grâce à lui que peuvent être désignés le législateur sage, le juge intègre et le représentant éclairé, que les peuples demandent pour leur prospérité et leur bonheur » (1).

Et comme le Parti Libéral inspirait des craintes à cause de sa composition militaire, son chef déclarait que son parti n'était pas révolutionnaire, que son but était « l'ordre dans la loi » et il terminait en s'écriant : « Vive l'ordre, à bas les révolutions ».

Cette phrase, qui condamnait les convulsions politiques qui avaient assombri le passé, et faisait naître l'espoir de la consolidation d'un régime démocratique, devait bientôt être contredite par l'affirmation du « droit sacré à la rébellion, conformément aux maximes de la déclaration des droits de l'homme de 1793 ».

Comme nous l'avons indiqué plus haut, le Général Narciso Campéro fut élu Président de la République, à l'unanimité, par la Convention de 1880. C'est dans la période de sa présidence que commencent à se former les deux Partis politiques dont nous venons d'analyser les principes.

Comme les chefs du Parti Constitutionnaliste demandaient la signature de la paix avec le Chili, ce qui déplai-

(1) Manifiesto del Partido Liberal.

sait énormément au Président, qui ne cachait pas ses sympathies pour le programme du Parti Libéral, il exila le Vice-Président M. Aniceto Arce et le journaliste Salinas Vega.

Les élections présidentielles devant avoir lieu en 1884, les groupes opposés s'efforçaient de rallier à leur cause le plus grand nombre de partisans.

Dès l'année 1883 fut lancée la candidature d'un riche industriel, le minier don Grégorio Pacheco, qu'appuyait un nouveau parti formé autour de sa personne, le Parti Démocrate.

Le Parti Libéral posa la candidature du Général Eliodoro Camacho, que recommandaient son désintéressement et sa conduite héroïque à l'*Alto de la Alianza* (bataille gagnée par les Chiliens sur les Boliviens et Péruviens) où il avait été grièvement blessé.

Le Parti Constitutionnaliste avait comme candidat l'ex Vice-Président M. Aniceto Arce.

Les trois partis se mirent d'accord pour le maintien de l'ordre public et promirent de ne point recourir à la révolution quel que fût le résultat des élections.

Les candidats Démocrate et Constitutionnaliste inaugurèrent dans le pays la procédure, peu édifiante, qui devait se généraliser plus tard, de l'achat public des voix des électeurs. « On voyait à ce moment-là, — dit un historien, — des prodiges de corruption. Chaque candidat avait des agences pour l'achat des électeurs. Ça et là, sur une table, et à la lumière d'un cierge, on voyait un Christ entouré de bourses d'argent » (1).

Quoique la campagne fut ardente et passionnée, le résul-

(1) Cité par M. Arguedas : *Historia General de Bolivia*, p. 424.

tat des élections surprit tout le monde, car aucun candidat n'obtint un nombre de suffrages suffisant pour être proclamé élu. M. Pacheco avait 11.760 voix, M. Arcé 10.263 et M. Camacho 8.202. C'était donc au Congrès que revenait le soin d'élire le Président de la République pour la période allant de 1884 à 1888.

Le leader libéral Mendez proposa que son parti s'unit au groupe démocrate, dirigé par M. Pacheco, et dont il semblait se rapprocher le plus, mais l'hostilité du chef de son parti, M. Camacho, rendit ces efforts inutiles.

M. Batista se fit l'agent de M. Arcé, et, pour donner plus de force à son parti, proposa la coalition de celui-ci avec le démocrate. L'alliance avec le parti libéral ne fut même pas envisagée parce que les Constitutionnalistes, foncièrement catholiques, se défiaient des tendances réformatrices du groupe créé par Camacho.

M. Baptista triompha dans ses projets et il réussit à mettre d'accord M. Pacheco et M. Arcé, en obtenant le désistement de celui-ci.

Le coup fut rude pour le parti libéral ; mais comme il avait inscrit dans son programme le respect de l'ordre, et s'était engagé à ne pas recourir à la violence en cas d'échec, il dut se soumettre à la décision de la majorité.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE CONSERVATRICE

PRÉSIDENTE DE M. PACHECO. — Le Président, M. Pacheco, qualifié d'*homme nouveau* par ses partisans, qui laissaient entendre par là qu'il était indépendant de l'influence politique de son milieu, tirait tout son prestige de sa puissante situation industrielle et des grands capitaux qu'il avait su accumuler pendant des années de dur travail minier.

Il prit comme conseillers M. Oblitas et M. Corral, et, arborant l'étendard de la démocratie, voulut faire une politique de concorde et amener les partis à suspendre leurs querelles.

Le Congrès de 1884 s'occupa principalement de la ratification du traité de suspension des hostilités avec le Chili. En mettant fin à la guerre, le traité laissait au Chili tout le littoral ; de plus, les frontières douanières étaient abolies pour les produits des deux pays, ce qui mettait la Bolivie sous l'entière dépendance économique du Chili.

C'est sous l'administration de M. Pacheco que des lignes télégraphiques furent construites et mirent le pays en communication avec le reste du monde. Quant aux chemins de fer, ils étaient inconnus, et les seuls moyens de locomotion étaient le cheval et le mulet.

Les journaux, qui jusqu'à ce moment-là ne s'occupaient que de la politique intérieure, commencèrent à améliorer leur présentation, en enregistrant des nouvelles de l'étran-

ger, et leur rédaction prouva la force de l'influence française. Les journalistes, ainsi que les écrivains et les poètes, s'inspirèrent d'auteurs français, tels que Anatole France, Catulle Mendès, Armand Sylvestre, etc... (1).

Le parti libéral, qui ne pouvait pas se résigner à sa défaite, se livrait à une active propagande en vue des futures élections présidentielles.

Quant au parti constitutionnaliste, appelé couramment conservateur, il trouva son arme la plus efficace dans l'accusation d'hérésie jetée contre le parti libéral. Tout libéral qui ne suivait pas avec dévotion et d'une manière très ostensible toutes les cérémonies du culte, était réputé franc-maçon et mis à l'index.

En ce qui concerne le Parlement, ses activités s'orientaient de préférence vers la politique personnelle, et les problèmes touchant les mines, l'industrie, le commerce, l'instruction, l'immigration, n'intéressaient personne.

En mai 1887, la candidature de M. Arcé fut lancée. La propagande se fit, non seulement sur le terrain de la doctrine, mais on en revint aux pratiques vicieuses de distributions d'argent.

Le pacte conclu entre M. Arcé et M. Pachéco, qui assurait au premier la Présidence, devait s'accomplir.

Les libéraux n'avaient d'autre recours contre leurs adversaires qu'une propagande semi-platonique et les protestations de la presse. Ne possédant pas de grosses sommes d'argent à distribuer, ils se bornaient à demander le respect de la loi.

Comme la campagne se poursuivait avec violence et que les partis coalisés poussaient à l'excès leurs procédés d'achat

(1) V. Arguedas : *Historia General de Bolivia*, p. 440.

des voix, les journaux libéraux se mirent à proclamer, presque ouvertement, le droit à la force comme seul moyen de combattre l'arbitraire des pouvoirs publics.

Le désir de mettre en harmonie les aspirations des partis, amena les deux candidats à avoir une entrevue dans le petit village de Paria, en février 1888. Ils convinrent qu'ils poursuivaient les mêmes buts et que leurs programmes étaient identiques ; mais leurs groupes voulaient le pouvoir, uniquement pour gouverner.

Le général Camacho proposa alors le partage du pouvoir en sorte que lui et Arcé gouverneraient chacun deux ans. Cette proposition singulière fut repoussée par le candidat constitutionnaliste, et la rupture se fit entre les deux chefs, qui se séparèrent en échangeant des menaces, le chef libéral ayant déclaré que « le refus du Docteur Arcé faisait entrevoir des journées de deuil et de lutte dans l'avenir, parce que son parti ne se soumettrait jamais à un gouvernement fondé sur la force matérielle, s'appellât-elle argent, balles ou imposition officielle » (1).

Trois jours après l'échec de la conférence, le Président de la République se mettait à la tête de l'Armée et partait de Sucre pour La Paz, sous prétexte de prévenir les troupes annoncées par les libéraux.

Le Docteur Arcé, de son côté, distribuait à ses amis des armes et de l'argent.

C'est à cette époque-là que commencèrent à se former les *mazorca*, véritables hordes constituées de métis du bas peuple qui avaient pour mission spéciale de semer la terreur entre les citoyens pacifiques le jour des élections.

Le déploiement d'énergie du gouvernement, sa partialité,

(1) Arguedas : *Historia de Bolivia*, p. 458.

et l'attitude des partis coalisés finirent par intimider les libéraux, qui décidèrent de s'abstenir aux élections.

Le résultat de celles-ci fut favorable au Docteur Arcé, qui obtint 25.396 voix contre 7.813 voix au général Camacho.

PRÉSIDENCE DE M. ARCÉ. — Dès les premières séances du Congrès de 1888, les membres de la minorité cherchèrent à faire annuler l'élection présidentielle, faussée par la pression du gouvernement. Cette prétention ayant été repoussée, le Docteur Arcé fut proclamé Président de la République.

Quelque temps après la prise de possession du nouveau Président, lors d'une cérémonie religieuse à Sucre, une révolution éclata. Le Docteur Arcé, qui assistait à la cérémonie, dut s'enfuir déguisé en moine, et aller chercher un appui à Cochabamba. Ayant réuni les troupes fidèles au gouvernement, il battit les troupes révolutionnaires près de Potosi.

Le Congrès approuva l'exclusion de tous les députés libéraux qui avaient pris part à la révolte du 18 septembre, et le Président Arcé, de son côté, se montra extrêmement sévère, faisant flageller jusqu'à la mort plusieurs soldats. Cela, joint à son intransigeance, lui valut le surnom de « bolivien de fer ».

Le Congrès ordinaire de 1889, réuni à La Paz, discuta deux problèmes importants : le premier, relatif au transfert de la capitale de la République à La Paz, fut renvoyé, et le second concernant la construction du premier chemin de fer bolivien.

Le Président de la République voulait qu'une loi autorisât la prolongation d'une voie ferrée d'Uyuni, centre minier situé près de la frontière avec le Chili, à La Paz, en passant par Oruro ; mais le parti libéral s'y opposait croyant que M. Arcé, comme propriétaire des mines situées près

du parcours du chemin de fer, poursuivait un intérêt personnel et immédiat, ce qui n'empêcha pas le vote du projet.

Pendant l'examen des détails du projet, les passions ne firent que s'exaspérer, et la presse de l'opposition, abusant de son droit de critique, alla jusqu'à attaquer avec insolence la personne du chef de la Nation, ce qui amena la suspension du journal « El Imparcial ».

Cette mesure provoqua de nouvelles conspirations.

Les élections de 1890 furent pénibles et le sang coula dans certains districts. Les libéraux, exaspérés, proclamèrent franchement le droit à la révolte et se mirent à la suite de leur chef, Camacho, exilé au Pérou.

Les agitateurs furent poursuivis et arrêtés et les forces militaires organisées par M. Camacho pour faire la révolution furent battues.

« Cependant l'œuvre du relèvement national se réalisait sans difficulté, malgré les agitations subversives, car le chemin de fer d'Uyuni à Oruro se contruisait rapidement » (1).

En 1890, quoique le Pouvoir Exécutif ne dut se renouveler que dans deux ans, le Congrès proclama M. Mariano Baptista, « le Grand Tribun », candidat à la Présidence.

Les deux autres partis, le démocrate et le libéral, se coalisèrent contre le constitutionnel. Les élections de 1892 se firent sous la pression du gouvernement ; il y eut des morts et des blessés et les mesures du gouvernement furent si arbitraires que les partis coalisés durent décider leur abstention de la lutte, comme cela arriva à Potosi et partiellement à Cochabamba et à la Paz. Les journaux libéraux ne manquèrent pas de soulever la nullité de ces élections, qui

(1) Arguedas : *Historia de Bolivia*, p. 475.

selon eux rappelaient celles du temps de Belzu et de Melgarejo.

En mai 1892, le premier chemin de fer fut inauguré à Oruro, grâce à la ténacité du Président, M. Arcé, et, plus tard, le parti libéral, qui avait qualifié cet acte, par malice ou sottise, de trahison envers la Patrie, devait poursuivre le développement de ces voies de communication.

Comme la situation du parti gouvernemental n'était pas réellement avantageuse, parce qu'on estimait que les élus des partis coalisés arriveraient à constituer une majorité dans le Parlement, qui rendrait délicate la situation du gouvernement de M. Baptista, récemment élu et qui avait omis de s'inscrire sur le Registre National, les conservateurs invitèrent le chef du parti libéral, M. Camacho à se rendre à Oruro pour entrer en relations directes avec le Président élu.

La conférence eut lieu le 3 août 1892. Les délégués du parti conservateur firent connaître que le gouvernement était disposé à respecter les vaincus et à les appeler même à participer au pouvoir, en leur offrant deux portefeuilles d'Etat, une importante situation militaire sans commandement pour le général Camacho et de hauts emplois pour ceux qui ne s'étaient pas distingués par leur ardeur aux dernières élections.

Les libéraux répondirent par leur refus de prendre part au gouvernement et de discuter les élections, tant qu'on n'aurait pas destitué les militaires et révoqué les fonctionnaires publics qui, par leur intervention, avaient fait couler le sang. Ils demandaient, en outre, que le gouvernement ne mit pas obstacle aux réformes constitutionnelles que les partis coalisés proposeraient aux Chambres, que les représentants légaux de ces partis seraient admis dans le Congrès

sans examen de leur passé et, enfin, que dans les ditricts où des fraudes et des violences avaient été commises, on annulerait les élections.

Le Président, M. Arcé, comprit qu'il ne lui restait d'autre recours que celui de la force pour briser une opposition aussi farouche et aveugle. Le soir du 4 août, il décrétait l'état de siège préventif, et le lendemain, au petit jour, faisait arrêter huit représentants nationaux, libéraux, pour les exiler. Le général Camacho et d'autres personnalités, arrêtées dans les diverses villes du pays, furent aussi exilées, sous prétexte qu'ils conspiraient contre l'ordre public.

PRÉSIDENTE DE M. BAPTISTA. — Le Docteur Mariano Baptista s'était distingué par ses luttes contre le despotisme de Melgarejo, Morales et Daza. Malgré son désir de pratiquer une politique de concorde et d'apaisement, il fut obligé de continuer la politique d'intransigeance de M. Arcé.

Les Chambres, complétées par des représentants suppléants, partisans du gouvernement, siégeaient dans une atmosphère de satisfaction et de cordialité. La session terminée, le gouvernement fixa sa résidence à La Paz.

Ce fut à ce moment-là que l'ex-Président, M. Daza, demanda à rentrer dans le pays pour répondre aux accusations que l'on faisait peser sur lui depuis la guerre du Pacifique. Il partit d'Antofagasta le 27 février 1894 et la nuit du 27 fut assassiné à Uyuni par les soldats que l'autorité avait détachés pour le protéger.

Le parti libéral, fatigué d'une lutte inutile, commençait à voir ses rangs diminuer ; des défections commençaient à se produire.

Vers juin 1893, le gouvernement convoqua le Congrès dans la ville de La Paz, ce qui souleva les protestations indignées de toute la population de Sucre, capitale de la

République et où d'après la Constitution devait siéger le Parlement. Cela réveilla les haines régionales et les anciennes rivalités entre villes, encore mal éteintes.

A partir de cette année, deux ministres, les Docteurs Alonso et Paz commencèrent à faire des travaux en vue de la candidature à la Présidence, pour la période suivante. La défection dans les rangs des libéraux s'accrut. Beaucoup quittaient le parti, sous prétexte que le général Camacho en avait abandonné sa direction. Pour parer à cette crise, une Convention fut réunie en octobre 1893, sous la présidence du général Narciso Campero. En présence de délégués de tous les départements, elle nomma le colonel José Manuel Pando chef du Parti, et par conséquent, candidat à la prochaine élection présidentielle.

Le Président, M. Baptista, avait déclaré, de son côté, qu'il appuyerait son distingué collègue et ami, le Docteur Alonso, à qui « l'unissait un constant et identique travail politique basé sur une mutuelle estime », ce qui souleva naturellement les protestations du parti libéral, qui accusa le gouvernement de poser des candidatures officielles.

Le Congrès de 1895 ne fit que discuter les mérites personnels des chefs civils, et l'on constitua un parti officiel, dévoué, au candidat M. Alonso.

Les élections de mai 1896 donnèrent les résultats suivants : le Docteur Alonso obtint 18.447 voix et le colonel Pando 15.882. Dans l'incertitude où il était de l'emporter dans une lutte loyale, le parti conservateur avait fait appel à la fraude et à la menace contre les vaincus qui tenteraient de recourir à la violence.

PRÉSIDENTE DE M. ALONSO. — TRIOMPHE DU PARTI LIBÉRAL.

— Le Président Alonso, qui avait un passé honorable, était résolu à rompre avec les pratiques de ses prédécesseurs. Il

commença une politique d'union et voulut s'entourer des meilleurs conseillers. Cela produisit un changement d'opinion chez plusieurs libéraux, et ranima en même temps la rancune de l'opposition, qui, faisant le procès des administrations passées, proclama le droit à la révolte comme seul moyen de garantir la vie et les biens des citoyens qui ne se rangeaient pas du côté du gouvernement.

Les élections municipales de 1898 donnèrent la victoire au Parti conservateur. A La Paz, les six candidats du gouvernement obtinrent la majorité des voix, mais la fraude avait été si évidente, que les libéraux demandèrent la révision du scrutin et parvinrent à établir qu'au moins trois de leurs candidats avaient été désignés par le suffrage populaire.

Comme les autorités voulaient annuler le scrutin ainsi vérifié, les libéraux convoquèrent le peuple à des assemblées en plein air, ce qui donna lieu à des bagarres sanglantes. Le gouvernement exila les plus exaltés.

La Paz étant le foyer de la résistance, le gouvernement prit la résolution d'y transporter sa résidence, ce qui souleva la protestation de Sucre et ranima le régionalisme. A La Paz, libéraux et conservateurs se mirent d'accord pour y fixer la capitale.

En octobre, les députés de Chuquisaca présentèrent un projet de loi fixant à Sucre la résidence du Pouvoir Exécutif. Aussitôt, la municipalité de La Paz fit adopter, par acclamation, dans un meeting populaire, la formule qui consistait à introduire dans le pays le système fédéral, considéré comme plus en accord avec les conditions géographiques et politiques de la Nation.

Mais comme la Chambre vota à une grande majorité la loi de résidence de l'Exécutif, les députés de La Paz quit-

tèrent la salle des séances, malgré l'acceptation du principe de la réforme fédérale.

Le 12 décembre, un meeting populaire, réuni à La Paz, dégénérait en révolte. Immédiatement, une Junte de Gouvernement composée du Préfet du département, M. Reyes Ortiz, du colonel José Manuel Pando et du Docteur Pinilla, ayant comme Secrétaire général M. Guachalla, fut formée et, en peu de temps, fut organisée une petite armée.

Le gouvernement, quoiqu'il en eut les moyens, n'étouffa pas la révolution dès sa naissance, et attendit jusqu'au mois d'avril pour mettre son armée en campagne.

Le dix avril, les deux armées engagèrent la bataille finale qui devait se terminer par la victoire du parti libéral. Sur les champs de Paria, où presque toute la jeunesse intellectuelle de Sucre fut sacrifiée, restèrent plus de mille cadavres, ce qui démontre l'acharnement des combattants, qui n'étaient pas plus de quatre mille au total.

Ainsi, le parti conservateur ou constitutionnel, n'abandonnait le pouvoir que chassé par la force des baïonnettes, après avoir gouverné 16 ans.

Le gouvernement passait aux mains des libéraux, qui ne devaient l'abandonner que 20 ans plus tard, chassés eux aussi par une révolution.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE LIBÉRALE

PRÉSIDENTE DU GÉNÉRAL PANDO. — La révolution ayant triomphé, on prépara l'élection d'une Convention Nationale. Une fois réunie, celle-ci nomma à la Présidence de la République le colonel José Manuel Pando. Dans le sein même de la Convention, le parti libéral se divisa : les uns voulant pratiquer une politique de représailles pour en finir avec les ennemis traditionnels, et les autres préconisant une politique de conciliation, parce que le triomphe du libéralisme avait été dû en grande partie à la collaboration et à l'appui d'éléments du Parti Constitutionnel, dont la fusion avec les libéraux s'était faite à La Paz sous l'influence du sentiment régional.

Quant à la réforme fédérale, elle fut repoussée par le même parti qui l'avait invoquée la veille et qui avait fait triompher la révolution en son nom, ce qui démontrait bien que la réforme n'avait été qu'un prétexte.

C'est à ce moment-là, en 1899, que des bandits proclamèrent l'indépendance du territoire de l'Acre. La révolte réprimée, le gouvernement conçut l'idée de passer un contrat d'administration avec une société de l'Amérique du Nord, qui devait lever l'impôt et prendre toutes les mesures nécessaires à une bonne organisation administrative ; mais les principales bases du contrat étaient à peine fixées, que l'insurrection éclata de nouveau en 1902, suscitée cette fois-ci par le Brésil, qui s'était toujours opposé à ce que le

gouvernement de la Bolivie s'occupât d'une gestion qui, à son avis, contenait un grave danger continental.

Comme la Bolivie organisait une deuxième expédition commandée par le Président de la République, le Brésil envoya ses troupes dans la zone troublée. Sa supériorité fut si manifeste, que la Bolivie se vit obligée de signer le traité de Pétopolis (17 novembre 1902) par lequel elle cédait au Brésil tout le territoire de l'Acre (150.000 km²) riche en arbres de caoutchouc, en échange d'une indemnité de deux millions de livres sterling qui devait être employée, aux termes du Traité, principalement à la construction de chemins de fer et d'autres travaux destinés à améliorer les communications et à développer le commerce entre les deux pays (1).

L'exécution de ce Traité a donné comme résultat heureux la liaison par voie ferrée des départements les plus prospères de la République, c'est-à-dire La Paz, Oruro, Cochabamba, Potosi.

Comme le pays ne pouvait pas vivre sans définir sa situation avec le Chili qui occupait toujours le littoral, et paralysait presque toute l'activité économique de la Bolivie en frappant de lourds impôts les importations et exportations qui se faisaient à travers le territoire occupé, le gouvernement s'évertua à résoudre le problème des frontières tout en cherchant à conserver un port sur l'Océan Pacifique.

Le gouvernement du Chili, saisi de la requête bolivienne, répondit par l'intermédiaire de son ministre plénipotentiaire, M. Abraham König, en notifiant péremptoirement à la Bolivie qu'elle devait abandonner tout espoir d'avoir

(1) Miguel Mercado Moreira : *Historia Internacional de Bolivia*, La Paz, Atenea, 1930.

un port à elle, et qu'il ne lui convenait que de construire des chemins de fer et de se relier, par ce seul moyen, aux autres pays.

La note König, dans ses parties principales, disait :

« C'est une erreur très répandue, et qui se répète journellement dans la presse et dans les rues, de prétendre que la Bolivie a le droit d'exiger un port en compensation de son littoral. Il n'en est pas ainsi. Le Chili a occupé le littoral et s'en est emparé au même titre que l'Allemagne annexa à son Empire l'Alsace et la Lorraine, au même titre que les Etats-Unis de l'Amérique du Nord se sont emparés de Porto-Rico. *Nos droits sont nés de la victoire, loi suprême des nations.* Que le littoral soit riche et vaille des millions, *nous le savions.* Nous le gardons *parce qu'il a de la valeur* ; s'il ne valait rien, nous n'aurions aucun intérêt à le conserver. »

« A la fin de la guerre, la nation victorieuse impose ses conditions et exige le paiement des frais occasionnés. La Bolivie a été vaincue ; elle n'avait pas de quoi payer ; elle a livré le littoral. » « En conséquence, *le Chili ne doit rien, n'est obligé à rien, encore moins à la cession d'une zone territoriale et d'un port.* »

« Ce qui intéresse vivement la Bolivie, ce sont les routes, et surtout les chemins de fer qui la mettent en contact avec les ports chiliens... En cas de guerre, les forces du Chili s'empareraient de l'unique port bolivien aussi facilement qu'ils occupèrent tous les ports du littoral de la Bolivie en 1879... Cela n'est pas un vain orgueil, parce que tout le monde sait que sa puissance offensive a augmenté de cent fois pendant ces derniers vingt ans... »

« Par conséquent, les conditions de paix proposées et acceptées par mon pays, et qui contiennent de grandes con-

cessions à la Bolivie, doivent être considérées non seulement comme équitables, mais aussi comme généreuses » (1).

La Bolivie fut contrainte de signer, le 20 octobre 1904, le traité, encore en vigueur aujourd'hui, par lequel elle céda tout son littoral et perdait les richesses fabuleuses du salpêtre. En échange, elle recevait la somme de trois cents mille livres sterling, le tronçon bolivien du chemin de fer Arica-La Paz devait devenir sa propriété en 1928, et le Chili devait payer la somme de 3.739.308,75 pesos chiliens pour les dettes que la Bolivie avait envers des Compagnies minières chiliennes.

En somme, rien, puisque le budget du Chili qui, en 1879 ne dépassait pas quinze millions de pesos chiliens, après la victoire contre la Bolivie et le Pérou, était de trois cents soixante-dix millions ; et que jusqu'à 1920 il avait tiré d'Antofagasta, ancien territoire bolivien, plus de deux milliards de pesos chiliens (2).

Le parti libéral, qui dans l'opposition avait fait du maintien de l'intégrité territoriale sa plate-forme électorale abandonnait donc ses anciens principes, préconisant une politique plus réaliste.

En février 1904, le Président José Manuel Pando, dans une lettre politique adressée à ses amis, recommanda le nom du Docteur Ismaël Montés comme candidat à la Présidence, et aux élections faites en mai, celui-ci fut élu avec une énorme majorité, puisqu'il n'y avait pas de parti d'opposition, le parti conservateur étant désorganisé.

PRÉSIDENTE DU DOCTEUR MONTÉS. — Une fois la question

(1) E. Díez de Medina : *La Question du Pacifique et la Politique Internationale de la Bolivie*, p. 141, Paris, Berger-Levrault, 1924.

(2) Prescott : *El problema Continental*, p. 340, La Paz, 1921.

du littoral liquidé, le nouveau Président consacra toute son énergie au développement de tous les ressorts de l'activité nationale. Secondé par un Parlement docile, puisque l'opposition n'avait que quelques sièges, il améliora l'armée, releva le niveau de l'instruction et du crédit public, construisit des chemins de fer. Mais il poussa très loin le principe de gouverner seulement avec les siens, c'est-à-dire avec les hommes de son parti qui s'accommodaient le mieux de son tempérament et faisaient le moins d'obstacles à ses projets.

En mai 1908, fut élu Président de la République, M. Fernando E. Guachalla, mais il mourut avant son accession au pouvoir ; le Congrès prorogea le mandat du Docteur Montés, d'une année, au lieu de remettre le Pouvoir Exécutif au Président du Sénat, comme prescrit la Constitution.

PRÉSIDENTE DU D^r VILLAZON. — Le D^r Villazon gouverna de 1909 à 1913. Le Parti Libéral continua son œuvre d'améliorations dans le pays, et le Président de la République, qui avait un caractère plus paisible et moins dictatorial que son prédécesseur, gouverna avec modération. Sa période fut, pour ainsi dire, une période de trêve politique.

En juin 1911 la candidature du D^r Montés fut proclamée pour la deuxième fois. Ce chef, qui avait l'étoffe l'un véritable « caudillo », en ce sens qu'il était suivi aveuglément par ses partisans, fut élu à une grande majorité.

DEUXIÈME PRÉSIDENTE DU D^r MONTÉS. — Le Président réélu avait comme point principal de son programme, une réforme bancaire, tendant à donner à une seule Banque le droit d'émission des billets, qui jusqu'alors était accordé à plusieurs banques, ce qui n'avait pas manqué de faire tort au pays. Ses projets furent adoptés par le Parlement, après une discussion longue et violente, mais leur application eut

comme conséquence la perte des biens de la plupart des débiteurs des Banques.

Cela produisit une réaction vigoureuse contre le gouvernement, et comme par ailleurs le Président de la République persistait dans sa politique exclusive et personnelle, appelant aux fonctions publiques uniquement ses amis intimes et dévoués, le mécontentement grandit et le besoin de créer un parti d'opposition pour contrôler les actes gouvernementaux se fit sentir d'une manière plus pressante.

En août 1914 devait se réunir à La Paz une Convention dans le but de fonder un nouveau Parti Republicain, mais le Président, devant le ton menaçant des journaux de l'opposition, « eut la faiblesse de céder à un désir de revanche et, avec l'avis favorable du Cabinet et des Présidents des deux Chambres, proclama l'Etat de Siège préventif dans toute la République et exila les opposants les plus exaltés. En même temps, et ce fut le pire, les journaux attachés à la cause du nouveau Parti furent suspendus » (1).

Le gouvernement, dans son décret proclamant l'Etat de Siège préventif, déclarait que cette mesure était nécessaire « parce que la guerre européenne venait d'éclater ».

Ses actes soulevèrent l'indignation du pays et provoquèrent la critique même des adhérents du Parti Libéral.

En 1915, les chefs de l'opposition, tels que l'ex Président Pando, les D^{rs} Daniel Salamenca et Bautista Saavedra, fondèrent le Parti Republicain, fondé sur un programme de rénovation morale et inspiré par les besoins du pays, « Extirper la fraude, la simulation et la violence, tel est l'objet principal de la création du Parti Republicain » disaient ses

(1) Arguedas : *Histoire Générale de la Bolivie*, p. 152, Paris, Alcan, 1923.

fondateurs, et le programme contenait, entre autres, les points suivants : « Epuration du suffrage universel. Restitution au Parlement de sa dignité et son indépendance. Restriction de la politique d'emprunts. Réforme de la Constitution en ce qui concerne l'Etat de Siège préventif. Etablissement de la liberté de Presse et du *Habeas Corpus*. Indépendance du Pouvoir Judiciaire. Exclusion de l'Exécutif en ce qui concerne la nomination de juges intérimaires, etc. ».

Les élections municipales de 1915 virent le triomphe complet des candidats républicains, traduisant ainsi le mécontentement populaire, mais malgré cela le parti au Pouvoir ne modifia pas ses procédés.

En mai 1917 fut élu Président de la République M. José Gutierrez, candidat libéral, remportant la victoire sur M. José Maria Escalier, candidat républicain.

Le mystérieux assassinat de l'Ex-Président Pando, en juin 1917, donna au Parti Républicain une force irrésistible. Il soutint qu'il s'agissait d'un crime politique, perpétré par les dirigeants du Parti Libéral.

La conséquence en fut que les libéraux quittèrent en masse leur parti.

Aux élections des Députés et Sénateurs faites en mai 1918, le sang coula à torrents. Les Députés Républicains qui avaient porté une accusation contre le D^r Montés, pour délits commis dans l'exercice de ses fonctions, furent arrêtés et exilés, et la presse de l'opposition fut réduite au silence.

PRÉSIDENTE DE M. GUTIERREZ GUERRA. — TRIOMPHE DU PARTI RÉPUBLICAIN. — M. Gutierrez Guerra, quoique très apprécié pour ses qualités personnelles, n'avait pas l'étoffe d'un véritable chef d'Etat. Ainsi, il ne sut pas se soustraire à l'influence néfaste des camarillas. Son parti était usé par un stage trop long au pouvoir et il lui manquaient

des chefs intelligents et honnêtes. « On donna de l'importance, dit M. Arguedas, comme dans l'autre Parti, à des gens sans préparation suffisante et sans traits accentués de caractère. Dans le Congrès, des égoïstes se perpétuèrent de législature en législature, jusqu'à devenir des vrais employés du gouvernement n'ayant d'autre souci que celui de se faire réélire, ou d'obtenir un portefeuille ministériel. Les hommes de vrai mérite durent s'effacer devant les audacieux, et alors commença une période d'improvisations que devait couronner logiquement l'improvisation du premier mandataire de la République » (1).

Quand en 1918 l'Armistice mit fin à la Grande Guerre, la Bolivie, qui avait rompu ses relations diplomatiques avec l'Allemagne, pour se ranger du côté de la France, crut, comme les peuples faibles et opprimés, que le moment était venu d'obtenir justice. Se fondant sur les 14 points de Wilson, et accordant une entière confiance à la Société des Nations qui devait instaurer un nouvel ordre dans le monde, basé uniquement sur le règne du droit, elle fit savoir au gouvernement de la France, à la S. D. N. et au Président Wilson qu'elle était partie intéressée au litige de Tacna et Arica, remis sur le tapis par le Pérou et, que son désir était de posséder le port d'Arica, moyennant des compensations économiques équitables.

Ce point de vue, adopté avec ardeur par le Parti Libéral, fut violemment combattu en Bolivie par l'opposition, qui demandait la revision du traité de 1904 signé avec le Chili et la restitution du Littoral.

Le Parti Républicain montrait au pays la déloyauté qu'il

(1) Arguedas : *Histoire Générale de la Bolivie*, p. 152.

y aurait à se séparer du Pérou et à demander une fraction du sol que le conquérant détenait par la force.

Cette propagande, jointe à l'assassinat du Général Pando, lui donnèrent une puissance irrésistible, tandis que les hommes au pouvoir se livraient à toutes sortes de divertissements. C'est que le gouvernement avait une confiance aveugle dans l'Armée et comptait sur elle pour étouffer tout désordre et se maintenir indéfiniment au pouvoir.

Mais, le 12 juillet 1920, la révolution éclata, et l'Armée et le peuple, en plein accord, balayèrent sans effusion de sang un gouvernement inepte. Après 20 ans de gouvernement, le Parti Libéral abandonnait le Pouvoir, non pas par les moyens légaux et normaux qui constituent l'essence de la démocratie, la voix de la majorité électorale, mais chassé par la force des armes. La révolution avait été pour l'opposition le seul moyen de monter au pouvoir.

CHAPITRE IV

DERNIERS ÉVÉNEMENTS

La révolution ayant triomphé, une Junta de Gouvernement, constituée par les D^{rs} Bautista Saavedra, José Maria Escalier et José Manuel Ramirez, provoqua des élections pour une Convention Nationale, avec Pouvoir Constituant.

Le Parti vaincu, désorganisé, ne prit pas part aux élections, et la Convention élut le 24 janvier 1921 le D^r Saavedra Président de la République.

L'élection du D^r Saavedra, qui avait été l'âme de la révolution, eut comme conséquence immédiate la division du Parti Républicain en deux branches ; celle qui avait demandé l'élection du Président par le peuple, directement, avec l'espoir qu'elle assurerait le succès du D^r Daniel Salamanca, chef honoraire du Parti Républicain, et celle qui avait appuyé le D^r Saavedra.

Le nouveau Président voulut faire une politique d'apaisement et demanda leur collaboration aux membres du Parti Républicain d'opposition.

Mais comme il ne put l'obtenir ni celle des chefs du Parti Libéral, à qui il s'était également adressé dans le même sens (1), sa politique se heurta à des difficultés considérables, aggravées par le fardeau des charges laissées par le régime déchu (2) et par une crise économique aiguë.

(1) Mensaje Presidencial de 1925, La Paz, Bolivia.

(2) Bautista Saavedra : *Un Balance falso*, Paris, Le Livre Libre, 1928.

Le gouvernement du D^r Saavedra dut étouffer deux révolutions (1) et perdant toute sa durée il fut obligé de rester l'arme sous le bras, pour ainsi dire, afin de se maintenir au pouvoir et vaincre les conspirations. Le pays vécut pendant 21 mois sous le régime de l'Etat de Siège.

Le Parlement, où la majorité était du côté du gouvernement, agit toujours suivant les vues de celui-ci et ses partisans pratiquèrent amplement le système des dépouilles.

En 1921, la Bolivie présenta au Conseil de la S. D. N. une demande pour la revision du Traité signé avec le Chili en 1904, mais comme elle n'avait aucune chance d'aboutir à cause de l'opposition du Chili, elle la retira. La désillusion fut grande dans le pays.

Le Parti Républicain au Gouvernement réalisa une politique à tendances sociales. Des lois, dites « lois ouvrières », et concernant la durée du travail, les accidents du travail, l'épargne obligatoire ainsi que des lois sur la liberté de presse et des lois électorales assurant la représentation des minorités, furent votées, marquant ainsi un progrès considérable, mais l'opposition ne trouva pas toujours toutes les garanties nécessaires à son libre développement.

Aux élections présidentielles de 1925, les partis d'opposition, coalisés, présentèrent la candidature du D^r Daniel Salamanca, Républicain, et du D^r José L. Tejada Zorzano, Libéral, pour les Présidence et Vice-Présidence de la République, mais ils furent battus par le candidat gouvernemental le D^r Gabino Villanueva.

Mais le D^r Villanueva vit son élection invalidée par le Congrès de 1925, parce qu'il n'avait pas démissionné de ses

(1) B. Saavedra : *Palabras Sinceras*, Paris, Le Livre Libre, 1928.

fonctions de Ministre d'Etat six mois avant les élections, comme le prescrivait la loi.

En décembre 1925 fut élu Président de la République le Dr Hernando Silés, candidat Républicain Gouvernemental et porté à la Présidence après avoir pris l'engagement solennel de suivre la politique du parti au pouvoir.

Le nouvel élu, qui trouva dans le pays un accueil enthousiaste, particulièrement pendant les premiers mois de son administration, s'attacha à la création d'un nouveau groupe politique, le Parti Nationaliste, composé principalement de la jeunesse intellectuelle, tendant à mettre fin à la tradition des vieux partis, le Parti Républicain et le Parti Libéral.

En mai 1927, lors d'une grève d'étudiants, le gouvernement décréta l'Etat de Siège qui devait durer 37 mois, qui ne devait se terminer qu'avec le triomphe de la révolution de juin 1930, au cours duquel la presse fut soumise à une sévère censure.

Quant au Parlement, il suivit la politique du Président, parce que la majorité était composée des Représentants du nouveau Parti, le Parti Nationaliste, auquel avaient adhéré de nombreuses personnalités politiques des autres Partis, ce qui permettait de croire que le Parti au Pouvoir allait gouverner pendant de longues années.

En 1930, le Président Silés ajourna la convocation aux élections Présidentielles, et peu de temps après il se démettait de la Présidence entre les mains de son Cabinet, sans tenir compte des droits du Vive-Président de la République, M. Abdon Saavedra, qui était exilé à ce moment-là.

Le Gouvernement fit voter les élections pour la désignation d'une Convention Nationale, qui élirait le Président ; on prêtait au Dr Silés l'intention de se faire réélire par elle

chef suprême de la Nation. Cette fois-ci, la révolution devait se faire par le haut.

Mais le 26 juin 1930, trois jours avant les élections à la Convention, l'armée se révolta et aidée par les étudiants et le peuple, chassa le cabinet et le Dr Silés qui dut s'enfuir.

Une Junte Militaire de Gouvernement fut constituée par les Chefs Blanco Galindo, Pando, Osorio, Lanza, Gonzalez Q. et Bilbao Rioja, qui proclamant le règne de la Constitution et de la loi provoqua des élections pour l'Exécutif et le Parlement.

En même temps, conseillée par des Jurisconsultes, elle soumettait au peuple des amendements importants à la Constitution. Le Referendum du 11 janvier 1931 approuva les réformes constitutionnelles suivantes : « Introduction du recours du *Habeas Corpus*. Abolition de l'Etat de Siège préventif en subordonnant la promulgation de l'Etat de Siège répressif à l'autorisation du Congrès ; création d'un Conseil National d'Economie ; création d'un Office de Comptabilité, Statistique et Contrôle Fiscaux ; dispositions relatives au Régime Economique et Social ; Indemnité parlementaire perçue sous forme de jetons de présence, nomination, par le Congrès, du Président et des Magistrats de la Cour Suprême de Justice ; rééligibilité du Président de la République après huit ans ; large décentralisation administrative et financière par la création d'Assemblées Départementales ; élections des Sénateurs à deux degrés, suivant le système français ; Autonomie Universitaire ; Autonomie Judiciaire ; faculté attribuée aux juges ordinaires de juger le Contentieux Administratif ».

Ces réformes, comme nous le voyons, signifient un progrès pour la sauvegarde des libertés publiques, et enlèvent

à l'Exécutif certaines prérogatives qui le rendaient tout puissant.

Par accord des trois Partis, Républicain (celui qui avait été dans l'opposition pendant la Présidence du D^r Saavedra) Républicain Socialiste (titre pris quelques mois plus tard par le Parti qui avait soutenu la Présidence du D^r Saavedra) et Libéral, le D^r Daniel Salamanea fut proclamé candidat à la Présidence. Les D^{rs} Tejada Zorzano et Bautista Saavedra présentèrent leurs candidatures à la Vice-Présidence pour les Partis Libéral et Républicain Socialiste.

Le résultat des élections faites le 4 janvier 1931 donna la victoire au Parti Libéral, qui obtenait la Vice-Présidence.

Pour les élections parlementaires, chaque Parti garda son indépendance. Pour la première fois, depuis 1880, elles se firent sans intervention de l'Exécutif et le Pays put élire librement ses représentants.

Sur 72 Députés, le Parti Républicain en obtint 32, le Libéral 32, et, le Républicain Socialiste 7 ; il y eut un indépendant. Sur 16 Sénateurs, 9 furent libéraux et 7 républicains.

En 1932, une mise en accusation contre l'ex Président M. Silés, pour délits commis dans l'exercice de ses fonctions fut approuvée par la Chambre des Députés, et le Sénat, constitué en Haute Cour de Justice, déclara qu'il y avait lieu à la mise en accusation pour violation de la Constitution. Il conviendra à la Cour Suprême de Justice de fixer la peine.

Au mois de juillet 1932, la Bolivie se trouva en face de difficultés de caractère international. Depuis plus de 50 ans, s'appuyant sur l'*Uti Possidetis Juris* de 1810, qui est la base du Droit Public Américain, elle revendiquait son droit sur le territoire du Chaco, compris entre les fleuves Picomayo

et Paraguay, parce que cette zone avait fait partie de l'Audiencia de Charcas.

Le Paraguay, qui avait occupé le territoire peu à peu, avait refusé de soumettre le conflit à l'arbitrage de la Cour Permanente de Justice Internationale, ainsi que la Bolivie l'avait proposé. C'est dans ces conditions qu'un détachement paraguayen ayant massacré sur territoire bolivien une patrouille bolivienne, le gouvernement fut contraint de prendre des mesures de sécurité. En réponse le Paraguay appela sous les drapeaux toutes ses réserves militaires et aggrava le conflit par une action nettement belliqueuse. Fourni en matériel de guerre par l'Argentine, dont de nombreux ressortissants possèdent dans le Chaco de grands intérêts, et fort de la collaboration de chefs militaires et volontaires argentins, le Paraguay trouble actuellement la Paix en Amérique (1).

Malgré les désordres politiques, et, quoique sa vie politique ait été loin de correspondre aux postulats d'une véritable démocratie, telle que nous l'avons définie dans l'introduction de ce travail, la Bolivie a fait d'importants progrès pendant ces derniers trente ans. L'amour du travail s'est éveillé dans le peuple, le commerce et l'industrie ont pris de l'essor, et l'unité nationale est en train de s'achever, grâce à l'unité d'aspirations.

La comparaison des tableaux suivants nous permettra de faire une étude objective (2) :

(1) V. *Le Temps* du 4 juin 1933.

(2) V. *Revue Bolivie Economica*, n° 1 de Janvier 1931. Direct. : A. Labrouquère et N. Adriaola, La Paz, Bolivia.

(2) A. Labrouquère : *La Bolivie Nouvelle. Ses Problèmes Financiers*, Paris, Domat-Montchrestien, 1933.

	1898		1929 (1)	
	(Piastres, 1 piastre : 9.938 frs au pair).			
Revenus Publics	5.194.509	»	46.983.672	»
Importations	11.897.244	»	71.417.273	»
Exportations	27.456.676	»	140.007.039	»
Production minière ..	20.736.619	»	75.677.621	»
Télégraphes (km)	5.013	»	9.560	»
Chemins de fer (km) ..	486	»	2.251	50
Ecoles	84	»	220	»
Poulation scolaire	29.722	»	97.000	»

(3) Nous prenons l'année 1929 comme la plus normale.

CINQUIEME PARTIE

Le déclin du Régime Parlementaire.

Des hommes éminents du pays et des publicistes croient que le remède aux maux qu'ont assombri la vie politique de la Bolivie pendant le premier siècle de sa vie indépendante se trouverait dans l'institution du Régime Parlementaire, tel qu'il est pratiqué en Angleterre (1).

Les progrès de cette tendance dont les partisans luttent pour la réaliser le plus tôt possible, il est de notre devoir de faire une analyse, si schématique fut-elle, de ce que serait le Régime Parlementaire en Bolivie et de la façon dont le peuple bolivien dans l'état actuel de son évolution pourrait s'en accommoder.

« Un peuple consulté, peut à la rigueur dire la forme de gouvernement qui lui plaît, mais non celle dont il a besoin. Il ne le saura qu'à l'usage, il lui faut du temps pour vérifier si sa maison politique est commode, solide, capable de résister aux intempéries, appropriée à ses mœurs, à ses occupations, à son caractère, à ses singularités, à ses brusqueries ». « Une maison ne doit pas être construite pour l'architecte ni pour elle-même, mais pour le propriétaire qui va s'y loger » (2).

Mais avant d'examiner le caractère du peuple pour le-

(1) Notamment le Constitutionnaliste José Carrasco, dans ses *Estudios Constitucionales*, La Paz, Gonzalez Medina, 1920.

(2) Taine : *L'Ancien Régime*, Préface.

quel on voudrait construire la maison du Parlementarisme, voyons comment le Régime Parlementaire s'est développé, les conditions de son existence et sa pratique dans les pays qui l'ont adopté.

L'Angleterre, *Mater Parliamentum*, nous offre la naissance et l'évolution du régime. Le Roi, qui gouverne au commencement d'une façon absolue, voit ses pouvoirs diminués après une longue lutte entre la Monarchie et la Noblesse (1).

A l'aboutissement d'une évolution séculaire, le Parlementarisme anglais est constitué par trois éléments : la Couronne, la Chambre des Lords et la Chambre des Communes (2) qui se contrôlent mutuellement.

Deux grands partis politiques, les Whigs et les Tories (appelés plus tard Libéraux et Conservateurs), cohérents, disciplinés, se sont constitués et « selon que la majorité les appuie ou se retire d'eux, alternent au pouvoir » (3) suivant un mouvement pendulaire, et comme l'opposition a déjà son cabinet « préfiguré », le fonctionnement du régime ne se ressent pas du changement.

A la tête il y a le Roi, irresponsable et immuable, au nom duquel sont faits tous les actes exécutifs. Il n'agit qu'après avis et sous la responsabilité des Ministres, choisis nominativement par lui, mais en réalité par les Représentants du peuple, ces Ministres étant pris d'habitude parmi les membres de la Chambre des Communes,

Si le Cabinet a perdu la confiance de la Chambre, il doit se retirer et être remplacé par un Cabinet choisi dans l'oppo-

(1) Rebslob : *Le Régime Parlementaire*, Paris, Giard, 1924.

(2) M. Gidel dans son *Cours de Droit Constitutionnel*, 1931-1932.

(3) E. Boutmy : *Développement de la Constitution et de la Société Politique en Angleterre*, p. 287, Paris, Colin, 1921.

sition, à moins qu'il ne fasse prononcer la dissolution.

Dans ce cas, le peuple est appelé à trancher la question, et selon le résultat des élections, le Cabinet continuera à gouverner ou sera remplacé.

On chercherait en vain dans les textes constitutionnels le principe selon lequel le Cabinet doit se retirer quand il n'a plus la confiance de la majorité.

Le Régime Parlementaire anglais s'est développé peu à peu, comme un arbre qui pousse dans un milieu approprié, se développe, fleurit et donne ses fruits ; il est surgi du fond même du caractère anglais et avec le temps, « ses branches se sont couvertes des plus grandes libertés dont ait joui un peuple quelconque sur la terre » (1).

Pour exister et fonctionner, il tire sa force surtout de la tradition et de la mentalité du peuple anglais, essentiellement pratique. « Les textes anglais, nous dit M. Gidel, n'ont pas le caractère rationnel, fait pour l'humanité, qu'ont les textes français » (2). Par là-même, s'affirme le caractère spécial du Régime Parlementaire anglais qui, « constitue un système très délicat, qui dépend des habitudes, des traditions, de l'intelligence d'un peuple, qu'il ne suffit pas d'édicter pour le faire accepter, qu'il est difficile de transplanter dans un nouveau sol ».

« C'est un système dont le fonctionnement régulier pré-suppose l'existence de deux grands partis, pas davantage, dont chacun est assez fort pour restreindre la violence de l'autre, bien que l'un doive être toujours prépondérant dans n'importe quelle Chambre des Communes. Qu'un troisième, peut-être un quatrième parti apparaisse, et les conditions

(1) B. Saavedra : *La Democracia en Nuestra Historia*, p. 199.

(2) M. Gidel, dans son *Cours* cité.

sont changées. Les balances du Parlement oscillent selon que le poids de ce groupe détaché est jeté d'un côté ou de l'autre ; les dissolutions deviennent plus fréquentes, et encore ce remède est-il, quelquefois, impuissant à rétablir la stabilité » (1).

Le Régime Parlementaire, transplanté sur le Continent, n'a pas donné les résultats qu'on attendait de lui. Au contraire.

« En passant la Manche, le parlementaire anglais ne pouvait pas ne pas se déformer, justement parce qu'il changeait de milieu, parce qu'il n'était plus dans le milieu civil, politique et moral auquel il s'appliquait, dans le milieu anglais, c'est-à-dire dans son milieu géographique naturel ; mais, en outre, il ne pouvait pas ne pas se déformer, parce que comme le milieu géographique et le « facteur espace », le « facteur temps » le milieu historique ou chronologique avait varié ».

« Fait pour l'Etat social anglais, pour le milieu civil, politique et moral de l'Angleterre du dix-septième siècle, ce n'est qu'à la fin du dix-huitième siècle que le parlementaire commençait à gagner le Continent et ce n'est qu'au milieu du dix-neuvième siècle qu'il s'y implantait et se propageait. Mais ni le facteur temps n'était le même, ni le facteur espace ; et ce gouvernement anglais des environs de 1688 se trouvait deux fois dépaycé dans l'Europe d'après 1789, déguisé successivement ou simultanément à la mode française de 1815, à la mode espagnole de 1820, à la mode belge de 1830, à la mode piémontaise, hollandaise, autrichienne et prussienne de 1848, il avait peine à se reconnaître sous ces travestissements multiples ; c'était lui et ce

(1) J. Bryce : *La République Américaine*, t. I, p. 409.

n'était pas lui ; comme on croyait que c'était lui tandis que c'était autre chose, et comme on croyait que c'était autre chose alors que c'était lui, en vérité ce n'était rien. Il n'y avait pas en France, en Belgique, en Espagne, en Piémont, en Autriche, en Prusse, de Parleментарisme Anglais, parce que nulle part ce n'était l'Angleterre du Parleментарisme ; et il n'y avait pas non plus de parlementarisme français, belge, espagnol, piémontais, autrichien ou prussien parce que partout c'était le Parleментарisme Anglais que l'on s'obstinait à copier et que l'on se flattait d'avoir » (1).

Déjà en 1896, dans un discours prononcé à Commercys, et cité par M. G. Lachapelle, M. Poincaré s'élevait contre les méfaits du Parleментарisme et disait : « La Députation est devenue un emploi, un métier, une fonction au lieu de rester un contrat de bonne foi entre les électeurs et les élus ; et nous nous acheminons peut-être rapidement vers l'heure où elle ne sera plus, sauf de rares exceptions, que le luxe de la richesse ou le gagne pain du politicien d'aventure. On ne saurait trop dénoncer tel péril. Le jour où naîtrait une sorte de classe politique et parlementaire sans attaches avec les parties les plus vivantes de la démocratie, sans racines dans les profondeurs du sol national, qui sait entre quelles mains inhabiles et inexpérimentées, qui sait peut-être entre quelles mains criminelles tomberaient les destinées de la France ? (2)

La pratique du Parleментарisme en Italie et en Espagne ne devait pas être moins décevante. Les chutes de cabinet, si fréquentes et dues la plupart du temps uniquement à l'action des coalitions de mécontents, au lieu de fortifier la

(1) Ch. Benoist : *La Réforme Parlementaire*, p. 49, 50, 51, Paris, Plon, 1902.

(2) Gustave Lebon : *Premières Conséquences de la Guerre*, p. 59, Paris, Flammarion, 1917.

position du régime, devaient le rendre peu sympathique à la Nation.

La complication des problèmes de l'après-guerre a rendu beaucoup plus difficile encore la tâche des Parlements, démontrant leur impuissance et leur incapacité de remplir leur mission. L'apparition des Dictatures a été jusqu'à un certain point la conséquence de cet état de choses (1).

Les réponses données à une enquête faite par l'Union Interparlementaire ne sont guère favorables au Régime Parlementaire. Nous croyons nécessaire de reproduire ses points essentiels, parce que ces jugements sont portés par des personnes mieux qualifiées pour la défendre que pour l'attaquer, par des parlementaires.

M. Harold J. Laski, publiciste anglais, nous dit : « D'une manière générale, on peut dire que, tandis que le Régime Parlementaire au XIX^e siècle a dû, surtout, faire face à des problèmes d'ordre politique, il doit, au XX^e siècle, s'occuper principalement de questions économiques ».

« Le fait de ce changement sur le Régime Parlementaire a été à la fois inévitable et évident. Les questions politiques (telles que la question du droit de vote, de la liberté religieuse, du droit d'association, etc.), se prêtent à une discussion générale et ne comportent pas à un degré appréciable des problèmes de détail ou de technique. Au contraire, les questions économiques (tarifs, contrôle de l'industrie par l'Etat, degré d'imposition, problèmes monétaires, etc.), sont surtout des questions de détail, ne se prêtant pas facilement à une discussion générale, et dont l'étude implique la consultation d'experts, qui se trouvent

(1) V. J. Barthélemy : *La Crise de la Démocratie Contemporaine*, p. 150, Paris, Sirey, 1931.

très nécessairement chargés de la tâche principale, consistant à définir et à réaliser dans la pratique les modifications que l'on a résolu d'opérer ».

« Avec l'avènement du suffrage universel, il a fallu faire face à de nouveaux besoins. L'Etat police est devenu l'Etat régulateur et il est peu d'aspect de la vie économique et sociale dont il ne se préoccupe d'une manière croissante. Le résultat a été l'imposition d'une charge toujours plus lourde au mécanisme législatif qui n'a plus le temps et n'a que rarement l'occasion d'examiner en détail les propositions dont il est techniquement responsable ».

« Deux autres facteurs d'une importance décisive ont sérieusement modifié les conditions d'avenir des institutions : a) l'octroi de vote à de nouvelles classes a mis le gouvernement parlementaire en présence de nouveaux besoins dont la portée principale est de nature économique. Quant à leur caractère essentiel, il consiste en un mouvement impérieux vers l'égalité, qui, à son tour, implique un examen nouveau de la place qui revient à la propriété dans l'Etat, et les privilèges qui y sont attachés. Il est évident que ce nouvel examen constitue l'aventure la plus complexe et la plus dangereuse dans laquelle le gouvernement parlementaire ait été jamais engagé ».

« ... La difficulté que l'on éprouve à montrer que le système parlementaire peut obtenir, parallèlement à ses succès politiques, des succès économiques similaires, détermine surtout une diminution de la foi dans la valeur de ses principes ».

« L'état de choses que nous venons de mentionner, a eu pour conséquence une diminution du prestige des membres individuels de l'Assemblée Législative. La nécessité d'aboutir à des résultats a resserré la discipline de parti et par con-

séquent réduit l'indépendance. Beaucoup de problèmes sont trop complexes pour qu'une personnalité individuelle puisse les saisir pleinement. Il faut accomplir une besogne si considérable que même le parlementaire consciencieux peut à peine espérer voter sur la plus grande partie des questions avec une connaissance réelle de ce qu'elles impliquent. Cette situation, à son tour, a eu pour effet de faire baisser le niveau des discussions parlementaires et l'intérêt que l'on y portait, et, enfin, il en est résulté, naturellement, une diminution de l'influence éducatrice des institutions parlementaires sur le corps électoral ».

« Les parlements se trouvent submergés par la multiplicité des tâches auxquels il ont à faire face. Il est peu de questions qui puissent être discutées en détail et beaucoup ne peuvent pas l'être du tout. Le recours croissant à des pratiques comme la clôture d'un débat et ses divers raffinements de procédure est devenu habituel. Il en résulte, nécessairement, un affaiblissement progressif du contrôle exercé sur l'Exécutif par le Pouvoir Législatif ».

« Le fait qu'on tend de plus en plus, et cette tendance a été considérablement accentuée par la guerre, à résoudre les questions importantes en dehors du Parlement et à laisser le Pouvoir Législatif se borner à les sanctionner par un vote plus ou moins formel, après une discussion faite également pour la forme ».

« La tendance des membres d'une Assemblée Législative est de se faire les défenseurs d'une série d'intérêts particuliers, et d'agir délibérément au Parlement comme défenseurs de ces intérêts » (1). De même M. Larnaude, ancien

(1) Harold J. Laski : *L'Evolution actuelle du Régime Représentatif. Réponse à une enquête de l'Union Interparlementaire*, Lausanne, Payot, 1928.

doyen de la Faculté de Droit de Paris, se prononce nettement contre la Démocratie Parlementaire, et il aboutit à cette conclusion sévère : « Etat, autorité, représentation, compétence, continuité, séparation des pouvoirs, responsabilité — nous aurions pu ajouter : ordre, légalité, hiérarchie — tels sont les postulats de la vie des Sociétés politiques, comme le révèle l'observation de la vie et des faits. Sans doute ce sont là des mots qui sonnent moins haut que ceux de démocratie, de volonté populaire, de liberté, de souveraineté du peuple. Mais il y a entre eux toute la différence qui sépare le fait de l'idée, la réalité de la fiction, l'expérience de l'apriorisme... Entre ces deux conceptions, notre choix est fait. Nous espérons que celui des lecteurs l'est aussi » (1).

Et l'auteur de « Les Démocraties Modernes », après une longue étude des démocraties contemporaines, aboutit à cette conclusion : « Sous la forme qu'elle a prise presque partout — Gouvernement par une Assemblée Représentative — la démocratie manifeste des signes de déclin, car la valeur et l'autorité morale des législatures élues sont en décadence dans presque tous les pays, bien que ces Assemblées du fait qu'elles sont indispensables au fonctionnement du régime, ne sauraient être supprimées. Dans certains pays, elles passent pour s'être montrées inférieures à leur tâche ; ici, on leur reproche d'avoir cédé aux tentations diverses, là, d'avoir trop sacrifié aux intérêts de parti : dans tous les cas, elles ont perdu le respect et la déférence qu'on leur accordait autrefois » (2).

Dans l'Amérique Latine, les résultats du Régime Parle-

(1) Larnaudé : *op. cit.*

(2) J. Bryce : *Les Démocrates Modernes*, t. II, p. 635, Paris, Payot, 1924.

mentaire n'ont pas été plus heureux. M. Arturo Alessandri, actuel Président de la République du Chili, se prononce nettement contre un régime qu'il accuse d'avoir conduit le pays à l'anarchie (1). Et il est à remarquer que le Régime Parlementaire du Chili est souvent cité, comme modèle du genre, par ses partisans de l'Amérique Latine.

D'ailleurs, il faut que les parlementaires, qui devaient constituer l'élite intellectuelle d'un peuple, en dehors d'une indépendance économique complète, possèdent un caractère bien trempé, une haute culture, une droiture morale, un jugement sain et indépendant, qualités qui ne s'acquièrent pas du jour au lendemain.

Il serait assez difficile de trouver en Bolivie, comme dans toute l'Amérique Latine, des conditions semblables à celles qu'on trouve en France et en Angleterre pour le développement du Régime Parlementaire. La démocratie bolivienne a le sang trop ardent pour s'accommoder, sans graves inconvénients pour le pays, des pratiques d'un régime qui en Europe même ne fonctionne pas sans chocs ni à coups (2).

En étudiant la psychologie de la race, nous avons vu que l'espagnol était un homme de passion ; or, le bolivien possède à un degré aigu ce caractère.

Fonctionnant en Bolivie, le Régime Parlementaire pur, les batailles pour l'obtention du pouvoir seraient beaucoup plus âpres qu'elles ne le sont actuellement. Les changements Ministériels seraient sûrement beaucoup plus fréquents que dans n'importe quel Etat, et chaque chute de Cabinet serait

(1) Arturo Alessandri : *Parlementarisme et Régime Présidentiel*, Paris, Sirey, 1930.

(2) Voir les articles de M. André Tardieu dans *L'Illustration*, n° du 18 février, 4 et 18 mars, 1^{er} avril 1933.

nécessairement suivie d'un changement de tout le personnel de l'Administration. Les préoccupations et occupations principales des représentants deviendraient la chasse aux emplois publics pour les parents, les amis et les électeurs (1).

M. Bryce nous dit, en parlant des changements de Cabinet en Angleterre : « Dans un pays comme l'Angleterre, les fonctions sont désirées par un petit nombre d'hommes marquants, mais seulement par un petit nombre, parce que le nombre total des places qui deviennent vacantes lors d'un changement de gouvernement, est inférieur à soixante, et qu'il n'y a de vacances dans les autres emplois qu'après la mort ou la promotion du titulaire. Aussi, n'y a-t-il qu'un nombre insignifiant de personnes sur toute la population, qui soit pécuniairement intéressé au succès de son parti. C'est pourquoi, en Angleterre, on a ce qu'on peut appeler les officiers Généraux et l'Etat-Major Général d'une armée de professionnels de la politique, mais peu de subalternes et pas de soldats » (2).

Les garanties dont jouissent les fonctionnaires publics anglais ne sont pas connues en Bolivie, et la promulgation d'un statut des fonctionnaires qui les mettrait à l'abri de l'arbitraire des gouvernants, tel qu'il existe en France, serait regardé par les politiciens boliviens comme contraire aux pratiques d'une véritable démocratie. D'ailleurs, cette idée constitue, comme nous l'avons vu antérieurement, un dogme du Droit Public pour les auteurs et maîtres du Droit, et les membres des classes éclairées ont adopté cette opinion, peut-être dans l'espoir qu'un jour ou l'autre, ils pourraient occuper un poste important grâce à l'intrigue poli-

(1) V. Justino E. Jiménez de Arechaga : *La Extensio Democratica y el Regimen Parlamentario*, Montevideo, Barreiro y Ramos, 1910.

(2) Bryce : *La République Américaine*, t. I, 209.

tique. Il faut le noter, c'est parce que les intéressés aux dépouilles constituent une légion, qu'on a gâté et faussé le mécanisme de la Politique. Elle est devenue simplement « l'art de gagner le pouvoir, de s'y conserver et de profiter de lui, par tous les moyens, quels qu'ils soient » (1). A cet art se sont appliqués, sauf de rares exceptions, tous les hommes qui ont gouverné la Nation.

L'application de la rotation des fonctions « principe primordial du credo Républicain », comme disait le Président des Etats-Unis, Jackson, a jeté un trouble profond dans toute la vie publique de la Bolivie, en contribuant largement à l'instabilité des gouvernements et en faisant de la politique, pour beaucoup de gens, le seul moyen de vivre. « Elle a détérioré le service public en y détruisant toute stabilité, en y établissant à la place du mérite, de la compétence et du zèle professionnel l'intrigue et la faveur, pour laisser les portes grandes ouvertes aux aventuriers et aux mercenaires faméliques » (2) et « Elle a appris aux hommes à négliger les intérêts de la communauté et a fait dégénérer le mensonge en cynisme » (3).

Et « cependant, l'art d'administrer est à coup sûr une science ; et toutes les autres sciences, pour faire des progrès, ont besoin de lier ensemble les découvertes des différentes générations, à mesure qu'elles se succèdent. Un homme, dans le court espace de la vie, remarque un fait ; un autre conçoit une idée ; celui-ci invente un moyen ; celui-là trouve une formule ; l'humanité recueille, en passant, des fruits divers de l'expérience individuelle, et forme les siennes. Il est très difficile que les administrateurs amé-

(1) B. Saavedra : *La Democracia en Nuestra Historia*, p. 89.

(2) Ostrogorski : *La Démocratie et les Partis Politiques*, p. 337.

(3) Bryce : *La République Américaine*, t. I, p. 211.

ricains apprennent rien les uns des autres. La démocratie, poussée dans ses dernières limites, nuit donc aux progrès de l'art de gouverner » (1).

Nous avons vu que le régime parlementaire anglais avait prospéré grâce à l'existence de deux partis politiques, puissamment organisés, chacun avec son état-major et avec un cabinet déjà formé d'avance, quand le parti était dans l'opposition, ces deux partis fonctionnant « non pas en dehors, mais à l'intérieur des institutions politiques normales » (2).

Ces conditions n'existent pas en Bolivie. Les mêmes groupements politiques, pompeusement appelés partis, se sont formés plutôt autour des hommes éminents qu'autour de principes nettement définis.

La grande masse des électeurs vote suivant ses penchants, ses inclinations sentimentales, ses sympathies personnelles, et jamais ou presque pour des raisons doctrinales. Les programmes des partis ne diffèrent pas beaucoup entre eux à cause de l'absence de problèmes fondamentaux pour le pays, et, d'ailleurs, la plupart des citoyens s'en désintéressent.

Ce qui caractérise tous les partis, c'est leur intransigeance politique envers l'adversaire. Une fois au pouvoir, tous les hommes politiques ont regardé comme dangereux pour les intérêts de la collectivité l'existence d'un parti d'opposition, si peu important fut-il. Tous leurs actes ont tendu à amener leur affaiblissement, sinon leur disparition, et pour cela ils n'ont pas reculé devant la violence ou la ruse. La distribution de situations honorifiques ou de fonctions bien rétribuées a été utilisée aussi. « Leur préoccupation su-

(1) Tocqueville : *De la Démocratie en Amérique*, t. II, 64.

(2) Lawrence Lowell : *Le Gouvernement de l'Angleterre*, p. 544, t. I, Paris, Giard, 1910.

prême est l'avantage momentané du parti, et leurs programmes sont composés surtout pour les besoins de la guerre que les partis se font ; et à côté des problèmes réellement suscités par la vie nationale, d'autres y sont introduits pour qu'on puisse jouer avec eux à pile ou face » (1).

Ils oublient que les oppositions sont nécessaires pour mettre un frein à l'arbitraire des gouvernements, que ce sont les mécontents, les insatisfaits, qui ont le plus contribué au progrès humain, et que « c'est l'effort et les rivalités des partis qui engendrent les meilleures institutions politiques et qui mettent en lumière toute la richesse des forces latentes de la Nation » (2). Les partis, dit Buntschli, sont l'expression et la manifestation naturelle et nécessaire des grands ressorts cachés qui animent un peuple » (2).

Quant à l'opposition, il faut reconnaître que son activité a contribué souvent à ce que les gouvernements prennent des mesures énergiques pour défendre l'ordre public. Si les gouvernements ont été intransigeants envers l'opposition, elle a toujours été irréductible envers lui, et ne lui a jamais tenu compte de ses bonnes intentions ou de son travail constructif.

Un Président pouvait monter au pouvoir avec l'appui de la majorité de la nation ; six mois plus tard, n'ayant pas pu distribuer de places à tous ceux qui l'avaient aidé dans sa campagne électorale ou qui avaient voté pour lui, il voyait son prestige diminué et les rangs de l'opposition considérablement accrus par ses ex-partisans. « Rarement inspiré par des principes, l'opposition cherche surtout à rendre dure la vie du parti au pouvoir, même au risque d'en-

(1) Ostrogorski : *La Démocratie et les Partis Politiques*, p. 307, Paris, Calmann-Lévy, 1912.

(2) Bluntschli : *La Politique*, p. 321, Paris, Guillaumin, 1879.

traver le gouvernement du pays. » « Et, loin de servir de frein l'un à l'autre, les partis cherchent à se gagner l'un à l'autre de vitesse ; leur politique, dominée par le besoin de « voler des voix », est une politique d'enchères » (1).

D'ailleurs, la tendance à demander tout à l'Etat, au gouvernement, et rien à l'initiative individuelle, particulière, s'accroît, et, toujours davantage, dans le peuple. Cela, joint aux penchants anarchiques et à la haine de toute autorité qui sommeillent dans le tréfonds de l'âme populaire, rend particulièrement difficile la tâche des gouvernants.

On oublie trop fréquemment que le gouvernement n'est pas quelque chose qui se trouve en dehors des hommes, au-dessus d'eux, « qu'il ne saurait pas accomplir de miracles » et que « les gouvernements ne font que refléter le vouloir, le savoir, le pouvoir de ceux qu'ils gouvernent et qu'ils ne peuvent pas faire davantage » (2).

Dans ces conditions, il ne saurait pas être question d'adopter, en Bolivie, un régime qui, même dans les pays beaucoup plus mûrs politiquement, ne fonctionne pas sans heurts ni difficultés.

Entre le régime parlementaire pur et le régime parlementaire mixte, tel qu'il existe actuellement, il vaudrait mieux conserver ce dernier, mais nous croyons que le régime présidentiel, tel qu'il est pratiqué aux Etats-Unis, quoiqu'il ait été critiqué comme un « Gouvernement Congressionnel » (3), conviendrait le mieux à la démocratie bolivienne.

(1) Ostrogorski : *op. cit.*, p. 308.

(2) M. J. Bonn : *La Crise du Régime Parlementaire. Réponse à une enquête de l'Union Interparlementaire*, Lausanne, Payot, 1928.

(3) Woodrow Wilson : *Le Gouvernement Congressionnel*, Paris, Giard, 1900.

Mais il ne faut pas oublier que toute réforme des textes constitutionnels faite sans que l'esprit public soit changé, sans qu'une profonde éducation et une longue pratique aient modifié la mentalité et la façon d'agir du peuple, risquerait de rester lettre morte.

Si l'on veut avoir une démocratie, il faut, comme le dit M. Benoist, « Eduquer le peuple, organiser le suffrage universel et, de cette manière, garantir au pays une représentation plus exacte, qui le « représentera » réellement et le représentera tout entier » (4).

Nous avons vu que le manque d'éléments humains ne permet pas de mettre en valeur les grandes ressources naturelles que le pays possède. Il s'impose donc pour les gouvernements de pratiquer une politique d'immigration intense. L'immigrant européen, en apportant avec lui ses habitudes de travail et de discipline sociale, sera un facteur de changement ethnique, par conséquent de changement de mentalité. « En Amérique, gouverner c'est peupler », disait Alberdi. Tel est le principe selon lequel l'action du gouvernement bolivien devrait être orienté.

(4) Ch. Benoist : *La Crise de l'Etat Moderne. De l'organisation du Suffrage Universel*, p. 35, Paris, Didot et Cie, s. d.

CONCLUSION

Les conclusions qui se dégagent de l'étude du régime parlementaire en Bolivie, nous pourrions les synthétiser ainsi :

La première, c'est que la Bolivie, comme toutes les républiques de l'Amérique du Sud (1), n'a jamais été une démocratie au sens réel du mot, tel que nous l'avons compris dans la définition donnée dans l'introduction et quoique les Constitutions qu'elle s'est donnée l'aient proclamé solennellement et que l'actuelle soit une des plus libérales et avancées du monde. Comme le dit M. Wilson, en Bolivie « la Constitution en action a été et est quelque chose de très différent de la Constitution des Livres » (2).

En observant la vivante réalité, nous avons vu qu'elle présentait de nombreux contrastes avec les préceptes constitutionnels. « Nous avons vu, dans la vie, bien des choses qui ne sont pas dans les livres, et nous avons cherché en vain, dans la pratique brutale, maintes élégances de la théorie littéraire » (3).

La seconde, c'est que la Bolivie ne pouvait pas être vraiment une Démocratie. « Croire que des peuples composés de telles races, de petits peuples disséminés sur de vastes étendues, de peuples absolument ignorants du *self-govern-*

(1) Garcia Calderon : *Les Démocraties Latines de l'Amérique*, p. 341, Paris, Flammarion, 1914.

(2) Wilson : *Le Gouvernement Congressionnel*, p. 14, Paris, Giard, 1900.

(3) Bagehot, cité par Wilson : *op. cit.*

ment seraient capables de créer et de manier des institutions démocratiques, était absurde, bien que l'expérience fournie au monde par leur histoire ait été nécessaire pour démontrer cette absurdité » (1).

Et la troisième conclusion, c'est « qu'on fait injure aux boliviens (comme aux hispano-américains) quand on les critique et les blâme en ignorant les faits fondamentaux de leur histoire et de leur état social et économique. Il n'y en a pas plus de pêché originel chez eux que chez les autres peuples » (1).

C'est parce que les facteurs géographiques, historiques, économiques, sociaux et politiques n'étaient pas encore favorables à l'épanouissement de la Démocratie que celle-ci n'a pas pu encore s'y acclimater (2), à plus forte raison un régime parlementaire analogue à celui pratiqué par l'Angleterre. C'est que « la Démocratie n'est pas une entité », et que « le système parlementaire et la conception démocratique qui apparaît comme sa base, n'ont pas de virtualité propre, mais que leur efficacité et la possibilité même de leur existence sont en relation directe avec le degré de culture civique du pays » (3).

Quant au régime, tel qu'il découle de l'analyse des textes constitutionnels, nous pouvons le définir un régime mixte, un mélange du régime présidentiel pratiqué aux Etats-Unis et du régime parlementaire anglais. Mais dans cette combinaison, les tendances vers le régime présidentiel sont plus nettes, parce que le vote de blâme des Chambres ne comporte pas nécessairement pour les ministres l'obligation de

(1) J. Bryce : *Les Républiques Sud-Américaines*, t. II, p. 260.

(2) V. F. Cambó : *Les Dictatures*, Paris, Alcan, 1930.

(3) F. Cambó : *Autour du Fascisme Italien*, p. 63, Paris.

démissionner (1). Il n'est qu'une sanction purement morale.

Le pays ne possède pas encore les conditions sociales, politiques et culturelles qui lui permettraient d'adopter et pratiquer avec fruit le régime parlementaire pur. Le régime présidentiel, analogue à celui pratiqué aux Etats-Unis, serait plus en accord avec ses intérêts.

Mais, malgré tout, la démocratie a fait des progrès dans ces derniers temps. Les assassinats politiques sont beaucoup plus rares que dans certains pays de l'Europe Centrale. La sécurité est très grande, il n'y a pas de brigandage et l'on peut voyager dans les régions les plus lointaines et les plus désertiques sans aucun risque. La liberté religieuse est amplement assurée ; l'influence intellectuelle de l'Europe se fait sentir de plus en plus et servilisme et obscurantisme n'ont jamais repris l'empire qu'ils avaient autrefois.

Comme le système des dépouilles nuit énormément à l'administration et au pays, il faudrait que l'on assurât le recrutement des fonctionnaires publics par concours. L'institution d'un statut de fonctionnaires déterminant leur avancement et leur stabilité contribuerait largement au bon fonctionnement des services publics, et, par là même, les luttes politiques perdraient leur violence. L'armée des citoyens qui espèrent vivre de la politique orienterait ses activités dans un autre sens.

D'ailleurs, une fois passée la crise actuelle, le pays devra pratiquer une politique d'immigration intense. Pour la faciliter et pour accroître son commerce et son développement industriel, il lui faudra un port sur le Pacifique ; l'acquisition d'un port comme Arica devient donc pour lui

(1) Barthélemy et Duez : *Traité de Droit Constitutionnel*, p. 157.

une nécessité vitale. Une fois liquidé le conflit du Chaco avec le Paraguay, la Nation devra préparer toutes ses forces morales et matérielles pour l'obtention d'un débouché sur le Pacifique.

A l'intérieur, l'accroissement des routes et des moyens de communication tels que la navigation aérienne et tout ce qui contribuera à mieux faire connaître aux habitants d'un département les intérêts et les aspirations des autres, aidera dans une large mesure à diminuer les haines régionales et l'âpreté de l'action politique.

Le milieu social et politique étant ainsi amendé, le fonctionnement d'un régime démocratique et parlementaire sera la conséquence naturelle de l'évolution spirituelle et matérielle du pays.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS.

Mensaje Presidencial de 1925. La Paz, 1925.

Manifiesto Programa del Partido Liberal.

Programa del Partido Republicano.

B. SAAVEDRA. — *Un Balance Falso.* Paris, Le Livre Libre, 1928.

B. SAAVEDRA. — *Palabras Sinceras.* Paris, Le Livre Libre, 1928.

JOURNAUX ET REVUES.

El Diario. La Paz, Bolivia.

La Razón. La Paz, Bolivia.

La República. La Paz, Bolivia.

Ultima Hora. La Paz, Bolivia.

Revista Económica. La Paz, Bolivia.

Le Temps, N° du 4 juin 1933.

L'Illustration, N°s du 18 février, 4 et 18 mars, 1^{er} avril 1933.

BIBLIOGRAPHIE.

ALESSANDRI ARTURO. — *Parlementarisme et Régime Présidentiel.* Paris, Sirey, 1930.

ARAOZ MARIO C. — *Digesto de la Legislacion Boliviana.* La Paz, 1930.

ARGUEDAS ALCIDES. — *Pueblo Enfermo.* Barcelona, Tasso, 1910.

ARGUEDAS ALCIDES. — *La Fundacion de la República.* La Paz, don Bosco, 1920.

ARGUEDAS ALCIDES. — *Los Caudillos Letrados.* Barcelona, 1923.

ARGUEDAS ALCIDES. — *Historia General de Bolivia.* La Paz, Arnó, 1922.

ARGUEDAS ALCIDE. — *Histoire Générale de la Bolivie.* Paris, Alcan, 1923.

ARGUEDAS ALCIDES. — *Raza de Bronze.* Valencia, Prometeo, 1924.

- ARGUEDAS ALCIDES. — *La Plebe en Accion*. Barcelona, 1923.
- ARGUEDAS ALCIDES. — *Los Caudillos Bárbaros*. Barcelona, Tasrrso, 1926.
- ARGUEDAS ALCIDES. — *La Dictatura y' la Anarquia*. Barcelona, 1926.
- BARTHÉLEMY (Joseph). — *La Crise de la Démocratie Contemporaine*. Paris, Sirey, 1931.
- BARTHÉLEMY et DUEZ. — *Traité de Droit Constitutionnel*. Paris, Dalloz, 1933.
- BENOIST (Ch.). — *La Réforme Parlementaire*. Paris, Plon, 1902.
- BENOIST (Ch.). — *La Crise de l'Etat Moderne. — De l'Organisation du Suffrage Universel*. Paris, Didot, s. d.
- BENOIST (Ch.). — *Les Maladies de la Démocratie*. Paris, Prométhée, 1929.
- BLUNSTCHL. — *La Politique*. Paris, Guillaumin, 1879.
- BOLIVAR. — *Proyecto de Constitucion y Discurso del Libertador*. Buenos-Ayres, Hallet, 1826.
- BOUGLÉ. — *Qu'est-ce que la Sociologie ?* Paris, Alcan, 1932.
- BOUTMY. — *Développement de la Constitution et de la Société Politique en Angleterre*. Paris, Colin, 1921.
- BRYCE (James). — *La République Américaine*. Paris, Giard, 1901-1903.
- BRYCE (James). — *Les Républiques Sud-Américaines*. Paris, Rivierre, 1915.
- BRYCE (J.). — *Les Démocraties Modernes*. Paris, Payot, 1924.
- CAMBÓ (F.). — *Autour du Facisme Italien*. Paris, Plon, s. d. (1925).
- CAMBÓ (F.). — *Les Dictatures*. Paris, Alcan, 1930.
- CAPITANT (H.) et LORIN (H.). — *Le Travail en Amérique avant et après Colomb*. Paris, Alcan, 1930.
- CARRASCO (José). — *Estudios Constitucionales*. La Paz, Gonzalez et Medina, 1920.
- CORTÈS (J.-M.). — *Ensayo sobre la Historia de Bolivia*. Sucre, 1861.
- CROISSET. — *Les Démocraties Antiques*. Paris, Flammarion, 1925.
- DIEZ DE MEDINA (E.). — *La Question du Pacifique et la Politique Internationale de la Bolivie*. Paris, Berger-Levrault, 1924.
- DUGUIT (Léon). — *Traité de Droit Constitutionnel*. Paris, Brocard, 1928.
- GARCIA CALDERON. — *Les Démocraties Latines de l'Amérique*. Paris, Flammarion, 1914.
- GIDEL (Gilbert). — *Cours de Droit Constitutionnel*. Paris, 1931-1932.

- GREEF (Guillaume de). — *Le Transformisme Social*. Paris, Alcan, 1895.
- HAMILTON (A.), JAY (J.) et MADISON (J.). — *Le Federaliste*. Paris, Giard, 1902.
- JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA (Justino-E.). — *La Extension Democrática y el Régimen Parlamentario*. Montevideo, Barreiro et Ramos, 1910.
- KELSEN (Hans). — *La Démocratie. — Sa Nature. — Sa Valeur*. Paris, Sirey, 1932.
- LABROUQUÈRE (André). — *La Bolivie Nouvelle. — Ses Problèmes Financiers*. Paris, Domat-Montchrestien, 1933.
- IASKI (H), LARNAUDE, BON, etc. — *L'Evolution actuelle du Régime Parlementaire*. Réponse à une Enquête de l'Union Interparlementaire. Lausanne, Payot, 1928.
- LAVISSE et RAMBAUD. — *Histoire Générale du IX^e Siècle à nos Jours*. T. X. Paris, Colin, 1898.
- LEBON (G). — *Premières Conséquences de la Guerre*. Paris, Flammarion, 1917.
- LEBON (G). — *L'Evolution actuelle du Monde*. Paris, Flammarion, 1927.
- LOWELL (Lawrence). — *Le Gouvernement de l'Angleterre*. Paris, Giard, 1910.
- MADARIAGA (Salvador de). — *Anglais, Français, Espagnols*. Paris, Gallimard, 1930.
- MERCADO MOREIRA (Miguel). — *Historia Internacional de Bolivia*. La Paz, Atenea, 1930.
- MONTESQUIEU. — *De l'Esprit des Lois*.
- MORALES (José-Augustin). — *Los Primeros Cien Años de la República de Bolivia*. La Paz, Veglia-Edelmann, 1925.
- NITTI (Francesco). — *La Démocratie*. Paris, Alcan, 1933.
- ORBIGNY (Alcides d'). — *Voyage dans l'Amérique Méridionale*. Paris, 1845.
- OSTROGORSKI. — *La Démocratie et les Partis Politiques*. Paris, Calmann-Lévy, 1912.
- PEREDES (Rigoberto). — *Política Parlamentaria de Bolivia*. La Paz, 1914.
- POSADA (Adolfo). — *La Nouvelle Constitution Espagnole*. Paris, Sirey, 1932.
- PRESCOT. — *El Problema Continental*. La Paz, 1921.
- REDSLOD (Robert). — *Le Régime Parlementaire*. Paris, Giard, 1924.
- RÍOS (Cornelio). — *Bolivia en el Primer Centenario de su Independencia*. Buenos-Aires, Mercatali, 1925.
- ROUSSEAU. — *Du Contrat Social*.

- SAAVEDRA (Bautista). — *El Ayllu*. La Paz,
 SAAVEDRA (Bautista). — *La Democracia en Nuestra Historia*. La
 Paz, 1920.
 SANJINEZ (Janaro). — *Las Constituciones Políticas de Bolivia*.
 La Paz, 1906.
 TAINE. — *Histoire de la Littérature Anglaise*. Paris, Hachette,
 1891.
 TAINE. — *Les Origines de la France Contemporaine. — L'ancien
 Régime*. Paris, Hachette, 1880.
 TOCQUEVILLE (Alexis de). — *La Démocratie en Amérique*. Paris,
 Gosselin, 1835.
 VIDAL DE LABLACHE et L. GALLOIS. — *Géographie Universelle*.
 T. XV : Amérique du Sud. Paris, Colin, 1927.
 WILSON (W.). — *Le Gouvernement Congressionnel*. Paris, Giard,
 1900.

Vu :

Le Président de la thèse,
 Gilbert GIDEL.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
 Edgar ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
 S. CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages.
1. — Définition de la Démocratie	7
2. — Le Régime Parlementaire	8
3. — Le Régime Présidentiel	11

PREMIÈRE PARTIE

CONDITIONS ETHNIQUES, GÉOGRAPHIQUES, HISTORIQUES.

1. — Les trois forces primordiales : La Race	16
2. — Le milieu	21
A) La Région Interandine	22
B) La Région Amazonique	23
C) La Région du Plata	23
3. — Le Moment Historique	24
A) Conditions Historiques pendant la période Coloniale	25
B) Conditions historiques à la fin de la Guerre de l'Indépendance	25

DEUXIÈME PARTIE

CONSTITUTIONS POLITIQUES DE 1826 A 1878.

1. — La Fondation de la République	28
2. — Le Projet de Constitution de Bolivar	28
3. — La Constitution Politique de 1826	29
4. — " " 1831	31
5. — " " 1834	31
6. — " " 1839	31
7. — " " 1843	32
8. — " " 1851	32
9. — " " 1861	32
10. — " " 1868	33
11. — " " 1871	33
12. — " " 1878	36

TROISIÈME PARTIE

LE RÉGIME PARLEMENTAIRE ACTUEL.

	Pages.
CHAPITRE I. — Le Pouvoir Exécutif	48
A) Caractères de l'Institution Présidentielle	48
B) Durée du Mandat	49
C) Mode d'Election	54
D) Conditions pour être élu Président de la République	57
Condition d'attachement de la chose publique ..	57
Condition d'inscription dans le registre électoral.	58
Condition de maturité d'esprit	58
Condition de moralité	58
Attributions du Président de la République	59
A) Attributions à l'initiative Présidentielle	59
B) Attributions d'ordre plus spécifiquement exécutif.	62
C) Attributions d'ordre international	64
D) Attributions d'ordre judiciaire	65
CHAPITRE II. — Le Cabinet	67
CHAPITRE III. — Le Pouvoir Législatif	71
A) Composition du Parlement	71
B) Réunion du Parlement et sa garantie	72
C) Sessions ordinaires et extraordinaires	72
D) Règles relatives aux sessions	73
E) Incompatibilités parlementaires	73
F) Inviolabilités parlementaires	74
CHAPITRE IV. — Le Congrès	76
CHAPITRE V. — La Chambre des Députés	78
A) Mode de recrutement	78
B) Inéligibilités	79
C) Durée du mandat	80
D) Caractères du mandat	80
E) Mode de renouvellement	80
F) Attributions propres à la Chambre	80
G) Validation des mandats	81
CHAPITRE VI. — Le Sénat	86
A) Composition et mode de recrutement	86
B) Electorat et éligibilité	86
C) Durée du mandat	88
D) Caractère du mandat	88
E) Mode de renouvellement	88
F) Attributions propres au Sénat	88
CHAPITRE VII. — Attributions du Parlement	91
A) Fonctions relatives à la vie internationale	91
B) Fonctions de Contrôle et d'Administration	91

	Pages.
C) Attributions Législatives	94
D) Attributions Judiciaires	97
CHAPITRE VIII. — Le Travail des Chambres	98
CHAPITRE IX. — Rapports entre les deux Chambres	104
CHAPITRE X. — Relations entre le Parlement et l'Exécutif.	105

QUATRIÈME PARTIE

LA VIE POLITIQUE

CHAPITRE I. — Les groupements politiques avant 1880....	107
La formation des Partis Politiques après 1880	110
CHAPITRE II. — La Politique Conservatrice. — Présidence de M. Pacheco	116
Présidence de M. Arcé	119
Présidence de M. Baptista	122
Présidence de M. Alonso. Triomphe du Parti Libéral	123
CHAPITRE III. — La Politique Libérale. Présidence du Gé- néral Pando	126
Présidence de M. Montés	129
Présidence de M. Villazon	130
Deuxième Présidence de M. Montés	130
Présidence de M. Gutierrez Guerra. Triomphe du Parti Républicain.	132
CHAPITRE IV. — Derniers Evénements	135

CINQUIÈME PARTIE

LE DÉCLIN DU RÉGIME PARLEMENTAIRE	142
CONCLUSION	158
BIBLIOGRAPHIE	163

